



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

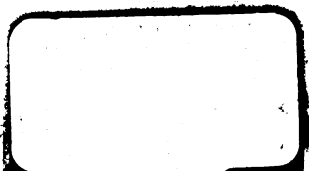
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 08184603 6



De la ...







**HISTOIRE**

**DE LA**

**LOUISIANE.**

—  
Debouchel

Digitized by Google

ITP



## EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA.

Be it remembered, That on the 13th day of March in the year of our Lord, 1841, and in the 65th of the Independence of the United-States of America, Victor Debouchel of said district has deposited in the clerk's office of the district court of the United-States for the Eastern District of Louisiana the title of a book, the right whereof he claims as author and proprietor in the words following, to wit :

*Histoire de la Louisiane, depuis les premières découvertes jusqu'en 1840, par Victor Debouchel.*

In conformity to an act of Congress of the United-States, entitled "An Act for the encouragement of learning by securing the copies of maps, charts and books, to the authors and proprietors of such copies, during the time therein mentionned." And also an act entitled : "An Act supplementary to an act entitled : An Act for the encouragement of learning, by securing the copies of maps, charts and books, to the authors and proprietors of such copies, during the time therein mentionned, and extending the benefits thereof to the arts of designing, engraving and etching historical and other prints."

DUNCAN N. HENNEN.

*Clerk of the Eastern District of Louisiana.*

HISTOIRE

DE LA

LOUISIANE

DEPUIS LES PREMIÈRES DÉCOUVERTES

# LOUISIANE,

DEPUIS LES PREMIÈRES DÉCOUVERTES

JUSQU'EN 1810.

Par Victor Debonchel.

\*\*\*

NOUVELLE-ORLÉANS,

LIBRAIRIE DE J. F. LELIEVRE,

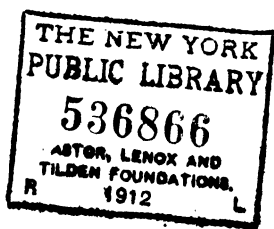
Enseignure Royale et Ste-Anne.

1841.

CHW

Digitized by Google

Checked  
May 1913



IMPRIMERIE DE CH. DEZAUCHE,  
rue Toulouse, 10.

## AUX LOUISIANAIS.

---

*Je suis venu parmi vous, et vous m'avez accueilli comme un frère; votre toit a été le mien, votre table la mienne. Que mon livre soit le vôtre, comme un gage de ma reconnaissance, et tous mes vœux seront comblés.*

Victor Debonchel.

Pointe-a-Robin, paroisse Plaquemines, novembre 1840.



## PREFACE.

---

J'ai publié ce livre parce qu'il manquait à mes concitoyens; les écoles même réclament une Histoire de la Louisiane. Celle-ci aura-t-elle les qualités requises? — Le public en jugera. — Je l'ai dépouillée de tout ce qui peut retarder une marche rapide, dans le but de ne pas décourager le lecteur. J'ai recueilli, en passant, les actes les plus notoires de la Législature; l'étude des lois conduit à la connaissance des mœurs. L'histoire d'un pays ne saurait être complète sans un exposé succinct de ses institutions civiles, pénales, commerciales et financières, et de ses voies de communication.

J'ai puisé à toutes les sources; les principales sont : Barbé-Marbois, le chevalier Bossu, Charlevoix, Chevalier, Garcillaso de la Vega, Gayarré, le juge Martin, Lepage du Pratz, Robin, Roux de Rochelle, Vergennes. Celui à qui je dois le plus, c'est le

jugé Martin. Son livre, si diffus pour certaines choses, si bref pour d'autres, est une bonne autorité; mais il s'arrête à la bataille de la Nouvelle-Orléans.

Je me suis ouvert une route nouvelle : je poursuis l'Histoire de la Louisiane jusqu'en 1840. C'est au moment où la crise financière nous accable, lorsque nous passons au creuset de l'adversité, que nous devons jeter les yeux sur les causes qui nous ont conduits à ce degré d'infortune. Je les développe autant qu'il m'est possible, avec mes propres lumières. Aucun auteur n'est venu à mon secours. Les documents dont j'avais besoin, je les ai pris partout, jusque dans les souvenirs. Loin de posséder les forces et l'habileté qu'exige une pareille tâche, je dirai comme Lafontaine :

. . . . . Si je n'emporte le prix,  
J'aurai du moins l'honneur de l'avoir entrepris.

# **HISTOIRE**

DE LA

# **LOUISIANE.**

---

## **INTRODUCTION.**

1492. Christophe Colomb, natif de Gênes, au service de l'Espagne, découvre l'île de Saint-Salvador, l'une des îles Lucayes. C'est la première terre d'Amérique foulée par les Européens. Colomb avait soumis son projet au sénat de Gênes, aux rois d'Angleterre, de France et de Portugal, qui le traitèrent de chimérique. Une femme seule le goûta : la reine Isabelle lui fournit trois petits bâtimens avec lesquels il acheva sa découverte.

1496. Jean Cabot, vénitien, employé par le roi d'Angleterre, découvre le Labrador. Sébastien, son fils, reconnaît Terre-Neuve et la côte de l'Amérique septentrionale, depuis cette île jusqu'à la Floride.

1498. Mais ce ne fut qu'à son troisième voyage que Colomb découvrit le nouveau continent, à l'embouchure de l'Orénoque.

1499. Un voyageur florentin, Américus Vespuce, homme remarquable par son savoir et son



génie, ravit à Colomb l'honneur d'attacher son nom au nouveau monde; il l'explora cette année, en donna une description intéressante, et le nomma *Amérique*.

1500. Alvarez de Cabral, amiral portugais, fait la découverte du Brésil dans un voyage aux Indes.

1506. Denis découvre le fleuve de St-Laurent. Deux ans plus tard, Aubert amène en France des naturels du Canada.

1513. On pensait que le nouveau continent faisait partie de l'Asie, lorsque Nunez de Balboa aperçut la mer Pacifique du haut des montagnes de Darien. Deux ans plus tard, Diaz de Solis entre dans le Rio de la Plata.

1519. Fernand Cortez reconnaît le Mexique, dont il fait ensuite la conquête avec six cents hommes. Magellan pénètre le premier dans la mer Pacifique.

1524. Verrazani, envoyé par la France, explore la côte américaine.

1531. Pizarre, qui ne savait ni lire ni écrire, de concert avec Almagro et Lucques, soumet, avec trois cents soldats, le peuplé empire du Pérou.

1534. Cartier, au service de François Ier., remonte le Saint-Laurent l'espace de trois cents lieues, et construit un fort sur ses rives.

1537. Ponce de Léon avait reconnu la Floride en 1512, à laquelle il donna ce nom; mais Hernandez de Soto, l'explorant cette année, découvre le fleuve du Mississipi. L'année avant, Almagro avait envahi le Chili.

1562-64. Ribault et Laudomière conduisent dans la Floride deux colonies de protestants français; les Espagnols les attaquent et pendent les prisonniers comme hérétiques. Dominique de

Gourgues, homme déterminé, rassemble à ses frais une troupe de Français, surprend les Espagnols dans la Floride, et les fait tous pendre comme assassins.

1566. Les Espagnols bâtissent la ville de Saint-Augustin.

1583. Humphrey-Gilbert prend possession de l'Amérique au nom du roi d'Angleterre.

1584. Walter Raleigh reconnaît la Virginie, et y conduit une colonie qui n'y reste pas.

1603. Champlain jette les fondemens de Québec.

1608. John Smith, plus heureux que Raleigh, transplante en Virginie la colonie qui fonde James-Town.

1610. Hudson découvre le fleuve et la baie qui portent son nom. Les Hollandais occupent l'emplacement de New-York, qu'ils nomment Nouvelle-Amsterdam.

1616. Baffin pénètre dans la mer nommée d'après lui.

1620. Les Puritains s'établissent dans la Nouvelle-Angleterre.

1633. Lord Baltimore colonise le Maryland.

1650. Des planteurs virginienens forment les premiers établissemens de la Caroline du Nord.

1670. La Caroline du Sud est peuplée par les Anglais, qui fondent Charleston.

1681. Lasalle explore le Mississipi jusqu'à son embouchure.

1682. Guillaume Penn colonise la Pennsylvanie.

1733. Le général Oglethorpe jette à Savannah les premiers établissemens de la Géorgie.

1765. Des Caroliniens s'établissent dans le Tennessee.

1773. Boon colonise le Kentucky.

## 1776. Déclaration de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

La plupart des découvreurs, des explorateurs, ainsi que des premiers colons du Nouveau Monde n'eurent pas une heureuse fin : Colomb fut chargé de fers; Nunez de Balboa et Walter Raleigh furent décapités; Fernand Cortez mourut dans un état voisin de la misère; Magellan et Diaz de Solis sous les flèches des Indiens; Pizarre tomba frappé par des rebelles; deux de ses frères furent condamnés à mourir l'un dans une prison, l'autre sur un échafaud, où Almagro et son fils portèrent également leurs têtes; Cartier, Verrazani, Gilbert périrent dans les flots; Hernandez de Soto et Iberville furent moissonnés à la fleur de l'âge par la fièvre, le premier sur les rives du Mississipi, l'autre à la Havane; Ribault fut massacré par les Espagnols; Lasalle par un assassin; Hudson fut jeté à la mer avec son fils par son équipage révolté; Baffin mourut dans un combat; Guillaume Penn abreuvé d'amertume; Oglethorpe se vit obligé, sur ses vieux jours, d'exercer la médecine pour ne pas mourir de faim; Boon rendit le dernier soupir, seul, au pied des Montagnes-Rocheuses.

Les malheurs et une mort violente seraient donc la récompense du courage, de la persévérance et du génie !

Les premières colonies ne furent pas moins malheureuses : les Français qui voulaient établir le Canada eurent tant à souffrir de l'intempérie du climat ou de la fureur des indigènes, qu'ils abandonnèrent plusieurs fois l'entreprise. Une multitude d'aventuriers, faisant voile pour le Saint-Laurent, se perdirent en mer, et jamais on n'entendit parler d'eux. Nous avons vu quel fut

le sort de la colonie de Ribault dans la Floride; on pourra voir, dans le cours de cette histoire, quel fut celui de l'expédition de Lasalle.

Les deux premières colonies que les Anglais envoyèrent en Virginie retournèrent en Angleterre après avoir essuyé toutes sortes de fatigues et de dangers; la troisième périt dans les angoisses de la faim, ou sous le fer des sauvages. La plupart des premiers établissemens de la Nouvelle-Angleterre éprouvèrent une semblable destinée.

Cependant les colonies triomphèrent de tous les obstacles; mais leur commencement fut un tissu de souffrances et de malheurs: la guerre avec les Indiens vint y ajouter les dangers; tandis que le climat y versait le poison des maladies. La mort accourut sous toutes les formes; il fallait en même temps soigner la fièvre, cultiver les champs, et combattre. Maintes fois le colon fut massacré dans les bras du sommeil ou au sortir de sa cabane; maintes fois la mère de famille vit entrer au logis, au lieu de l'époux absent, des sauvages qui l'égorgeaient avec tous ses enfans. Que de jeunes filles traînèrent leur vie au milieu des assassins de leurs parens! Pour aggraver encore leur situation, les colonies, épousant la cause des princes de l'Europe, se faisaient une guerre acharnée, que les Indiens rendaient encore plus terrible: ils s'emparaient des prisonniers et les brûlaient à petit feu. La colonisation des Etats-Unis a vu tomber plus de victimes que ne contient d'habitans l'Etat le plus peuplé de l'Union.

## ESQUISSE PREMIÈRE.

---

### CONSIDÉRATIONS

#### SUR LES TRIBUS INDIENNES DE LA LOUISIANE.

---

Les tribus indiennes qui habitaient la Louisiane, au temps de la colonisation, étaient au nombre de dix-huit. Les Oumas occupaient le territoire de Bâton-Rouge et des deux Féli-cianas. Entre l'Amite et le Tangipao, vivait la tribu de ce nom. Plus à l'Est, étaient les Colapissas, qui armaient 300 hommes. Les Bayagoulas s'étendaient depuis l'Iberville jusqu'aux limites de la Nouvelle-Orléans, dont l'emplacement était occupé par les Chapitoulas. Sur la rive opposée se trouvaient les Mongoulachas. A la Terre-aux-Bœufs, au Détour-des-Anglais habitaient les Chouachas, qui réclamaient toute la rive gauche du fleuve. La rive droite était la propriété des Ouachas, qui ont laissé leur nom à un lac situé au Nord de la baie de Barrataria. Les Chetimachas construisaient leurs huttes sur les rives de La Fourche, qui porta d'abord leur nom. Dans le territoire des Attakapas, existait la tribu de ce nom, qui signifie mangeurs d'hommes; elle était réputée antropophage. A la Pointe-Coupée, étaient les Tunicas; à l'embouchure de la Rivière-Rouge, les Ayoyelles; à Natchitoches, la tribu de ce nom; à l'Ouest du lac Bistineau, les Caddos, ou Caddodaquis. Les Dulcinos, les Ou-

Chouis, les Yatassis campaient entre l'Ouachita et la Rivière-Rouge; les Ouachitas et les Tensas erraient sur les rives de ces deux courants d'eau.

Quand Lasalle explorait le Mississipi, il trouva sur ses rives une tribu de Quinipissas dont aucun auteur ne fait mention. Ces indiens auraient-ils été exterminés, ce qui est assez probable, ou les a-t-on confondus avec les Colapissas, dont le nom est si semblable au leur?

Ces peuplades nombreuses, autrefois, sans doute, étaient au temps des premiers établissemens, peu considérables. Quelques-unes comptaient à peine cinquante guerriers. Les plus fortes en armaient à peine cinq cents. On ne trouva chez elles, ni chevaux, ni brebis, ni volailles, ni rats, ni abeilles. Les Attakapas seuls avaient quelques poules, recueillies dans un bâtiment naufragé. Elles cultivaient un peu de maïs, de folle avoine, de patates et de fèves; au lieu de tabac elles fumaient la *Papoua* [feuille d'un arbrisseau épineux, commun dans la Louissane]. Une insouciance complète présidait à leur manière de vivre. Leurs villages, tout ouverts, étaient formés de mauvaises huttes en latanier, qu'enflammait aisément la flèche incendiaire. L'ennemi, surprenant une bourgade entière endormie, la faisait passer, sans obstacle, du sommeil à la mort. Un village indien, sur le Mississipi, s'offrit à Lasalle, avec ses cabanes incendiées, et tous ses habitants égorgés. La guerre continuelle qu'elles se faisaient, les décimait tous les jours.

Quoique issues presque toutes de la nation des Natchez, dont l'absolutisme du chef est si connu, ces tribus vivaient dans une espèce de république. Elles n'avaient pas quitté un joug pour en prendre un autre; la seule qui se rapprochât le plus de la nation-mère, était celle des Tensas. Elles se

soutenaient entre elles, quand il s'agissait de combattre l'étranger. A peine le danger était-il passé, que les guerres civiles recommençaient, comme chez les peuples de la Grèce. Hernández de Soto avait été pour elles un Xercès, qu'elles avaient combattu de toutes leurs forces et de tout leur courage: les Français devaient être pour elles des Romains. Si elles firent un bon accueil à Iberville, c'est qu'elles croyaient n'avoir rien à appréhender de sa part. Mais quand les colons eurent excité leur ressentiment jaloux, elles se soulevèrent contre eux et les égorgèrent. Un manque de concert borna le massacre à la colonie de Rosalie, chez les Natchez. Nous ne dirons rien de ces indiens, dont tout le monde sait l'histoire, et qu'on retrouvera dans ce livre. Leur force et leur courage ne purent les garantir de la destruction; le contact seul des Européens, dont le souffle était un poison pour les grandes tribus, suffit pour leur ôter la moitié de leurs forces. Les petites peuplades de la Louisiane périrent presque toutes l'une par l'autre; ce qui restait se confondit avec les grandes, dont plusieurs furent emportées dans le tourbillon de la guerre des étrangers entre eux.

Les Mongoulachas avaient détruit un village des Bayagoulas; ceux-ci exterminèrent leurs ennemis jusqu'au dernier. Quelque temps après, les Tensas, chassés de leurs terres par les Yasous, ou Jasons, se réfugièrent parmi les Bayagoulas, qui les reçurent comme des frères; dans la nuit, ils massacrèrent leurs hôtes, en récompense de l'hospitalité qu'ils en avaient reçue.

Les Tunicas dévalisèrent un jour deux traiteurs anglais; les Alibamons et les Chikasaws, chargés de venger ces Européens, chassèrent les Tunicas de leurs foyers. Ils allèrent demander un asile

aux Oumas, dont ils furent reçus à bras ouverts; et pendant le sommeil, ils égorgèrent, ou firent prisonniers tous ceux qui leur tombèrent sous la main; les Oumas échappés à la captivité ou au carnage se réfugièrent sur les rives du bayou Saint-Jean.

En vain les Français se rendirent-ils les arbitres de leurs querelles; en vain les missionnaires leur enseignaient-ils les arts agricoles et utiles; dès que l'occasion se présentait, les tribus quittaient leurs paisibles travaux pour voler aux combats; la guerre seule avait des charmes pour elles.

Les Chickasas tombant un jour à l'improviste, et au sein de la paix, sur les Chactas, leur enlevèrent un grand nombre de prisonniers, qu'ils allèrent vendre en Caroline. Une trentaine d'individus de la nation assaillante, hommes, femmes ou enfans, campaient autour du fort de Mobile. Ils avaient à traverser le pays des Chactas, pour regagner leurs foyers. Craignant la vengeance de ceux-ci, ils demandèrent à Bienville, une escorte, qu'il se fit un devoir de leur donner pour les protéger. St.-Denis et vingt Canadiens furent chargés de ce service. A la vue du premier village des Chactas, l'officier, se détachant seul de la troupe, demanda à ces indiens le passage sur leurs terres, pour lui et tous ses gens. Ils l'accordèrent à condition qu'il leur serait loisible de reprocher aux Chickasas la perfidie de leur nation. Ceux-ci rassemblés en rase campagne et armés, furent bientôt entourés des chefs Chactas, accompagnés de trois cents guerriers. Un vieux Sachem, tenant un calumet à la main, après avoir donné tout l'essor à son indignation, finit par conclure que les Français ne protégeaient leurs ennemis, que parce qu'ils ne connaissaient pas les crimes dont ils s'étaient rendus coupables; que les



Chickasas présents méritaient la mort, en représailles de la trahison de leur tribu. A ces mots, baissant son calumet, les Chactas firent feu, et la plupart des guerriers chickasas tombèrent morts.

Quelques-uns se défendirent en vain; les femmes et les enfans seuls furent épargnés. St.-Denis reçut une blessure en voulant rétablir le calme. Les Chactas en grand nombre le reconduisirent jusqu'à Mobile, en témoignage de leurs regrets sur un tel événement.

Ce fait prouve l'esprit vindicatif des Indiens, et les efforts constants, mais souvent inutiles des Français, pour rétablir l'harmonie parmi eux.

A la fin, les Français en vinrent à bout; ils cimentèrent, entre les tribus indiennes de la vallée du Mississipi, une paix qui dura douze ans. Les Anglais la troublèrent; et quand ils eurent conquis le Canada, il ne fut plus possible de la rétablir. Ces deux nations européennes n'étaient pas guidées par les mêmes principes. Les colons anglais voulaient la terre; les Français s'attachaient principalement aux pelleteries. Telles furent les causes de la prospérité des premiers, et de la ruine des seconds. A ceux-ci il fallait une paix durable; à ceux-là une guerre qui amenât la destruction des indiens. C'est pourquoi les uns s'allièrent si souvent avec les Indiennes, sorte d'union qui répugna toujours aux autres. On cite un seul mariage de ce genre parmi les colons anglais : celui de Rolf avec Pocahontas.

**ESQUISSE DEUXIEME.****PREMIERS EXPLORATEURS.**

1537. Une tradition indienne plaçait dans la Floride une fontaine dont l'eau avait la vertu de rajeunir. Hernandez de Soto, qui avait accompagné Pizarre à la conquête du Pérou, où il avait amassé de grandes richesses, ayant été nommé par Charles Ier., roid'Espagne, gouverneur de l'île de Cuba, ainsi que de tous les pays qu'il pourrait découvrir et subjuguer, fut jaloux de devenir le conquérant de la Floride, où il supposait des mines d'or aussi riches que celles du Pérou, et surtout de se rendre maître de la fontaine de Jouvence, qui seule valait tous les trésors du monde. Une flotte fut équipée; une armée de douze cents hommes, dont trois cents cavaliers, levée à ses frais. Il débarqua à la baie d'Espiritu-Santo, d'où il renvoya ses bâtimens à la Havane. Les Indiens, qui l'observaient, l'assaillirent avec fureur. Soto résiste, les repousse, et arrive à Harriga, ville indienne, où il se reposa quelques jours. Il se dirigea vers le nord, toujours harcelé par les sauvages : les femmes lui apportaient des provisions; une reine lui fit un présent en perles d'une valeur considérable; mais les caciques lui dressèrent mille embûches d'où il sortit toujours victorieux. La Géorgie, le pays des Chérokis, le Tennessee, le Kentucky furent parcourus en triomphe par les Espagnols, qui descendirent jusqu'à la baie de la Mobile par la vallée du Tombeckbee. Ce pays était occupé par les Maubliens, tribu natcheze, aussi superstitieuse que jalouse de ses droits. Les plus grands périls y attendaient les Castellans. Ces Indiens se défen-

dirent avec tant d'intrépidité et de fureur, qu'ils laissèrent onze mille hommes sur la place avant de livrer leur capitale; mille femmes se brûlèrent de désespoir en voyant leurs foyers envahis. Jamais dans les guerres des Indiens du nord, on n'a vu un tel carnage. Il tourna ses armes contre les Chickasas, qui l'attaquèrent avec des dards enflammés, pendant la nuit, lui tuèrent quarante hommes et cinquante chevaux. Arrivé sur le Mississipi, près de Chickasawbluff, il traversa, sur des bateaux plats, ce fleuve, appelé alors *Cicuaga*. Dans ses excursions le long de la Rivière-Blanche, de l'Arkansas et de la Rivière-Rouge, Soto perdit une partie de son armée, de fatigue, de manque de provisions ou de maladie; lui-même attaqué de la fièvre, et sentant sa fin approcher, nomma pour son successeur au commandement Muscoso de Alvarado, rassembla ses officiers autour de son lit, leur recommanda l'union, la soumission à leur chef, le maintien de la discipline dans l'armée, et surtout la persévérance dans leur entreprise. Il mourut dans les bras de son aumônier, à l'âge de 42 ans; son corps enfermé dans un cercueil rempli de boulets, fut coulé dans le Mississipi, à l'embouchure de la Rivière-Rouge, sans doute pour l'empêcher de tomber dans les mains des Indiens.

Alvarado, avec le reste de l'armée, remonta la Rivière-Rouge jusqu'au Texas, dans l'intention de se rendre par terre au Mexique. Abandonnant bientôt ce projet, il descendit par eau jusqu'au Mississipi, où il fit mettre la main à la construction de plusieurs petites embarcations; mais les caciques, qui avaient juré sa perte, se liguèrent ensemble et parvinrent à lever une armée de quarante mille hommes. Des femmes indiennes révélèrent à Alvarado le danger qui le

menaçait. Il parvint, à force de présens, à détacher quelques tribus de la ligue. Il s'embarqua sur le fleuve avec trois cent cinquante hommes et trente chevaux; c'était tout ce qui restait de l'armée envahisseuse. Une flotte indienne de plus de mille pirogues peintes de couleurs vives, et montées par vingt-cinq mille guerriers, se mit à la poursuite des fugitifs. Le temps était calme; les Espagnols descendaient le fleuve lentement; les Indiens, faisant force de rames, les eurent bientôt atteints. Ils s'approchaient avec rapidité, leur lançaient une grêle de dards et de flèches, et se retiraient de même pour éviter les coups de leurs tonnerres. Ils les harcelèrent ainsi pendant dix jours sans éprouver la moindre résistance : les Espagnols manquaient de munitions; ils furent presque tous blessés, et tous auraient succombé peut-être sous les coups des sauvages, si un vent favorable qui s'éleva ne les eût mis hors de danger.

C'est à Garcillasso de la Vega qu'on doit le récit de cette expédition extravagante, intitulé : *Histoire de la conquête de la Floride*. De toutes les tribus indiennes mentionnées par cet historien, les seules connues aujourd'hui sont celles des Alibamons, des Maubliens et des Tuscalousas. L'auteur nous présente dans cette histoire, des peuples beaucoup plus avancés dans la civilisation que ceux d'aujourd'hui. Ils portaient des vêtemens de lin, faisaient usage d'étendards pendant la guerre et possédaient des chiens; leurs villes, entourées de remparts, se composaient de maisons bien bâties, propres et couvertes de roseaux; celles des grands seigneurs se distinguaient des autres par de grandes galeries qui les entouraient; des tapisseries en couvraient les murs, des sièges revêtus de couvertures brodées,

représentant des emblèmes ingénieux, bien exécutés, et bordés tout autour d'une frange écarlate, en ornaient les salles; il y avait des églises avec des clochers surmontés de girouettes. Autour de ces villes s'étendaient des champs bien cultivés, et entourés de bonnes barrières. Les souverains de ces peuples se faisaient tenir des ombrelles sur la tête par des esclaves. Il y avait des reines à la tête de nations puissantes, qui portaient des colliers de perles et naviguaient dans des barques magnifiques. Ces Indiens, passionnés pour la musique, étaient assez crédules pour s'imaginer que leurs vainqueurs se laisseraient vaincre par le charme de l'harmonie. Soto avait fait prisonnier le roi de Caliquine, qui parvint à s'échapper; repris à l'aide d'un chien, et ramené dans sa prison, ses sujets, pour obtenir sa délivrance, s'approchèrent des Espagnols, en jouant sur leurs flageolets un air triste et touchant. Le peu d'effet de cette tentative les porta à faire usage de l'argument péremptoire de la hache et des flèches. A ces traits, ne croirait-on pas lire un épisode de la conquête du Pérou?

1559. Un autre aventurier espagnol porta la guerre aux Natchez. Tristan de Luna, parti de Vera-Cruz, dans le Mexique, débarqua au mois d'août dans la baie de Pensacola; la destruction de sa flotte par un ouragan le mit sans ressources sur cette côte aride. Il s'avança dans les terres, parvint au village indien de Nanipacna, habité par une peuplade autrefois très-nombreuse, dont la ruine était peut-être l'ouvrage de l'invasion de Hernandez de Soto. Quoiqu'il en soit, Luna et ses compagnons furent accueillis favorablement par les sauvages, sans doute parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts pour résister aux étrangers. Lors-

qu'il eut consommé toutes leurs provisions, il se porta au nord, et apprit de quelques Indiens que les Coosas, tribu muscogaise, et les Natchez étaient en guerre; ces derniers refusant de payer à leurs ennemis le tribut imposé.

Luna offrit ses services aux Coosas, qui les acceptèrent avec les plus grandes démonstrations de joie. Ils se rappelèrent Soto, contre qui ils avaient combattu, et dont le tonnerre les avait tant effrayés. Deux de ses soldats prisonniers, qu'ils avaient adoptés, avaient terminé parmi eux une carrière paisible. Cinquante fantassins et cinquante cavaliers espagnols se mirent bientôt en marche avec trois cents guerriers indiens.

A leur approche, les Natchez effrayés abandonnèrent leur village et se retirèrent au-delà d'un grand fleuve; les assaillans les poursuivirent. Un coup d'arquebuse qui jeta mort un Natchez remplit les autres d'une terreur si grande, qu'ils offrirent sur-le-champ de remettre les anciens tributs, et la paix fut consentie. Peu de temps après, Tristan de Luna, rappelé, partit pour le Mexique avec toute son expédition.

## ESQUISSE TROISIEME.

### DECOUVERTE ET EXPLORATION DU MISSISSIPI.

[*Huit ans.*]

1673. Les Français du Canada avaient appris des Indiens l'existence d'un grand fleuve à l'ouest, qui ne coulait ni vers l'est ni vers le nord; on présumait qu'il devait suivre son cours vers la mer Pacifique ou le golfe du Mexique. Talon, intendant de la Nouvelle-France, voulant atta-

cher son nom à une découverte importante, engagea dans son entreprise le père Marquette, moine récollet, et Joliet, un marchand de Québec, qui traitait depuis longtemps avec les tribus indiennes voisines des grands lacs. Ces deux hommes intrépides, ayant traversé les lacs Huron et Michigan, remontèrent la rivière des Ontogamis [Fox-River] jusque près de sa source, gagnèrent, par un petit portage, l'Ouisconsin, dont le courant les mena au grand fleuve qu'ils cherchaient : c'était le Mississipi, ou Meschacébé, qui, dans la langue pompeuse des nations indiennes, signifie *le père des grandes eaux*.

Joliet et Marquette descendirent le Mississipi jusqu'à son confluent avec l'Arkansas. Convaincus qu'il versait ses eaux dans le golfe du Mexique, et manquant de provisions, ils rebroussèrent chemin et arrivèrent à Québec, où la nouvelle de leurs succès causa une joie inexprimable. L'évêque, son clergé, les autorités constituées de la colonie, allèrent à la cathédrale chanter un *Te Deum* en action de grâce d'une découverte si importante.

Cependant le Mississipi demeura huit ans enseveli dans ses déserts, avant qu'on songeât à l'explorer.

1677. Robert Cavelier de Lasalle, natif de Rouen, homme aussi intrépide que les conquérants de l'Angleterre et les libérateurs de la Sicile, voulait se faire une fortune et un nom par la découverte d'une voie de communication avec la Chine. Il soumit ses projets à Frontenac, gouverneur du Canada, qui les approuva et l'engagea à aller à Paris implorer la protection du prince de Conti, passionné pour les grandes entreprises. Lasalle partit. A la recommandation

de ce prince, Louis XIV accorda au célèbre voyageur une vaste étendue de terre autour du fort de Cataracoui, à condition de le construire en pierre, et lui donna le pouvoir de faire toutes les découvertes qu'il croirait utiles à la prospérité et à la gloire de la France.

1678. Arrivé au lieu de sa destination avec trente colons et le chevalier de Tonti, Italien à qui il manquait une main, qu'il avait remplacée par une autre en cuivre dont il se servait avec adresse, et faisait un terrible usage envers ceux qui le provoquaient, Lasalle rebâtit en pierre, le fort, auquel il donna le nom de Frontenac, et fit de suite construire plusieurs bateaux, propres à l'exécution de son entreprise.

1679. Il parcourut les lacs, traita avec les tribus indiennes voisines, éleva des forts à Michilimackinac, à l'embouchure de la Maumée, et atteignit la rivière de l'Illinois, où il construisit le fort de Crève-cœur.

1680. Les Iroquois soulevèrent contre lui l'esprit ombrageux des sauvages; des gens de sa troupe, fatigués de le suivre, excitèrent encore plus le courroux des Illinois. Lasalle triompha de tous les obstacles, mais faillit de tomber victime du poison que les siens lui avaient donné.

1681. A la fonte des glaces, Lasalle descendant la rivière de l'Illinois, reconnut le Mississippi, dans lequel les Indiens qui l'accompagnaient se précipitèrent en criant : *Meschacébé! Meschacébé!*—Ils remplissaient un pieux devoir : parmi les nations indiennes de cette époque, les eaux du Mississippi étaient réputées aussi saintes que



celles du Gange parmi les peuples de l'Hindostan. Les embouchures du Missouri et de l'Ohio, fixèrent l'attention de l'explorateur, que les Chicakas reçurent comme un frère. Il bâtit dans leur territoire le fort Prudhomme, du nom de l'officier qui en prit le commandement; fuma le calumet de paix avec les Cappas, les Arkansas, les Tensas; mais les Quinipissas ne lui montrèrent què des intentions hostiles. Le 7 avril, il entra dans le golfe du Mexique. Un *Te Deum* en action de grâces fut chanté aux premières terres hautes sur le fleuve, et les armes de France furent attachées à un arbre, avec une croix, au bruit d'une salve de mousqueterie. Lasalle nomma le Mississippi *fleuve de Saint-Louis*, et donna aux terres qu'il arrose le nom de Louisiane, en l'honneur de Louis XIV et d'Anne d'Autriche, sa mère.

## ESQUISSE QUATRIEME.

TENTATIVE INFRUCTUEUSE DE COLONISATION.

[*Quinze ans.*]

1683. Lasalle porta lui-même à Paris la nouvelle de ses explorations. En reconnaissance de ses services, Louis XIV lui fournit tous les moyens nécessaires à l'établissement d'une colonie sur les rives du Mississippi. Douze jeunes gentilshommes, douze familles de cultivateurs, cinquante soldats, des ouvriers de toute espèce, formant un total de deux cent cinquante personnes, furent mises à la disposition de Lasalle, qui partit avec elles de La Rochelle, sur quatre bâtiments commandés par le capitaine Beaujeu.

1684. Un sort funeste attaché à cette expédition devait la conduire à sa ruine entière : tous ces malheureux, à l'exception de seize personnes, ne devaient plus revoir leur patrie. D'abord la tempête dispersa la flotte avant d'arriver à Saint-Domingue; ensuite un des bâtiments fut capturé par les corsaires espagnols; puis Lasalle ayant été retenu dans cette île pour cause de maladie, la fièvre jaune moissonna une partie de ses gens. Tout cela n'était rien encore en raison de ce qu'il leur restait à souffrir. Au lieu d'arriver à sa destination, l'embouchure du Mississipi, la flotte se trouva au fond de la baie de Saint-Bernard, sur les côtes du Texas. Lasalle s'étant aperçu de l'erreur, voulait rebrousser chemin; Beaujeu s'y opposa avec opiniâtreté; ils se brouillèrent. Un bâtiment, poussé par les brisants, s'échoua et fut englouti avec toutes les provisions qu'il portait. Beaujeu irrité, en attribuant la cause à Lasalle, lui laissa une partie des provisions de son vaisseau, avec douze canons, mais refusa de lui donner des boulets, sous prétexte qu'il ne pouvait les débarquer sans risque. Il fit voile pour France, abandonnant Lasalle et ses compagnons à leur malheureux sort.

1685. Le premier soin des colons fut de se mettre à l'abri des attaques des sauvages, qui rôdaient nuit et jour autour d'eux. On construisit un fort où l'on jeta une centaine de personnes. Lasalle, avec le reste, se mit à la recherche du Mississipi par terre, tandis que le seul bâtiment qui lui restât le suivait en côtoyant le rivage. Il éleva un autre fort, seize milles au-dessus de l'embouchure du Colorado, et y transporta bientôt la colonie entière; on lui donna le nom de fort de Saint-Louis.

1686. Cependant les maladies se déclarèrent, et les Indiens commettaient maint assassinat : le capitaine du bâtiment et douze matelots furent massacrés par ces sauvages; Lasalle les poursuivait toujours vainement. Pour comble de malheur, le brick, assailli par une violente tempête, coula avec les munitions de guerre, de bouche, et les instruments de labourage, dont il était chargé. Avec lui s'évanouit l'espoir qu'on avait nourri jusque là d'aller chercher des secours à Saint-Domingue.

Il forma alors un projet des plus périlleux, celui de se rendre par terre chez les Illinois, avec vingt hommes seulement. Lasalle, l'abbé Cavalier, son frère, Morangie, son neveu, deux Indiens et quinze soldats, se mirent en route à travers des fleuves, des marécages, des forêts, pays sauvages et habités par des peuplades plus sauvages encore. Les Cénis, plus hospitaliers, plus doux, et dont les femmes étaient plus jolies que les autres Indiennes, causèrent la désertion de quelques-uns de ses compagnons. Malade avec son neveu, il trouva des secours chez les Nassonites. Après une excursion de cent cinquante lieues, il revint au fort de Saint-Louis, qu'il trouva dans un état de prospérité.

1687. Un repos de deux mois lui suffit pour se refaire des fatigues du voyage et se préparer à un nouveau. Il ne pouvait abandonner l'idée d'atteindre le Canada par terre. A la tête de vingt hommes, son frère, son neveu et le père Athanase compris, il se mit en route. Il ne devait plus sortir des déserts où il allait s'aventurer. Pour chasser plus facilement, on se divisa en deux bandes, l'une commandée par l'oncle, l'autre par le neveu. Au bout de neuf jours de

marche, le neveu fut tué par un homme de sa troupe, Liotot, un chirurgien qu'il avait maltraité. Ce crime en amena un plus grand : l'assassin poussa le sergent Duhault, son ami, qui avait à se plaindre de Lasalle, à massacrer cet homme célèbre. Lasalle, frappé d'une balle à la tête, périt avec le regret de laisser son projet inachevé, la colonisation des rives du Mississipi.

Les meurtriers se détruisirent l'un par l'autre; les deux derniers se réfugièrent parmi les Indiens; l'abbé Cavelier, le père Athanase atteignirent l'Arkansas, après des fatigues inouïes.

Les habitants du fort Saint-Louis eurent une fin plus malheureuse : détruits presque totalement par les indigènes, ils se dispersèrent dans les bois, où tous périrent de faim ou de mort violente.

1689. Alonzo de Léon, explorant les rives du Colorado, trouva des ossements blanchis au milieu des ruines du fort Saint-Louis, et cinq enfants blancs, qui parlaient français, parmi les Indiens. Il les emmena avec lui; c'était tout ce qui restait de la colonie de Lasalle.

1698. Neuf ans plus tard, ils servaient en qualité de matelots sur un vaisseau espagnol capturé par le capitaine Desaugiers, qui les ramena en France.

Le peuple des Etats-Unis a rendu hommage à l'illustre explorateur : la statue de Lasalle, à côté de celle de Washington, orne, au Capitole, le lieu des séances du Congrès.

## ESQUISSE CINQUIÈME

COLONIE DE LA LOUISIANE.

[*Dix-huit ans.*]

1699. Iberville, l'un des héros français du Canada, sous les auspices du comte de Pontchartrain, ministre de la marine, conduisit deux cents colons à l'île Dauphine, qu'il nomma l'île du Massacre. Il reconnut l'île de la Corne, l'île au Vaisseau, les îles de la Chandeleur et du Chat, les lacs Borgne, Pontchartrain et Maurepas, et leur donna les noms qu'ils portent : des cabanes furent construites à l'île Dauphine, et quelques jours après des relations d'amitié liées entre les colons et la tribu indienne des Biloxis.

Iberville, Bienville, son frère, le père Athanase, compagnon de l'infortuné Lasalle, entrèrent dans un grand courant qui roulait des eaux bourbeuses. Ils pensèrent avoir atteint le but de leurs recherches, et le remontèrent pendant plusieurs jours, en s'attachant les bourgades indiennes, qui peuplaient ses rives. Dans un village de Bayagoulas, s'offrirent à leurs yeux des capes faites de couvertures de laine, semblables à celles des traiteurs canadiens. Athanase crut les reconnaître pour avoir appartenues aux compagnons de Lasalle. Leur joie éclata à cette vue; seraient-ils dans le Mississipi ? Un livre de prières, portant un nom français, écrit à la main; une lettre du chevalier de Tonti, adressée à Lasalle, en date du 20 avril 1685, époque où cet Italien était venu des Illinois, à la recherche de son ancien chef, achevèrent de

convaincre les explorateurs. Ils parcoururent le Mississippi jusqu'à la Rivière-Rouge. A l'entrée du premier canal naturel d'écoulement, sur la gauche, les deux frères se séparèrent. Iberville revint à l'île Dauphiné par cette rivière, à laquelle il donna son nom, et les lacs Maurepas, Pontchartrain et Borgne; Bienville suivit le courant principal jusqu'à la mer. On choisit la baie de Biloxi, pour y établir le siège principal de la colonie; on y construisit un fort, avec quatre bastions armés de douze pièces de canons. Le commandement en fut donné à Sauvolle, frère cadet d'Iberville, auquel on adjoignit Bienville, plus jeune, en qualité de lieutenant. Iberville repartit pour France, avec le comte de Sugère, après avoir laissé deux petits bâtiments, pour le service de la colonie.

Sauvolle s'occupa d'établir l'union et l'harmonie entre les tribus indiennes du voisinage. Un bâtiment anglais cherchant le Mississippi, pour y établir une colonie, s'était avancé jusqu'au Détour-des-Anglais. Bienville lui fit rebrousser chemin, en lui disant que le fleuve qu'il cherchait était plus à l'est, et que le pays où il se trouvait faisait partie de la Nouvelle-France. Sans cette ruse, la Louisiane échappait aux Français. C'est alors qu'un Français, passager sur ce bâtiment, donna à Bienville le placet des protestants, chassés de France, par la révocation de l'édit de Nantes; ils s'offraient à coloniser la Louisiane à leurs dépens, pourvu qu'on leur garantît la liberté de conscience.

Louis XIV rejeta leurs propositions. Un *oui* de ce monarque eût peut-être changé les destinées des Etats-Unis. Les protestants français étaient riches et entreprenants; que n'étaient-ils pas capables de faire dans la vallée immense arrosée par le Mississippi!

Iberville arriva bientôt avec de nouveaux colons. Son premier soin fut de construire un fort à l'embouchure du Mississipi, afin d'en défendre l'entrée aux étrangers. Il sonda une des passes et trouva onze pieds d'eau. Il visita toutes les tribus indiennes, entr'autre les Natchez. Leur temple brûlait; des femmes y jetaient leurs enfants, pour éteindre les flammes et apaiser la divinité; il arrêta ces sacrifices du fanatisme. Enchanté de leur pays, il y traça le plan d'un fort, qu'il nomma Rosalie, du nom de la comtesse de Pontchartrain, et fit voile de nouveau pour France.

1700. Cependant la colonie faisait peu de progrès. L'agriculture était négligée : la chasse, la pêche, les perles, les mines d'or occupaient tous les esprits. Les buffalos firent songer un moment au commerce de leur poil, vendu pour de la laine. On courrait les bois, faisait des découvertes, construisait des forts, dont quatre ou cinq hommes composaient la garnison.

1701. Le gouvernement, faussement persuadé que la Louisiane renfermait des mines aussi riches que celles du Pérou, dépensait en expéditions de ce genre des sommes impérieusement réclamées par l'industrie agricole.

Bienville, qui succéda à son frère Sauvolle, mort de la fièvre, vit bientôt la colonie dans le besoin. Les provisions qu'elle tirait de Vera-Cruz et de Saint-Domingue, lui manquèrent : elle fut obligée de vivre du maïs des Indiens. A la famine, succédèrent les maladies, qui enlevèrent cent-cinquante personnes.

Iberville, amenant de nouvelles forces, fit transporter le siège de la colonie de Biloxi, où l'on laissa vingt hommes, sur la rive droite de la

baie de la Mobile. Des provisions arrivées en même temps de Vera-Cruz, ramenèrent l'abondance, sans éclairer les esprits. On colonisa l'île Dauphine, dont le mouillage valait mieux que celui de Biloxi et de la Mobile. On osa même envoyer cent hommes au secours des Espagnols de Saint-Augustin, menacés dans leurs murs par les Anglais de la Caroline.

1702. Anne, reine d'Angleterre, venait de déclarer la guerre aux Français et aux Espagnols. Les Indiens prirent part à cette guerre, en massacrant indistinctement amis et ennemis.

1704. Les Anglais n'ayant rien pu de ce côté, mirent à la tête des Chérakis des officiers de leur armée, qui firent attaquer les Indiens alliés de l'Espagne, convertis au christianisme, et soulever les Alibamons contre les Français.

La colonie vit arriver avec joie des colons nouveaux et des ustensiles aratoires, amenés par Chateaugué, frère de Bienville. Celui-ci songea alors à marcher contre les Alibamons; son expédition fut sans succès. En attendant quelques jours de plus, il eût pu joindre à ses troupes une compagnie de ligne, qui arriva de France.

Vingt-trois pauvres filles, venues en même temps, ne tardèrent pas à trouver des maris. Au milieu de la joie et de l'abondance, les maladies de l'automne enlevèrent trente-cinq personnes.

1706. Pendant que les Français pacifiaient les Chactas, les Chickasas et les Maubliens, qui se faisaient la guerre, les Anglais soulevaient les Chérakis contre les premiers, dont trois cents femmes ou enfans furent enlevés. D'un autre côté les Illinois, à la sollicitation des Virginiens, massacrèrent les Français établis parmi eux.



1707 Les Yasons chassèrent les Tensas, qui tuaient les Bayagoulas, qui avaient massacré les Mongoulachas. Ainsi les tribus indiennes se détruisaient les unes par les autres.

1708. Cependant Iberville était mort à Saint-Domingue, de la fièvre jaune. Les Chétimachas ayant tué quelques Français, furent châtiés par Saint-Denis, à la tête d'un corps de Canadiens et de sauvages. Bienville, de son côté, conduisit trois cents hommes au secours de Pensacola, assiégée par les Anglais, qui se retirèrent à son approche. A son retour, il vit avec joie, à l'île Dauphine, un bâtiment espagnol que le commerce y avait amené. C'était le premier de ce genre qui paraissait dans la colonie.

1710. La cour de France voyant le peu de progrès des établissements de la Louisiane, en changea le mode de gouvernement. Elle fut séparée du Canada, dont elle avait fait partie jusqu'à ce jour, et l'on nomma pour la gouverner deux officiers supérieurs : De Muys, en qualité de gouverneur; Biron Dartaguet comme commissaire ordonnateur; mais le second prit la place du premier, qui mourut dans la traversée.

Des bâtiments de Saint-Domingue, de la Martinique, de la Rochelle, venaient souvent commercer à l'île Dauphine. Elle fut attaquée à cette époque par un corsaire anglais de la Jamaïque, dont elle eut beaucoup à souffrir. Le fort de la Mobile était souvent inondé par les crues de ce fleuve; on l'abandonna, et l'on en construisit un autre plus haut. C'est celui qu'on voyait, il y a quelques années, au-dessus de la ville de Mobile.

1712. Dartaguet retourna en France, con-

Vaincu que la prospérité de la colonie serait paralysée aussi longtemps qu'on ne mettrait pas plus de moyens à la disposition de ses gouverneurs. Le gouvernement avait abandonné les colons à eux-mêmes : ils tiraient toutes leurs provisions des villes voisines.

C'est d'après les rapports de Dartaguet à la cour de France que la Louisiane fut cédée à Crozat, riche négociant, qui devait la conserver quinze ans, et la peupler de blancs et de nègres. A cette époque la Louisiane ne renfermait que quatre cents âmes ainsi distribuées : deux compagnies de cinquante hommes chacune, soixante-quinze Canadiens volontaires, vingt-huit familles blanches, et vingt nègres. Cinq forts avaient été construits pour leur défense : à Biloxi, à la Mobile, à la Balize, à l'île Dauphine et à l'île au Vaisseau. L'agriculture était négligée, quoiqu'on eût reconnu que la terre pouvait produire du coton, de l'indigo, du tabac; on ne travaillait que des jardins; les marchands n'exportaient que des peaux, des fourrures fournies par les canadiens coureurs de bois, disséminés parmi les peuplades indiennes. On fournissait des légumes et des volailles aux habitants de Pensacola, qui payaient en argent, et l'on recevait en échange, de Saint-Domingue et de la Martinique, du sucre, de la mélasse et du rhum.

1713. Le personnel de la nouvelle administration arriva, composé de Lamotte-Cadillac, gouverneur; Duclos, commissaire ordonnateur; Lebas, contrôleur; Dirigoin et Laloire des Ursins, directeurs. La base des projets de Crozat était le commerce. De vastes magasins établis à l'île Dauphine, devaient suppléer en marchandises

françaises les villes de Pensacola, Tampico, Tousba, Campêche et Vera-Cruz.

Mais la paix d'Utrecht vint déranger les plans du concessionnaire de la Louisiane; les Espagnols fermèrent leurs ports aux marchandises françaises, à l'instigation de l'Angleterre, qui leur offrit les siennes à meilleur marché. La mé-sintelligence divisa bientôt Lamotte et Bienville; la discorde, fomentée par les Anglais de la Caroline, alluma la guerre civile entre les Chactas, dont le parti fidèle à la France n'évita la destruction qu'en cherchant un refuge au fort de la Mobile.

1714. Le nouveau gouverneur, désappointé, ne s'occupa plus qu'à chercher des mines d'or imaginaires, pendant que Bienville déjouait les trames des Anglais parmi les Indiens.

1715. Si la paix régnait par ses soins dans la colonie, huit à dix mille indigènes armés menaçaient l'existence de la Caroline. C'est à la suite de cette guerre que les Yamassis, chassés par les Anglais de la terre natale, allèrent planter leurs huttes dans la Floride.

Le zèle et l'activité de Bienville furent récompensés par le grade de commandant en chef de tous les établissements français sur le Mississipi. Deux nouvelles compagnies arrivèrent; le duc d'Orléans, régent de France à la mort de Louis XIV, recommandait surtout aux gouverneurs du Canada et de la Louisiane l'établissement de communications sûres et faciles entre les deux provinces.

1716. C'est pourquoi Bienville fit aussitôt construire deux forts, l'un sur la Wabash, l'autre

dans le pays des Natchez. Ces Indiens avaient massacré deux Français et dévalisé six traiteurs canadiens. Bienville, feignant de l'ignorer, invita les chefs à venir lui rendre visite dans son camp, près de la Rivière-Noire. C'était pendant une de ses tournées annuelles. Ils vinrent au nombre de dix-neuf, parmi lesquels se trouvaient cinq soleils, ou princes. Le plus vieux d'entre eux ayant présenté le calumet de paix à Bienville, qui le refusa, leva aussitôt la tête vers le soleil, et l'implora de porter le chef des Français à la clémence. Celui-ci l'ayant rejeté de nouveau, leur déclara qu'ils ne devaient s'attendre à aucune réconciliation avant d'avoir livré les meurtriers des Français, et il les fit mettre tous aux fers. L'assassin était un soleil et un guerrier renommé. Aussitôt que les Natchez apprirent l'arrestation de leurs chefs, un Indien se dévoua pour sauver l'accusé. Sa tête fut envoyée à Bienville, qui ne céda pas à la supercherie. Le lendemain et plusieurs jours de suite, sept à huit malheureux se dévouèrent également sans succès. Un grand nombre arriva à la fin, le priant de les mettre tous à mort, mais de rendre la liberté à leurs caciques. Bienville, dans une telle circonstance, fut obligé de se contenter de la tête de l'un des princes prisonniers, qui avait trempé dans le meurtre de ses concitoyens. La paix leur fut accordée à condition de céder un terrain pour l'emplacement du fort dont Iberville avait autrefois tracé le plan.

1717. Le dernier acte de l'administration de Lamotte fut la construction d'un fort dans les terres des Natchitoches. L'Epinaï lui succéda en qualité de gouverneur, ce qui fut pour Bienville et tous les officiers de la garnison, qui lui étaient

fort attachés, la cause d'un grand mécontentement. La croix de Saint-Louis, qu'on lui avait envoyée, ne pouvait lui faire oublier ce qu'il regardait comme une disgrâce.

Crozat, ne retirant aucun bénéfice de sa chartre, malgré les efforts de ses agents, qui avaient pénétré plusieurs fois jusque dans les provinces internes du Mexique, avec des marchandises, la remit au gouvernement. Ce fut un bonheur pour la colonie. A l'exception de trois forts construits dans les terres des Natchez, des Natchitoches et des Alibamons, il n'avait fait que retarder les progrès des établissements de la Louisiane, où l'on ne connaissait encore que l'horticulture, et dont sept cents individus blancs ou noirs composaient toute la population.

## ESQUISSE SIXIEME.

### FONDATION DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

[*Onze ans.*]

1717. Une compagnie devint maîtresse de la Louisiane comme concessionnaire. C'est la compagnie d'Occident, d'où est sortie celle des Indes. Elle prit possession de la colonie par la nomination de Bienville au gouvernement et l'envoi de trois bâtiments chargés de colons et de soldats, en tout huit cents hommes.

1718. Cette compagnie, création du fameux financier Law, devait transporter en Louisiane six mille blancs et trois mille nègres pendant la durée de son privilège, qui était de vingt-cinq

ans. A ces conditions lui était réservé le commerce exclusif de la colonie et celui des pelletteries du Canada. Les terres, les ports, les îles de la Louisiane lui étaient cédés; elle pouvait faire la paix ou la guerre avec les Indiens, bâtir des forts, équiper des bâtiments, nommer des officiers civils, exploiter les mines et aliéner les terres de sa concession.

Pour mettre cette machine en mouvement, Law créa des actions de cinq cents livres chacune, dont la valeur était fournie en billets d'état payables au porteur, et qu'on pouvait négocier, acheter ou vendre. En peu de temps, ces actions furent portées à cent millions, dont la valeur était hypothéquée sur les terres du Mississipi, qu'on vendait à bas prix, en quantité immense. De grands propriétaires arrivèrent en Louisiane, où ils croyaient trouver les trésors du Pérou; mais la vue de Biloxi et de l'île Dauphine, rivages stériles, où tous les besoins se faisaient sentir, remplit leur cœur d'amertume. Un grand nombre de colons périrent après leur arrivée; ceux qui survécurent eurent mille peines à se rendre à Pascagoula, Bâton-Rouge, Natchitoches, aux bords de l'Arkansas, de l'Ohio, de l'Illinois, où ils devaient s'établir.

On regardait déjà le Mississipi comme le centre de la colonie française. Bienville choisit sur la rive gauche de ce fleuve l'emplacement d'une ville pour en faire la capitale de la Louisiane. Il y laissa cinquante charpentiers chargés des défrichements et de la construction de quelques cabanes.

Tels furent les commencements de la Nouvelle-Orléans, ainsi nommée en l'honneur du duc d'Orléans, régent de France sous la minorité de Louis XV. L'agriculture se réveilla parmi les

grands concessionnaires; partout se formaient des établissements agricoles où l'on cultivait le riz, le tabac, l'indigo et le coton. Mais les cultivateurs, trop disséminés pour pouvoir se communiquer leurs vues et leurs découvertes réciproques, ne pouvaient faire que peu de progrès. L'immigration ne s'arrêtait pas. Archambault, directeur-général de la compagnie, et Sérigny amenèrent avec eux un grand nombre de colons. La guerre entre la France et l'Espagne vint paralyser les accroissements de la colonie.

1719. Bienville attaqua Pensacola, dont il s'empara sans coup férir. Il n'y laissa que deux cents hommes sous les ordres de Chateaugué. Quelques jours après, elle fut reprise par un armement de dix-huit cents hommes, venu de la Havane. Mandella, qui le commandait, enhardi par ce succès, se crut assez fort pour conquérir toute la Louisiane; il assiégea les forts de la Mobile et de l'île Dauphine, d'où il fut repoussé avec perte. Une escadre française commandée par Champmeslin étant arrivée, Bienville marcha de nouveau sur Pensacola. Il s'avança par terre, à la tête de trois cents hommes, pendant que Champmeslin devait attaquer par eau. Le fort de cette place ne tira pas un seul coup. L'escadre espagnole se défendit avec vaillance; ce qui ne lui empêcha pas d'être capturée, ainsi que la ville où l'on fit dix-huit cents prisonniers. Les vainqueurs ne perdirent que six hommes. Deux navires espagnols destinés à approvisionner la ville, entrèrent dans Pensacola, où Bienville avait laissé flotter le pavillon castillan, pour les attirer. Deux ans plus tard, la paix rendit Pensacola à l'Espagne.

Bienville voulait transporter le siège du gou-

vernement à la Nouvelle-Orléans; Hubert, chef du conseil, penchait en faveur des Natchez. Archambault, l'emportant sur eux, le fit établir à Biloxi; choix malheureux qui retarda encore les progrès de la colonie.

1720. La compagnie d'Occident, s'étant accrue de celle d'Orient, obtint de la régence de ne plus laisser transporter des condamnés à la Louisiane, dont ils corrompaient les pauvres habitans et les nègres.

Malgré les guerres des Chickasas, les établissemens de Natchitoches et de l'Illinois prospéraient. Cinq cents nègres arrivaient d'Afrique; près de douze cents personnes, colons, ouvriers, soldats, ou filles de la Salpêtrière, venaient habiter les belles terres de la Louisiane.

1721. La disette, qui se fit bientôt sentir, occasionna des désertions, des révoltes, des massacres. On attendait des provisions de France; il en arriva quinze cents individus français, allemands, nègres, et quatre-vingts filles de la Salpêtrière. Bienville envoya à Saint-Domingue un navire chercher des provisions.

1722. Quelque temps après, la nouvelle de la banqueroute de Law remplit d'amertume la colonie entière.

Duvergier fut nommé à la fois, par la compagnie, directeur-ordonnateur, commandant de la marine et président du conseil. Au lieu d'améliorer la colonie, il s'occupa de l'étendre, contre l'avis de Bienville. Laharpe voulant former un établissement à la baie de Saint-Bernard, les Indiens s'y opposèrent, et le projet fut abandonné. Bientôt survinrent trois commissaires : Faget,



Ferrand et Machinet, nommés par le régent. Ils divisèrent la Louisiane en neuf cantons, qui furent la Nouvelle-Orléans, Biloxi, Mobile, les Alibamons, les Natchez, les Natchitoches, les Yasous, les Arkansas et les Illinois. Chaque canton fut pourvu d'un juge du ressort du conseil supérieur de la colonie.

Les commissaires rendirent à Bienville la présidence du conseil, et, d'après son avis, ordonnèrent que le siège de la Louisiane fût transporté à la Nouvelle-Orléans. Cette ville renfermait alors une centaine de cabanes disposées sans ordre, trois ou quatre maisons habitables, un grand magasin en bois, une petite chapelle, et deux cents habitants.

Mille nègres arrivèrent, suivis de deux cent cinquante Allemands. Les commissaires avaient fixé à 176 piastres le prix d'un esclave, payables en trois ans, en tabac ou en riz; à 3 piastres le baril de riz; à 6 piastres et 50 cents le tabac; 6 piastres la barrique de vin; et 30 piastres le tierçon d'eau-de-vie.

Les Allemands établis sur les rives de l'Arkansas, dans les terres de Law, se voyant abandonnés, descendirent à la Nouvelle-Orléans, dans l'intention de retourner dans leur pays. Bienville les engagea à rester, et leur donna des terres sur la rive du fleuve connue aujourd'hui sous le nom de Côte des Allemands.

1723. Un ouragan terrible désola la colonie depuis le 11 septembre jusqu'au 16, détruisit le riz, le maïs, et renversa la Nouvelle-Orléans, qui s'était beaucoup embellie. Mais le riz dispersé par les vents poussa et donna une seconde récolte. A cette nouveauté, les habitants reconnurent la fertilité de la terre qu'ils habitaient. Les

Natchez attaquèrent sans succès la colonie de Rosalie. La disette qui se fit sentir exaspéra une compagnie d'infanterie, embarquée à Biloxi pour la Nouvelle-Orléans, au point qu'elle s'empara du bâtiment, et fit voile pour Charleston, avec armes et bagages. Des forts furent construits sur les rives du Tombectbee et de l'Alabama, pour contenir les Chactas et surtout les Alibamons, dont l'amitié n'était pas sincère.

1724. La population de la Louisiane s'élevait à cinq mille personnes, dont treize cents nègres; celle de la Nouvelle-Orléans à seize cents individus. On expulsa les Juifs.

1725. Il fut défendu, sous peine de mort, de tuer l'animal d'un autre, et le sien propre, sous peine d'une amende de 60 piastres. On donnait donc à la vie d'une bête la valeur de la vie humaine.

1728. Perrier succéda à Bienville, qui partit pour France, après un séjour de vingt-neuf ans en Louisiane.

Cependant l'agriculture avait fait quelques progrès: l'indigo était cultivé, conjointement avec le riz et le tabac; les habitations s'étaient enrichies des figuiers de la Provence et des orangers de Saint-Domingue. La terre, d'une valeur auparavant méconnue, augmentait d'autant plus de prix, qu'on commençait à s'en disputer la possession. Le conseil supérieur annula tous les droits aux terres vacantes, dont la concession datait d'une époque antérieure au 31 décembre 1723; il enjoignit à tous les propriétaires de produire leurs titres, et de déclarer la quantité de terre possédée et défrichée par eux, sous peine

d'éviction; il fixa à vingt arpents de face au fleuve la part de chaque cultivateur; et plus même s'il les avait améliorés; il ordonna la confection des chemins et des levées, et permit la chasse et la pêche. A cette époque la colonie ne comptait que huit cents hommes de garnison; force peu imposante pour une étendue de pays si considérable, entourée de tribus belliqueuses, et la plupart ennemies.

## ESQUISSE SEPTIEME.

### GUERRE DES NATCHEZ.

[*Quatre ans.*]

1728. Les Chickasas, les ennemis les plus redoutables de la Louisiane, excitèrent contre elle toutes les nations voisines, à l'exception des Illinois, des Arkansas et des Tensas, dont l'affection pour la France était inébranlable. A un signal convenu, les sauvages devaient faire main basse sur tous les colons. On parvint à détacher les Chactas de cette grande ligue; les Chickasas, qui en eurent connaissance, remirent à un autre temps leurs projets de vengeance; il n'en fut pas de même des Natchez, irrités contre Chépar, commandant du fort de Rosalie.

Chépar, voulant former un grand établissement agricole, choisit à cet effet les terres dépendantes du village de la Pomme, occupé par une tribu de Natchez. Le cacique de la tribu, qu'il voulait dépouiller, chercha vainement à le toucher : pour toute grâce, et moyennant un tribut en grains payé aux étrangers, il obtint que le

départ de ses sujets fût différé jusqu'après la moisson. Il convoqua les anciens au conseil, et concerta avec eux l'extermination des Français. Pour la rendre plus sûre, il fallait le concours de toutes les nations voisines; on l'obtint facilement. Toutes avaient à se plaindre de l'étranger; mais toutes ne devaient pas tenir parole. On dit que toutes les tribus avaient reçu des Natchez un paquet de roseaux d'égal nombre; on devait en brûler un tous les jours; le dernier marquait l'heure du massacre. On dit qu'une cacique des Natchez, amante d'un Français, parvint à soustraire quelques roseaux, et déconcerta ainsi la conjuration, dont le signal fut donné plus tôt dans sa peuplade. Ce qui est plus avéré, c'est que Brazo-Picade, mère du *Grand-Soleil*, et qui aimait les colons, fit divulguer au commandant le projet barbare de ses compatriotes; il le traita d'illusoire, et accusa de lâcheté les officiers qui vinrent lui confirmer la même révélation.

1729. Au signal donné, les Natchez en grand nombre pénétrèrent dans le fort, sous prétexte de porter le tribut exigé. Les soldats, surpris et en désordre, furent facilement égorgés; on frappa en même temps tous les habitants mâles de Rosalie, au nombre de plus de trois cents. Chépar, le plus détesté, voué à la mort la plus ignominieuse parmi les sauvages, tomba sous les coups des femmes. Il restait quatre-vingt-dix femmes blanches et cent cinquante enfants; les monstres! ils ouvrirent le ventre à celles qui étaient enceintes, tuèrent celles qui avaient des enfants à la mamelle, ainsi que ces innocents, dont les cris les importunaient! Le reste fut destiné à l'esclavage, avec un tailleur et un charpentier. Les nègres se rendirent sans défense; la plupart était

du complot. On leur avait promis la liberté et la possession des femmes et des enfants de leurs maîtres.

Peu de temps après, ces scènes de carnage se répétèrent chez les Yasous, qui exterminèrent vingt Français dans le fort, où ils s'étaient introduits.

La nouvelle de ces massacres répandit l'alarme dans la Nouvelle-Orléans. Il y avait au-dessous de cette ville, près du Détour-des-Anglais, un village habité par des Chouaches: on crut qu'ils avaient trémpé dans la conjuration; on les fit égorger par des nègres, qui s'acquittèrent de leur mission avec tous les raffinements de la barbarie.

Cependant les Chactas, sur le compte desquels on était inquiet, ne cessaient d'assurer Perrier de leur fidélité. Ils faisaient partie de la conspiration; mais se croyant trahis par les Natchez, qui avaient agi avant eux et gardé pour eux seuls les dépouilles des victimes, ils jurèrent d'en tirer vengeance. Ils avouèrent donc que leur alliance avec les Natchez n'était qu'une feinte; qu'ils n'avaient gardé le secret sur la conspiration que pour mettre les Français aux prises avec un ennemi dont ils ne désiraient que la destruction.

1730. Douze cents Chactas, commandés par Lesueur, marchèrent contre les Natchez. Ils les attaquèrent avec tant de vigueur, qu'ils leur tuèrent quatre-vingts hommes, n'en perdirent eux-mêmes que deux, et délivrèrent cinquante femmes ou enfants, les deux ouvriers et cent six nègres. Les Natchez auraient été détruits dès cette première campagne, si les Chactas avaient pu attendre un corps de Louisianais, qui s'avancait sous les ordres de Loubois.

Ce corps de douze cents hommes traînait vainement du canon; personne n'en connaissait la manœuvre. C'était toutes les forces disponibles de la colonie. Cinq cents Chétimachas, Oumas, ou Tunicas, les suivaient. On trouva les Natchez retranchés dans une forte position, où ils se défendirent plusieurs jours contre les attaques les plus vives. Ils demandèrent enfin à capituler, promettant de rendre tous les prisonniers; mais menaçant de les mettre à mort si leurs propositions étaient rejetées. Pour éviter l'effusion de sang, Loubois y consentit. Quand il eut entre ses mains les femmes, les enfans et les nègres, il fit construire un fort près de leur pour les tenir en échec. Mais pendant la nuit les Natchez, profitant d'une obscurité profonde, improvisèrent leur fuite; une partie se réfugia chez les Chickasas, l'autre, traversant le fleuve, s'enfonça dans les forêts.

La colonie était à peine rassurée, qu'on apprit que les Chickasas renouaient leurs trames, et que les Natchez étaient devenus plus audacieux que jamais. On comprit qu'on n'avait fait que les aggraver. Perrier renouvela son alliance avec les Chactas, dont l'amitié était d'autant plus suspecte, qu'elle était recherchée par les Anglais. Il fallait en être aux petits soins avec ces sauvages, les plus insolents, les plus importuns, les plus dégoûtants de l'Amérique. Ils ne pouvaient s'empêcher de dire eux-mêmes :

“ Les Anglais nous gâtent l'esprit.”

Trois compagnies de soldats de marine, venaient d'arriver de France. Comme on allait porter la guerre aux Natchez, on fut obligé de sévir contre les nègres exterminateurs des Chouachas, qui avaient concerté le massacre de leurs maîtres. Les principaux chefs du complot périrent sur l'échafaud, les autres furent sévèrement fustigés.

1731. Les Natchez, réfugiés vers la Rivière-Noire, s'y étaient fortement retranchés. Perrier, déterminé à les réduire, marcha contre eux en personne, à la tête de cinq cent cinquante soldats et de quelques Indiens alliés. Ce nombre d'Européens bien disciplinés, ce brillant appareil de guerre, ces canons prêts à les anéantir, glacèrent tout à coup leur énergie. La discorde acheva de les décourager. Ils rendirent quelques nègres qui leur restaient. Le *Grand-Soleil*, comme on l'avait exigé, vint au camp du gouverneur, suivi du *Cacique des vivres*, auteur du massacre. On les retint prisonniers. Ce dernier s'échappa pendant la nuit, rejoignit les Natchez dans leurs retranchements, les excita à se sauver, et s'enfuit aussitôt lui-même, suivi d'un grand nombre d'Indiens. Le lendemain, soixante-dix hommes et deux cents femmes, parmi lesquelles se trouvait la mère du *Grand-Soleil*, Brazo-Picade, qui avait découvert le complot, se rendirent. Le reste ne voulut pas se soumettre. La cannonade commença au milieu d'une pluie battante, et dura jusqu'à la nuit, qui fut très-sombre. Les Natchez en profitèrent pour effectuer leur retraite. On les poursuivit; une centaine furent repris. Tous les prisonniers furent envoyés à Saint-Domingue et vendus comme esclaves, excepté Brazo-Picade et son fils, le *Grand-Soleil*, dont on excusa la jeunesse. Mais ces deux infortunés moururent peu après de chagrin.

1732. Les dépenses de cette guerre, et les pertes qu'elle occasionna, engagèrent la compagnie d'Occident, à remettre au roi sa charte de concession. Elle avait possédé la Louisiane pendant quatorze ans, et la laissait peuplée de cinq mille blancs et de deux mille cinq cents nègres. Outre la Nouvelle-Orléans fondée, elle avait construit dans cette capitale des édifices publics, et

chez les nations indiennes plusieurs forts pour les contenir. L'agriculture prospérait dans les neuf cantons, et principalement dans celui de l'Illinois, qu'on regardait déjà comme le grenier de la colonie. Jamais sous le gouvernement français, la Louisiane ne fut plus florissante que pendant l'administration de la compagnie d'Occident.

Les Natchez fugitifs, eurent à peine appris le sort de leurs frères, qu'ils s'armèrent d'un courage désespéré. Le *Cacique des vivres*, à la tête d'un corps de deux cents guerriers, pénétra chez les Tunicas, feignit de se rendre prisonnier avec tout son monde, puis tombant à l'improviste sur ces alliés des Français, en massacra plusieurs, entr'autres leur premier cacique. Pendant cinq jours et cinq nuits, les intrus firent face à la tribu entière : ils se retirèrent rassasiés de carnage et non de vengeance. Ces malheureux proscrits, renforcés de plusieurs autres fugitifs, marchèrent ensuite contre les Natchitoches, à qui ils ne pouvaient pardonner de ne les avoir pas secourus; ils les chassèrent de leurs villages; ils osèrent même assiéger les Français dans leur fort, où Saint-Denis commandait. Mais cet officier ayant reçu fort à propos un renfort d'Espagnols, d'Attakapas et de Cénis, attaqua à son tour les Natchez, et leur tua quatre-vingt-dix hommes, au nombre desquels se trouvaient tous leurs chefs. Cette perte fut irréparable. Réduits à ne pouvoir plus former une nation, les vaincus, après avoir été longtemps poursuivis par leurs ennemis, se dispersèrent et se perdirent entièrement parmi les autres tribus indiennes.



## ESQUISSE HUITIÈME.

### GUERRE DES CHICKASAS.

[*Huit ans.*]

1733. Cependant les Chickasas prenaient une attitude imposante. Ils avaient donné asile aux Yasous, à un corps de Natchez, à quelques nègres de la colonie de Rosalie. Ils firent plus; ils envoyèrent quelques-uns de ces Américains aux rives du fleuve, à la Nouvelle-Orléans, à la Mobile, soulever les esclaves des habitations; leur complot fut découvert à temps. Quatre de ces malheureux furent roués, et une négresse fut pendue. La politique des Chickasas ne s'était pas arrêtée là: ils étaient parvenus à détacher de l'alliance des Louisianais, les Chactas orientaux; et, de concert avec les Chérokis, ils interceptaient les communications entre le Canada et la Louisiane. Les grands coups étaient nécessaires pour mettre à la raison ces perturbateurs de la paix.

1734. Pour donner plus d'essor à l'industrie agricole et conserver à la colonie des habitants, une ordonnance du roi, en date de cette année, accordait à chaque soldat retiré du service une portion de terre, à titre de propriété, pour la cultiver: la même ordonnance lui continuait pendant trois ans sa ration et sa paie. Une bonne conduite dans l'armée était toujours sûre d'obtenir cette récompense. De cette sorte on avait des soldats obéissants, qui devenaient dans la suite des cultivateurs respectables.

1765. Le Gouverneur de la Nouvelle-Orléans, Bienville, venait de remplacer Perrier, dans le gouvernement. Son premier soin fut de porter la guerre à ces tribus turbulentes. Il tenta auparavant la voie de la réconciliation, et demanda aux Chickasas les meurtriers des Français. Ils les refusèrent, sous prétexte qu'ils les avaient adoptés. Avant de se mettre en campagne, Bienville ordonna au chevalier Dartaguet, qui commandait au fort de Chartres, sur l'Illinois, de venir le rejoindre avec toutes ses forces. Ce jeune officier, fils de l'ancien commissaire-ordonnateur de ce nom, descendit promptement le Mississipi, à la tête d'un corps de douze cents hommes, presque tous Indiens. Il arriva en face de l'ennemi avant Bienville.

Les Chickasas, forts de plus de deux mille guerriers, occupaient des forteresses que des officiers anglais leur avaient aidé à construire. Ces officiers les commandaient. Les Illinois de Dartaguet, impatients d'en venir aux mains, attaquèrent contre l'avis de leur chef. Il se mit à leur tête, combattit avec la plus grande intrépidité, mais tomba blessé au moment qu'il allait s'emparer d'une forteresse; ses Indiens battant en retraite le laissèrent au pouvoir des Chickasas.

1766. Le corps d'armée de Bienville arriva bientôt et ne fut pas plus heureux. La forteresse qu'il attaqua, défendue par plusieurs Anglais, devint l'écueil de son entreprise. Sa perte fut d'environ deux mille hommes, tués ou blessés. N'ayant pu enlever ses morts, il les vit le lendemain coupés par morceaux et cloués aux palissades ennemies. Un jeune homme de seize ans, Voisin, montra une présence d'esprit admirable, dans la retraite de l'armée, qu'il sauva, par un

stratagème des embûches d'un ennemi aussi actif que barbare. Dans l'ivresse du triomphe, les Chickasas brûlèrent à petit feu le chevalier Dartaguet, le père Sérac et les volontaires canadiens, faits prisonniers avec lui.

1739. Un autre plan de campagne contre les Chickasas fut dressé par Bienville, qui voulait en finir avec ces sauvages: c'était de les attaquer par le Mississipi, avec toutes les forces du Canada et de la Louisiane. Beauharnais, gouverneur de la Nouvelle-France, entrant dans ses vues, lui envoya Céléron avec les cadets de Québec et de Montréal, et les Indiens du Canada. Bienville, à la tête de ses troupes, parvenu au lieu où s'élève aujourd'hui la ville de Memphis, en Tennesse, y fut joint par les forces canadiennes et celles du fort de Chartres, sur l'Illinois, commandées par Labuissinière. L'armée réunie présentait une masse de trois mille six cents hommes, dont douze cents européens. On construisit un fort auquel on donna le nom d'Assomption. C'était dans le mois d'août; les chaleurs étaient excessives, les lieux malsains, et pour comble de malheur les provisions manquèrent. On fut réduit à manger les chevaux. Les maladies, qui éclatèrent parmi les troupes récemment venues de France, en enlevèrent une grande partie; ceux qui échappèrent à la mort, accablés de souffrances et de faim, ne purent prendre aucune part à la guerre.

1740. Elle fut commencée par les sauvages et les Canadiens. A l'approche de l'avant-garde d'une armée qui leur avait paru innombrable, les Chickasas furent saisis de terreur. Ils demandèrent la paix, en disant qu'ils avaient été

poussés par les Anglais de la Caroline, mais qu'ils ne désiraient rien tant que de vivre en bonne intelligence avec les Français. Pour désarmer leurs retoutables ennemis, ils leur livrèrent deux Anglais qui se trouvaient parmi eux. Bienville se laissa vaincre par leurs démonstrations amicales; on fuma le calumet de paix, et le casse-tête des combats fut profondément enterré. Ainsi finit la guerre des Chickasas, qui pendant sept ans désola la Louisiane.

## ESQUISSE NEUVIEME.

### AFFAIRES INTERIEURES.

#### *Quatorze ans.*

1741. Vandreuil succéda à Bienville, qui quitta la Louisiane pour la dernière fois, avec les regrets de la colonie entière. Le commerce florissait, délié des privilèges de la compagnie d'Occident, qui l'avait paralysé. En 1731, le roi l'avait affranchi de tout droit. En reprenant l'administration de la Louisiane, il n'en avait pas changé le gouvernement.

Les affaires litigieuses se compliquèrent au point qu'il fallut augmenter le nombre des membres du conseil supérieur. Quatre assesseurs, nommés pour quatre ans, durent y siéger; mais ils n'avaient voix délibérante qu'en cas d'égalité de votes.

1742. Six ans auparavant, la rareté des espèces avait provoqué une émission de papier-monnaie de deux cent mille livres (un peu plus de quarante mille piastres); les colons l'avaient demandée. Il y avait des billets de 20, 15, 10 et

5 livres; de 50 sous, 25, 12 et demi et 6 un quart. En peu de temps cette émission, ayant fait disparaître l'or et l'argent, tomba dans le discrédit. Au lieu de remédier au mal, on l'empira. Des ordonnances furent émises, autre espèce de papier-monnaie dont le commerce s'empara; suivies bientôt de billets de la Trésorerie, reçus dans toutes les réclamations fiscales.

1743. Les sécurités publiques ainsi prodiguées donnèrent naissance à un agiotage dont les intérêts agricoles et commerciaux eurent grandement à souffrir.

La guerre de la succession de l'empire, qui incendiait l'Europe, jeta bientôt ses brandons sur le sol américain. Tous les colons anglais avaient les yeux fixés sur le Canada, qui avait attaqué les possessions britanniques. La Géorgie, les deux Carolines, occupées de cette guerre, ne cherchaient plus à soulever les Indiens contre la Louisiane, qui seule des colonies françaises jouissait d'une profonde tranquillité. D'autres ennemis se déchaînaient contre elle.

1746. Un ouragan affreux ravagea les habitations, détruisit entièrement la récolte de riz. C'était depuis longtemps le pain de la colonie. Les farines qui lui étaient destinées ayant été enlevées par les Anglais, il ne lui restait de ressources que dans le pays des Illinois, alors très-florissant. Il produisait tout en abondance, grains, viande, venaison, suif, cire, huile d'ours, coton, laines, peaux, cuir et plomb. Il en arriva cette année plus de quatre mille sacs de farine.

1748. Deux ans plus tard, un froid excessif détruisit pour la première fois tous les orangers.

Les emplois civils manquaient d'officiers doués des qualités requises. Des testaments, des inventaires, des actes consentis de bonne foi, pouvaient être frappés de nullité, faute d'avoir été faits selon les formules ordinaires. Les procès menaçaient de ruiner un grand nombre de familles, qui demandèrent au gouvernement la légalisation de leurs papiers. Une ordonnance du conseil supérieur déclara valides toutes les minutes, quelle qu'en fût la formule, pourvu que la fraude n'y eût pris aucune part, et autorisa, dans les endroits dépourvus d'officiers, deux habitants notables, assistés de deux témoins, à passer tous les actes nécessaires; lesquels, pour être valables, devaient être transmis dans l'année au conseil supérieur de la colonie, ou aux tribunaux inférieurs de la Mobile ou des Illinois.

1751. Le plus beau présent qu'ait jamais reçu la Louisiane, lui vint des Jésuites de Saint-Domingue, qui envoyèrent à leurs frères du Mississippi des cannes à sucre, avec des nègres capables de les cultiver et de les exploiter. Ces cannes furent plantées dans les terres des Jésuites, qui comprenaient la partie inférieure du faubourg Sainte-Marie. Soixante pauvres filles qui arrivèrent ensuite, furent données en mariage aux soldats dont la bonne conduite méritait la récompense rurale dont nous avons parlé plus haut.

1752. Il avait fallu douze ans aux Chickasas pour se préparer à de nouveaux combats. Ils recommencèrent leurs irruptions, avec une audace inaccoutumée. Pour venger et faire cesser des outrages répétés tous les jours, Vaudreuil marcha contre eux à la tête de sept cents hommes

de ligne, ou de milice, et d'un grand nombre d'Indiens. Cette expédition échoua, non contre la tactique de ces barbares; mais faute de pièces de siège pour entamer des forts nombreux et bien défendus. On se borna à ravager leurs terres et agrandir le fort du Tombeckbee, dont on doubla la garnison.

1753. Un Colapissas avait tué un Chactas : les parents du mort n'exigèrent rien moins, que l'application de la peine du talion au coupable; le père de celui-ci offrit sa vie, qui fut acceptée pour racheter celle de son fils! C'est le sujet de la tragédie de Leblanc de Villeneuve, un des officiers de la garnison.

1754. Les officiers ne s'occupaient pas tous de littérature. Le commandant de l'île au Chat, homme aussi cruel qu'avare, employait ses soldats à faire du charbon de bois, et travaillait lui-même autant qu'eux. La moindre faute était punie à sa manière; il exposait aux piqures des maringoins, le délinquant, lié à un arbre de la ciprière. Il fut assassiné par quatre soldats, que les Chactas parvinrent à arrêter. L'un d'eux se suicida : la roue fit justice de deux autres. Celui qui restait, un Suisse, appartenant au régiment de cette nation, au service de la Louisiane, fut enfermé vivant dans un cercueil, et soigné par deux sergents.

## ESQUISSE DIXIEME.

## IMMIGRATION DU CANADA.

[Neuf ans.]

1754. La paix d'Aix-la-Chapelle pacifia l'Europe, mais les hostilités ne cessèrent point en Amérique, où les Français et les Anglais se disputaient quelques déserts vers les rives du Saint-Laurent. Ceux-là avaient élevé sur les bords des grands lacs, sur les rives de l'Ohio et du Mississipi, une chaîne de forts qui unissait le Canada à la Louisiane, et faisait trembler les colons anglais. Pour protéger son commerce, la Virginie fit construire un fort sur l'Ohio, qui lui attira les armes du Canada; il fut démoli, et les Virginiens repoussés au-delà des montagnes. Un autre fort, établi à la tête de la Belle-Rivière (l'Ohio), éprouva le même sort de la part des Français, qui y bâtirent le fort Duquesne (Pittsburg), auprès duquel l'année suivante, Washington fut tour à tour vainqueur et vaincu.

1755. Plusieurs expéditions sortirent des colonies anglaises: l'une, contre le fort Duquesne, fut taillée en pièces, et son général en chef, Braddock tué; l'autre réussit à s'emparer du reste de l'Acadie, que les Anglais ont nommée *Nova-Scotia*. En lui cédant une partie de ce pays, Louis XIV exigea du gouvernement britannique qu'il reconnût les droits et les propriétés de ses anciens sujets, s'ils prêtaient serment de fidélité à l'Angleterre. Les mœurs des Acadiens



étaient toutes patriarcales; ces hommes, simples comme la nature elle-même, ne purent s'imaginer qu'on pût les délier des devoirs qu'ils devaient à leur roi, à leur patrie, qu'ils tenaient comme sacrés. Aussi refusèrent-ils obstinément de prêter le serment exigé. Bientôt les deux puissances se trouvèrent en guerre. L'Angleterre, maîtresse de la Nova-Scotia entière, où elle n'avait pas cinquante colons, craignit de perdre une province dont les habitants s'obstinaient à regarder le roi de France comme leur souverain légitime, et les Canadiens comme leurs frères; les Canadiens surtout qui causaient tant de ravages à ses colonies. La construction de forts capables de les contenir parut trop coûteuse à l'Angleterre, qui calculait toujours. Il n'y avait qu'un seul moyen, atroce à la vérité, pour jouir de sa conquête; elle ne recula pas devant lui. Sept mille Acadiens, hommes, enfants et femmes, chassés de la terre natale, à la lueur de leurs toits embrasés, furent entassés sur les vaisseaux de leurs ennemis, sans autre richesse que leurs hardes, et jetés comme de vils troupeaux sur les côtes de la Pennsylvanie, de la Virginie et des Carolines.

1756. Ils errèrent longtemps, vivant du pain de l'aumône, repoussant les offres de tout ce qui parlait la langue de leurs persécuteurs. Les Indiens, à la vue d'une si grande infortune, leur apportaient le tribut de leurs chasses et leur servaient de guides dans les forêts. Après avoir essuyé des fatigues inouïes dans des déserts, où la moitié succomba, ils arrivèrent enfin à la Louisiane, dont les habitants les reçurent comme des amis et des frères malheureux. Kerlerec gouvernait alors la colonie; il leur assigna des terres sur le Mississipi, et des ustensiles aratoires.

Chaque individu prit possession d'un vaste terrain, où il s'établit, et reçut, pendant la première année, la paie et la ration du soldat.

1757. Cependant la guerre se poursuivait : Dieskau battit les Anglais et les Iroquois réunis, fut repoussé à son tour, et tué sur la place. Le célèbre Montcalm, qu'on oublie parce qu'il fut malheureux, emporta d'assaut et rasa le fort d'Orwego, défendu par dix-huit cents hommes, tailla en pièces le corps d'Anglais qui menaçait Ticonderoga, et se rendit maître du fort William-Henry, pourvu de tous les moyens de défense. La fortune de la France s'arrêta là, ou plutôt le pusillanime Louis XV ne voulut plus la suivre.

1758. Seize mille hommes venus d'Angleterre firent changer la face des affaires : la prise de Frontenac et de Duquesne, défendus par de faibles garnisons, brisa cette chaîne de forts destinée à unir le Canada et la Louisiane. Les troupes du fort Duquesne descendirent à la Nouvelle-Orléans, où l'on construisit pour elles des casernes dans la partie inférieure de la ville.

1759. Enfin Québec se rendit à la suite d'un combat sanglant, où les deux généraux Montcalm et Wolf perdirent la vie. Tout le Canada se soumit aux Anglais. Un grand nombre de Français et de Canadiens, trop ennemis de l'Angleterre pour vivre sous ses lois, transportèrent leurs pénates en Louisiane, qu'ils regardaient encore comme la patrie. Ils se fixèrent les uns parmi les Acadiens, les autres dans les Attakapas, les Opelousas, les Avoyelles.

L'immigration des Acadiens et des Canadiens, épisode touchant de l'histoire de la Louisiane,

donna à cette colonie un peuple de mœurs irréprochables, endurci à toutes les fatigues, propre à tous les travaux, d'une persévérance sans égale et d'un courage à l'épreuve. La Louisiane s'est en quelque sorte retrempée dans son caractère. N'en avait-elle pas besoin quand elle était à la veille de prouver à l'univers qu'on ne pouvait pas, contre son aveu, disposer d'elle comme d'une marchandise ?

A cette époque, la situation financière de la Louisiane n'était pas brillante : le gouvernement avait jeté sur la place une si grande quantité de billets, que leur valeur était considérée comme nulle. Le peuple, persuadé que les officiers coloniaux avaient fait une émission si grande plutôt dans leurs intérêts que dans ceux du public, doutait que la métropole les rachetât jamais. Tous les efforts de la trésorerie pour les retirer n'empêchèrent pas qu'il n'en restât assez sur la place pour entraver les affaires.

1763. Les Jésuites, chassés de France et de toutes ses possessions, abandonnèrent la Louisiane, à qui ils avaient fait présent de la canne à sucre, et où tous leurs biens, confisqués et vendus, produisirent une somme de 180,000 piastres.

## ESQUISSE ONZIEME.

### LA LOUISIANE DEVIENT ESPAGNOLE.

[*Six ans.*]

Par le traité de Paris, le Mississipi, la rivière d'Iberville, les lacs Maurepas, Pontchartrain et

Borgue, devaient former la ligne de démarcation entre les possessions françaises et anglaises. La navigation du Mississipi, depuis ses sources jusqu'à son embouchure, était ouverte aux sujets des deux nations, et les navires de chacune d'elles exempts de visites et de droits de douane. Un sixième de la Louisiane se trouvait ainsi détaché, et le Canada était en entier cédé à l'Angleterre.

Tels furent les résultats de la fameuse guerre de 1756, qui valut aux Anglais la partie la plus peuplée des possessions transatlantiques de la France; en compensation, elle produisit le germe qui devait donner naissance aux Etats-Unis.

On connaît la différence que les Indiens établissaient entre les Français et les Anglais. Lorsque le Canada eut été conquis par ces derniers, Pontiac, sachem des Utavais (Ottawas), fit une guerre acharnée aux ennemis de la France, et rassembla contre eux plus de vingt mille guerriers. Il enleva neuf forts aux Anglais. Ceux-ci, désespérant de le ramener à des dispositions pacifiques, le firent assassiner; moyen expéditif de terminer une guerre. Quand les Indiens, amis de la France, qui habitaient le territoire de Bâton-Rouge, Natchez et la Mobile, virent leur pays soumis à l'Angleterre, ils l'abandonnèrent tous, et arrivèrent à la Nouvelle-Orléans. Touché de ces marques d'amitié, Kerlerec leur donna des terres à l'ouest du fleuve; mais le roi de France, désapprouvant une conduite signalée sans doute par le cabinet de Saint-James, le rappela et le fit enfermer à la Bastille. Kerlerec mourut de chagrin peu de temps après son élargissement.

Ce qui mit le comble à la nullité du gouvernement français, fut un article secret dudit traité.

qui abandonnait à l'Espagne le reste de la Louisiane.

1765. C'était bien assez pour les Louisianais d'avoir à gémir sur leur séparation d'avec leurs frères de Biloxi, de Mobile, de Bâton-Rouge, de Natchez et de l'Illinois, sans qu'on leur réservât encore une coupe plus amère. La publication par D'Abadie, qui avait succédé à Kerlerrec, de la lettre royale contenant le traité de cession, combla la mesure de leur désespoir.

Tous les travaux furent abandonnés; on convoqua une assemblée à laquelle assistèrent les habitants les plus influents de la colonie. Lafrenière, avocat général, dans une improvisation éloquente, engagea le peuple à porter au pied du trône ses justes réclamations. Cette mesure fut adoptée à l'unanimité. Jean Milhet, le plus riche négociant de la ville, fut chargé de cette mission importante.

Bienville vivait encore, âgé de quatre-vingt-sept ans. Le démembrement et la cession de la Louisiane, la terre de son adoption, dans laquelle il avait passé ses plus belles années, avait rempli son cœur d'amertume. Il présenta Milhet au duc de Choiseul, qui pouvait tout sur le monarque; mais ce ministre était l'auteur de la cession. S'il fit au représentant de la Louisiane un accueil gracieux, il trouva le moyen de faire avorter toutes ses démarches. Milhet n'eut jamais accès auprès du roi, et le but de la mission fut manqué.

Pendant que Saint-Ange quittait le fort de Chartres de l'Illinois pour aller fonder la ville de Saint-Louis, sur les rives du Mississipi, une pénurie terrible se faisait sentir dans toute la Louisiane. C'était la triste conséquence d'un sys-

tême de papier-monnaie mal administré et trop prodigué. L'industrie, le commerce, l'agriculture éprouvaient une gêne que la France seule pouvait faire disparaître. Persuadés de l'heureux succès de leur députation, les Louisianais avaient encore chargé Milhet de dérouler aux yeux des ministres le tableau de leur détresse pécuniaire.

Trois ans s'étaient écoulés depuis le traité de Paris, et il y avait déjà deux ans que d'Abbadie avait reçu l'ordre de remettre la Louisiane à l'officier espagnol qui viendrait en prendre possession; il ne s'était encore présenté personne. Le roi d'Espagne aurait-il renoncé au traité de cession? Tel était l'espoir dont les Louisianais aimaient à se bercer, quoique Milhet les eût déjà avertis du mauvais succès de son entreprise.

Toutes les espérances s'évanouirent à la réception d'une lettre de don Antonio de Ulloa au conseil supérieur. Cet officier, nommé gouverneur de la Louisiane par Charles III, était chargé d'en prendre possession. Il débarqua à la Nouvelle-Orléans avec deux compagnies d'infanterie. Les habitants lui firent l'accueil le plus froid et ne furent pas peu surpris d'apprendre qu'il eût refusé d'exhiber ses lettres de pouvoir. On le vit d'un œil indifférent, parce qu'il n'était pas à craindre, parcourir les campagnes, construire quelques petits forts, l'un près de la rivière d'Iberville, l'autre vis-à-vis Natchez, un autre sur la rive gauche de la Rivière-Rouge.

1767. Les ravages de la fièvre jaune, qui paraissait pour la première fois, et qu'on attribua à la présence des Espagnols, et surtout le retour de Milhet qui éteignait la dernière lueur d'espérance, exaspérèrent les Louisianais, au point qu'ils manifestèrent hautement un esprit d'insur-

rection. Le conseil supérieur exigea d'Ulloa l'exhibition de ses pouvoirs de la cour d'Espagne; il s'y refusa encore. Les éléments même semblaient concourir à l'aigreur des Louisianais.

1768. Un hiver rigoureux couvrit de glace les bords du fleuve, et fit périr tous les orangers. Des assemblées se tenaient partout, où la haine contre l'Espagne éclatait à pleine voix. Une convention générale, convoquée à la Nouvelle-Orléans, où toutes les paroisses envoyèrent leurs représentants, soumit au conseil supérieur une pétition revêtue de cinq cent soixante signatures, pour le renvoi d'Ulloa et de ses Espagnols.

D'Abbadie était mort. Aubry, qui gouvernait la colonie, se couvrit de blâme par sa complaisance envers les Espagnols. On ne pouvait concevoir qu'un gouverneur français pût se soumettre à un chef étranger, qui n'avait pas produit ses lettres de créance. En cela les Louisianais avaient tort. Ulloa avait donné connaissance de ses pouvoirs à Aubry, à la Balize. Mais leurs ressentiments contre celui-ci furent justes, lorsqu'à la sollicitation du général espagnol, il eut accablé de vexations quelques colons qui ne le méritaient pas.

Lafrenière, à la tête de tous les mouvements, présenta au conseil la pétition des habitants. Foucault, ordonnateur de la province, fit déclarer Ulloa perturbateur du repos public, et sujet comme tel à être poursuivi en justice. En vain celui-ci allégua-t-il que la cession de la province lui avait été faite à son arrivée par Aubry, qui l'affirmait. On n'ajoutait pas plus foi à l'un qu'à l'autre; tous deux étaient également méprisés.

L'obstination invincible d'Ulloa finit, par convaincre les Louisianais, que le roi d'Espagne

avait renoncé à la possession de leur pays; leur audace s'en accrut d'autant plus, qu'ils ne songèrent qu'à chasser les Espagnols de force. Elle se changea en désespoir lorsqu'ils eurent appris qu'un armement formidable, destiné contre eux, venait d'entrer à la Havane. On prit des mesures énergiques pour repousser les envahisseurs. On sollicita l'appui de l'Angleterre auprès du gouverneur de Pensacola, qui le refusa. On dit même qu'il envoya le message à Aubry, et que celui-ci le transmit à Ulloa.

Enfin le conseil supérieur de la colonie statua sur la pétition des habitans. A la voix de Lafrenière, qui déclara qu'un roi n'avait pas le droit d'aliéner les domaines de sa couronne, et cita à l'appui de cette assertion l'exemple des Bourguignons, s'opposant à la prise de possession de leur pays par l'Espagne, à qui François Ier. l'avait cédé, le conseil enjoignit à Ulloa, nonobstant les protestations d'Aubry, d'avoir à produire ses lettres de créance du roi d'Espagne, pour les faire enregistrer et promulguer dans toute la province, ou à quitter le pays dans un mois. Cette déclaration était appuyée de plus de six cents baïonnettes.

On conçoit peu l'obstination de cet homme qui préféra s'éloigner, plutôt que d'exhiber ses pouvoirs. Lorsque le vaisseau où il avait pris passage, amarré encore à la levée, n'attendait plus qu'un vent favorable pour partir, une bande joyeuse de jeunes gens échauffés par le vin, au sortir d'un festin de noces, se porta sur la levée, coupa les cables du bâtiment qui s'en fut en dérive. Leurs adieux et leurs cris de joie le suivirent quelque temps sur les eaux. Cette démarche imprudente, que les autorités n'auraient pas permise, coopéra peut-être innocemment à l'effusion du sang des plus fermes soutiens de la Louisiane.



Une nouvelle assemblée se réunit après son départ, pour aviser aux moyens de présenter au roi de France une seconde supplique des habitants de la Louisiane. Saint-Lette, négociant de Natchitoches, et Lesassier membre du conseil supérieur, furent choisis pour cette députation. Le mauvais temps les ayant retenus trois mois en mer, ils n'arrivèrent à Paris qu'après le message de la cour d'Espagne, qui faisait connaître à celle de Versailles la conduite des Louisianais à l'égard des Espagnols.

1769. Bienville n'existait plus. Choiseul, toujours au ministère, revit avec joie son ancien condisciple Saint-Lette, mais repoussa avec humeur le message dont il était chargé.

“ Il est trop tard, lui dit-il; le roi d'Espagne a déjà envoyé des forces nécessaires pour surmonter tous les obstacles et prendre solennellement possession du pays.” Pour le consoler, il lui donna un emploi lucratif dans les Grandes-Indes.

Mais un dernier acte de l'administration française pourvoyait à la situation financière de la Louisiane. Le gouvernement retirait tout le papier, réduit aux trois-cinquièmes de sa valeur primitive, et, ne pouvant payer la somme, l'augmentait tous les ans de cinq pour cent d'intérêt.

Cependant le retour de Lesassier avait détruit jusqu'à la dernière espérance. Des bruits sourds et alarmants, au sujet de l'armement espagnol, circulaient partout et répandaient l'épouvante. Un jour une lettre de Bordeaux apporta la nouvelle que la France allait conserver la Louisiane. Le lendemain on apprit l'arrivée d'O'Reilly à la Balize, à la tête d'une armée de quatre mille cinq cents hommes. La ville entière était dans la stupeur. Les uns parlaient de transporter ailleurs

leurs pénates, le plus grand nombre voulait repousser la force par la force.

Une dépêche d'O'Reilly annonça aux habitants qu'il ne venait pas les molester, mais prendre seulement possession du pays au nom du roi son maître. Lafrenière, Grandmaison et Mazent, choisis par le peuple, se rendirent auprès de lui, pour lui apprendre la résolution des Louisianais, qui, décidés à abandonner leurs foyers, ne demandaient que deux ans pour effectuer leur retraite.

O'Reilly les accueillit avec bienveillance, les rassura, leur promit l'oubli du passé et l'administration la plus paternelle et la plus douce, s'ils voulaient vivre sous le gouvernement de son souverain. Cet aveu calma les esprits dans la ville; mais les habitants de la rive supérieure du fleuve, qui n'avaient connaissance de rien, armés à la voix de Villeré, s'avançaient contre les Espagnols.

Les Espagnols débarquèrent enfin, et, O'Reilly à leur tête, se rangèrent en bataille sur la place d'Armes, où les attendait Aubry avec la garnison française. Le drapeau blanc flottait au bout d'un grand mât; il en fut lentement descendu, et celui de l'Espagne arboré à sa place au milieu d'un feu roulant des troupes des deux nations. Telle fut la prise de possession de la Louisiane par les Espagnols, et la fin de la domination française sur les rives du Mississipi, après une durée de soixante-dix ans.

Aubry, retournant en France, périt sur la Gironde, près de la tour de Cordouan, dans le naufrage du bâtiment où il s'était embarqué avec toute sa troupe, et qui portait en outre un million de piastres en argent, indigo et pelleteries. Le capitaine et quatre hommes seuls parvinrent à se sauver.

**ESQUISSE DOUZIEME.****PREMIERS ACTES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL.***[Huit ans.]*

1769. O'Reilly, que les troupes de l'Irlande, sa patrie, avaient jeté en Espagne, était parvenu à gagner l'estime du monarque castillan, qui l'avait comblé de biens et d'honneurs. C'était un homme petit de taille et de caractère, d'une figure laide, quoique imposante, maigre, boiteux, mais d'une ambition démesurée et d'un esprit vindicatif. La haine qu'il nourrissait dans son cœur contre les Français, on ne sait pour quel motif, le porta à un acte de barbarie sans exemple. Il vint à la Louisiane revêtu du titre imposant de gouverneur et de capitaine-général de la province, avec des pouvoirs illimités. Aussi sut-il bien mettre à profit le temps de sa puissance éphémère. Il déploya un faste égal à celui d'un souverain, avait son trône, son lever, ses courtisans, sa garde du corps, qui l'accompagnait partout.

Son premier acte d'autorité fut d'ordonner le recensement de la Nouvelle-Orléans, qui ne fut pas long à faire; elle ne contenait alors que 3,190 habitans; son second fut l'arrestation de Foucault, ordonnateur de la colonie, Lafrenière, avocat-général, Noyant, songendre, et Boisblanc, tous deux membres du conseil supérieur, et Brault, imprimeur du roi. Ils assistaient au lever du satrape, lorsqu'il les pria de passer dans l'appartement voisin, où des soldats les attendaient

pour les charger de fers. Peu de jours après, Marquis, Doucet, Petit, Mazent, Caresse, Poupet et les deux Milhet allèrent grossir le nombre des prisonniers.

Il manquait encore Villeré, marqué au nombre des plus audacieux; Villeré, qu'on avait toujours vu à la tête de mesures violentes. Son arrestation semblait d'autant plus difficile, qu'après avoir appris la soumission de la Nouvelle-Orléans, il s'était retiré dans ses terres, à la paroisse Saint-Charles, au milieu d'habitants dévoués qui ne respiraient que la haine contre l'Espagne. Il songeait même à se réfugier à Manchac, sous le drapeau anglais, pour ne pas compromettre ses concitoyens, lorsqu'une lettre d'Aubry l'invita à venir à la Nouvelle-Orléans, l'assurant qu'il lui servirait de protecteur, et n'aurait rien à craindre. L'homme sans reproche se laisse aisément séduire : le malheureux colon se mit en route, fort de son innocence et de son mépris de la mort. Comme il passait la porte de la ville, un officier l'arrêta et le fit transporter sur une frégate à l'ancre au milieu du fleuve, de crainte que le peuple ne cherchât à le délivrer. A cette nouvelle, sa femme, se jetant dans une frêle nacelle, s'approcha du bâtiment, appelant son mari à grands cris. Cette voix si connue et si chère pénétra jusqu'au cœur de Villeré : il veut aussitôt se précipiter vers elle; ses gardes s'y opposent; un combat s'engage entre eux et le prisonnier, qui tomba percé de coups. Les cruels ! ils jetèrent sa chemise sanglante à sa veuve infortunée !

Le procès des autres prisonniers s'instruisit aussitôt : l'accusation se basait sur une loi d'Alphonse XI, qui punit de mort et de confiscation de biens, celui qui se rend coupable de révolte

contre le roi ou l'Etat, on prend les armes pour étendre ses droits et ses libertés; leurs complices sont sujets à la même peine. •

Foucault et Brault soutinrent qu'ils ne devaient compte de leur conduite qu'au roi de France, dont ils n'avaient pas cessé d'être les sujets. Le premier fut envoyé à Paris, et le second acquitté.

Les autres prisonniers plaidèrent également, mais en vain, l'incompétence du tribunal devant lequel ils étaient traduits. Eu vain ils alléguèrent qu'on ne pouvait les déclarer rebelles envers l'Espagne, quand le drapeau français flottait encore dans la colonie; qu'ils ne devaient aucune soumission à la Castille avant l'exhibition des lettres de crédit de son ministre; et que le prince qui ne les protégeait pas encore n'avait pas le droit de les punir.

Six victimes avaient été marquées par O'Reilly pour servir d'exemple à la province. Villeré ayant été assassiné, il se contenta d'en vouer cinq à la mort. Il fallait deux témoins contre chaque accusé, pour revêtir la condamnation d'un caractère légal; il fut facile de les trouver. Lafrenière, Noyant, Marquis, Joseph Milhet et Caresse furent condamnés à la potence et à la confiscation de leurs biens. Les Louisianais, en deuil, implorèrent vainement l'inexorable O'Reilly pour un sursis qui eût donné le temps de recourir à la clémence royale. La seule grâce que le tigre accorda fut la substitution de la fusillade à la potence.

Le 28 septembre, jour de l'exécution, toutes les troupes sous les armes se rangèrent en bataille sur la Levée et la place publique; les portes étaient fermées, les postes doublés, de fortes patrouilles parcouraient les rues de la ville, qui

était déserte : les habitants avaient fui la veille, pour ne pas être témoins de la mort de leurs frères. Les cinq victimes, conduites sur la petite place en face des casernes, reçurent la mort avec courage et résignation.

On avait voulu leur bander les yeux; Marquis, capitaine suisse au service de France, s'y opposa avec opiniâtreté : " Mille fois, dit-il, j'ai bravé la mort pour ma patrie adoptive, et je n'ai jamais fermé les yeux en présence de ses ennemis. Mourons, mes amis, continue-t-il en s'adressant à ses compagnons d'infortune, mourons comme des braves; la mort n'a rien d'effrayant!" Après avoir demandé une prise de tabac avec un sang-froid sublime : " Et vous Espagnols, reprit-il, apprenez que nous mourons pour n'avoir jamais voulu cesser d'être Français. Quoi que étranger, mon cœur est français; j'ai combattu trente ans pour Louis-le-Bien-Aimé, et je me fais gloire de ce que mon amour pour lui est la cause de ma mort. Tirez, bourreaux!"

Leur sang innocent doit retomber non-seulement sur la tête d'O'Reilly, mais encore sur celle d'Ulloa et de Choiseul! Etaient-ils coupables ces hommes, pour s'être opposés aux actes arbitraires de ce dernier, qui disposait d'eux comme de vils troupeaux, et pour avoir repoussé le second, homme érudit, qui se mêlait plus de science que de politique, et dont le caractère distrait ne savait s'arrêter à aucune mesure juste? O'Reilly était trop vil pour voir dans leur attachement à la mère-patrie l'héroïsme de grandes âmes. Il viola la parole qu'il avait donnée d'oublier le passé, et rendit odieux le joug de l'Espagne, qui eut besoin ensuite de grands sacrifices pour s'attacher des cœurs ulcérés.

Les six autres prisonniers, Boisblanc, Doucet,

Mazent, Jean Milhet, Petit et Poupet, condamnés, le premier à l'emprisonnement à vie, les autres pour un certain nombre d'années, furent envoyés à la Havane, et jetés dans les cachots du château Moro.

Après cet acte de cruauté, O'Reilly s'occupa de changer le gouvernement. La France, par un article du traité, avait cependant exigé que la même administration fût continuée comme par le passé; mais on objecta que le conseil supérieur ayant donné l'exemple de la révolte, sa dissolution était devenue légale et nécessaire.

Le gouvernement de la Louisiane sous les Français se composait d'un gouverneur, d'un commissaire-ordonnateur et d'un contrôleur. En 1719 on avait créé un conseil supérieur, présidé par le gouverneur, et composé de deux lieutenants du roi, de quatre conseillers, d'un avocat-général et d'un greffier. Les directeurs de la compagnie d'Occident eurent droit d'y siéger. Trois membres suffisaient pour porter un jugement dans les affaires civiles; dans les criminelles il en fallait cinq. Les membres absents pouvaient être remplacés par les notables de la province. On nomma aussi, à l'époque susdite, plusieurs juges, deux desquels jugeaient au civil, et quatre au criminel; mais on faisait appel de leurs jugements au conseil supérieur, auquel, en 1741, on adjoignit quatre assesseurs.

Le conseil supérieur fut remplacé par un *cabildo*, ou grand conseil, présidé par le gouverneur et composé de six *régidors*, deux alcaldes, un procureur-syndic-général et un greffier. Les places de régidor et de greffier se vendirent d'abord à l'encan, comme des meubles; les acquéreurs pouvaient ensuite les aliéner à leur guise en faveur de personnes capables. Les régidors

étaient en outre pourvus des charges d'enseigne royal (*alferez real*), alcalde provincial (*alguazil mayor*, ou shériff), dépositaire général et receveur du fisc.

Le 1er. janvier de chaque année, le *cabildo* choisissait à l'unanimité les alcaldes ordinaires et le procureur-syndic-général. Tous les cas civils et criminels, dans la ville, étaient du ressort du tribunal des alcaldes ordinaires, excepté pour les militaires et les ecclésiastiques. Ces juges décidaient, d'une manière sommaire et sans écrits, de toutes les causes dont la valeur n'excédait pas 20 piastres; pour les sommes au-dessus, un notaire enregistrait la procédure.

Quand il s'agissait d'une valeur au-dessus de 330 piastres, les parties pouvaient en appeler au tribunal du *cabildo*, composé de deux régidors, assistés de l'alcalde qui avait d'abord jugé l'affaire. Le *cabildo* s'assemblait le vendredi et chaque fois qu'il plaçait au gouverneur de le convoquer. L'alcalde provincial connaissait de tous les délits commis dans la colonie, la ville exceptée; le shériff (*alguazil mayor*) exécutait les sentences de tous les tribunaux. Le dépositaire-général n'était chargé que des biens sequestrés; mais les amendes et les taxes se versaient dans les mains du receveur du fisc. Au lieu de poursuivre les délits au nom de la couronne, le procureur-syndic-général était le propre défenseur du peuple, et veillait au maintien de ses intérêts et de ses droits. Il y avait dans la province, outre le capitaine-général, qui n'y résidait que rarement, et le gouverneur, un intendant chargé du portefeuille des finances et de la marine, un auditeur de la guerre et un assesseur du gouvernement, tous deux conseillers nés du gouverneur, le premier pour les affaires civiles,



le second pour les affaires militaires; un assesseur ou conseiller de l'intendance, lequel remplissait souvent l'office d'auditeur de la guerre, d'assesseur du gouvernement, de conseiller du *cabildo*, de l'alcalde provincial et des alcaldes ordinaires; un trésorier, un contrôleur, un garde-magasin, un pourvoyeur, un voyer-général, un maître de port, des interprètes pour les langues française et espagnole, ainsi que pour les idiômes indiens, etc., etc.

La couronne nommait à toutes les places dont le salaire était au-dessus de 300 piastres; mais le gouverneur et l'intendant choisissaient eux-mêmes leurs propres officiers. Le gouverneur était juge souverain de toutes les affaires civiles et criminelles dans la province; de même que l'intendant l'était de toutes les affaires fiscales et maritimes; de même que le vicaire-général l'était de toutes les affaires ecclésiastiques.

Chaque paroisse fut pourvue d'un commandant civil et militaire, avec le grade de capitaine, dont les devoirs étaient le maintien de l'ordre et de la police, la décision des affaires dont la valeur n'excédait pas 20 piastres, l'arrestation des blancs accusés de délits, qu'il relâchait ou faisait conduire à la ville, selon l'ordre du gouverneur, et la punition des esclaves; il tenait en outre le greffe de sa paroisse, en qualité de notaire.

Si les lois castillanes furent substituées aux françaises, on s'aperçut d'autant moins du changement que les unes et les autres émanent du droit romain.

On leva un corps de volontaires, désigné sous le nom de régiment de la Louisiane. Unzaga, qui en prit le commandement provisoire, choisit des Louisianais pour officiers, qui acceptèrent avec

joie leur brevet; la paie était plus forte au service d'Espagne qu'à celui de France.

A son retour d'une tournée à la rive supérieure du fleuve, où il fut reçu avec une froide soumission par tous les habitants, O'Reilly publia plusieurs réglemens relatifs aux terres vacantes. Il concédait à chaque famille qui désirait s'établir dans la province, six ou huit arpents de terre de face au fleuve, avec la profondeur ordinaire de quarante arpents; mais les concessionnaires devaient faire à leurs frais les levées, les barrières et les chemins. Nul ne pouvait aliéner ses terres avant d'y avoir fait les améliorations requises. Un droit fut imposé, en faveur de la Nouvelle-Orléans, sur les auberges, les cafés, les billards, les pensions, les boucheries, les bâtimens, les liqueurs spiritueuses.

Pour arracher les prisonniers indiens aux tortures et à la mort, les habitants furent autorisés à les acheter et à les faire travailler comme esclaves. Il y en avait déjà plusieurs dans la province, sur lesquels les droits des propriétaires furent reconnus par le nouveau gouvernement.

Mais ces réglemens, quelque fussent leur sagesse et leur utilité, ne pouvaient attacher des Français à une colonie espagnole. La plupart des artisans, négocians, planteurs aisés, s'étaient retirés à Saint-Domingue. L'émigration continuait. Pour empêcher la dépopulation de la Louisiane, O'Reilly ordonna qu'à l'avenir il ne fût plus délivré de passeports. Qui eût dit alors que vingt-deux ans plus tard les colons de Saint-Domingue fussent venus en foule, chercher un refuge en Louisiane?

1770. Cette province fut attachée à la capitainerie générale de l'île de Cuba, au départ

d'O'Reilly pour l'Espagne. Unzaga, qui prit les rênes du gouvernement, s'efforça, par une administration toute paternelle, de cicatriser les plaies ouvertes par O'Reilly. On dit que le roi d'Espagne désapprouva la conduite du satrape, et lui défendit la cour. L'histoire n'offre rien de semblable. Au contraire, on voit O'Reilly, en 1770, nommé inspecteur-général des troupes de toutes armes dans l'Amérique espagnole. Trois ans plus tard, il fut revêtu du commandement de Madrid. En 1775, il conduisit une expédition contre Alger, fut complètement battu par ces pirates, qui tuèrent à l'Espagne quinze mille hommes, et lui enlevèrent une partie de l'artillerie et des munitions de l'armée envahisseuse. Alors, et pas avant, l'indignation publique se souleva contre O'Reilly; mais Charles III, qui le chérissait toujours, lui donna, pour le soustraire à la fureur de la populace de Madrid, la capitainerie générale de l'Andalousie.

Si les Louisianais enfermés au fort Moro de la Havane furent élargis, ils ne durent leur délivrance qu'au fils de Mazent, héroïsme de piété filiale, qui, assisté de l'ambassadeur français à Madrid, se jeta aux pieds du roi, en l'implorant de lui laisser prendre la place de son père ! Ce trait sublime peut bien servir de pendant à celui de ce guerrier indien qui sacrifia sa vie à celle de son fils. Boisblanc, Doucet, Milhet, Mazent, Poupet et Petit ne retournèrent plus à la Louisiane; les uns se fixèrent en France, les autres à Saint-Domingue.

Le gouvernement français, sans doute par un sentiment de regret, feignit de sévir contre Foucault, qui fut mis pour peu de temps à la Bastille, et l'envoya ensuite à l'île de Bourbon, en qualité de commissaire-ordonnateur.

Le commerce de la Louisiane fut trop limité; elle ne pouvait avoir de relations qu'avec six villes espagnoles : Alicante, Barcelonne, Cartagène, la Corogne, Malaga et Séville. Plus tard, il fut ouvert à deux navires français. Mais les Anglais établis sur le Mississipi faisaient un commerce immense de contrebande avec les planteurs de la rive du fleuve, à qui ils fournissaient à crédit tout ce qu'ils pouvaient désirer. Unzaga, qui y trouvait peut-être son profit, fermait les yeux sur un ordre de choses qui ne pouvait qu'enrichir la colonie.

1772. Mais sa prospérité fut un moment arrêtée par un ouragan qui la ravagea pendant quatre jours, sans toucher à la Nouvelle-Orléans. L'effet qu'il produisit sur les mûriers est inconcevable : leurs feuilles étant tombées, ils en poussèrent de nouvelles, entrèrent en fleurs pour la seconde fois, et produisirent une autre récolte de fruits. L'hiver qui suivit fut si rigoureux, qu'il détruisit les orangers pour la troisième fois.

1773. La Louisiane, qui jusqu'ici avait fait partie du diocèse de Québec, en fut détachée et réunie à celui de l'île de Cuba. Un prêtre et deux religieuses espagnols, envoyés par la cour de Madrid pour instruire la jeunesse dans la langue castillane, établirent les seules écoles que l'Espagne eût jamais encouragées en Louisiane.

Cependant la colonie prospérait, l'argent était en abondance, l'agriculture faisait de rapides progrès. Unzaga, plein de sollicitude pour ses gouvernés, se rendait l'arbitre des affaires litigieuses, protégeait de pauvres débiteurs contre des créanciers inhumains, mais forçait un homme riche à payer ses dettes, fût-il son beau-père, ou même son ami.

Un grand nombre d'esclaves en marronnage, réfugiés dans les ciprières, commettaient mille déprédations dans les campagnes. Il lança une proclamation qui offrait le pardon à ceux qui retourneraient chez leurs maîtres, et défendit expressément à ceux-ci de leur infliger le moindre châtement. Presque tous se rendirent sur la foi d'une telle promesse.

Tel fut le dernier acte d'humanité d'un homme qui combla de biens la Louisiane, et emporta avec lui les bénédictions et les regrets de tous ses habitants.

## ESQUISSE TREIZIEME.

PROSPERITE DE LA LOUISIANE.

[*Vingt ans.*]

1777. Galvez, nommé gouverneur, encouragea encore le commerce : les navires des Antilles françaises furent autorisés à venir en leste prendre les denrées de la colonie, et les payer en argent, lettres de change, ou en nègres de Guinée. On empêchait l'introduction des esclaves de ces îles, reconnus dangereux. Les navires de la colonie pouvaient aller à l'île de Cuba ou à Cam pêche chercher des marchandises européennes. Pour activer encore les affaires, le gouvernement acheta lui-même tout le tabac. Les droits sur les exportations, qui étaient de quatre sous, furent réduits à deux sous.

Les colonies anglaises venaient de déclarer leur indépendance. Appui secret de la cause

américaine, Galvez prêta aux colons insurgés 70,000 piastres des fonds du trésor; mais il blâma hautement la conduite des Amérains, qui, tombant à l'improviste sur les planteurs anglais qui n'avaient pas épousé leur cause, incendièrent leurs maisons, dévastèrent leurs récoltes, enlevèrent leurs esclaves.

1778. L'accroissement de la population marchait de concert avec la prospérité de la colonie. Un grand nombre de familles des Canaries s'établirent à la Terre-aux-Bœufs, à Galvezton, sur l'Amite, à Valenzuela, sur La Fourche, aux frais du gouvernement, qui donnait à chacune de la terre, une cabane, des ustensiles aratoires, des bêtes à cornes, et des vivres pour quatre ans. On permit les exportations dans les ports de France et des Etats-Unis; on permit le commerce avec toutes les villes espagnoles; on exempta des droits de douane les pelleteries, qui cependant y étaient soumises quand on les réexportait de la péninsule dans les autres pays étrangers.

Le pape avait mis à l'index un livre de Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, intitulé : *L'an deux mille quatre cent quarante, Rêve s'il en fut jamais*. Le roi d'Espagne en défendit la lecture à ses sujets louisianais, ainsi que celle de l'Histoire de l'Amérique par Robertson.

1779. Des familles de Malaga fondèrent la Nouvelle-Ibérie, sur les rives du Tèche, et s'adonnèrent à la culture du chanvre et du lin, qui ne réussit pas. On leur fit les mêmes avantages qu'aux insulaires des Canaries. De temps en temps, les colons anglais et des habitants des Etats-Unis se fixaient en Louisiane, qui jouissait alors d'une tranquillité parfaite, au milieu

de la grande querelle des anciennes colonies britanniques avec la métropole.

Enfin la Louisiane se vit engagée dans cette guerre de l'Indépendance, qui durait depuis quatre ans, et devait être pour l'Angleterre le revers de la médaille de sa brillante guerre de 1756. La France ayant reconnu les Etats-Unis, le cabinet de Saint-James regarda cette mesure comme hostile, et rompit toutes relations amicales avec la cour de Versailles. Les Espagnols se rangèrent du côté des Français.

A cette nouvelle, le jeune Galvez, tout bouillant d'une ardeur guerrière, rassemble, contre l'avis même du *cabildo*, un corps de quatorze cents hommes, et porte la guerre aux colonies anglaises. Le fort Bute, sur l'Iberville, Bâton-Rouge emportés, entraînent la prise de Natchez et des forts de l'Amite. Cette expédition de Galvez fut célébrée en vers français par Julien Poydras, qui vit son petit poëme imprimé aux frais du gouvernement.

Au milieu de l'allégresse publique, excitée par cette victoire, se déchaîna un ouragan terrible qui désola la colonie; la petite-vérole, qui le suivit, enleva un grand nombre de jeunes victimes.

1780. Les exploits de Galvez ne s'arrêtèrent pas là; il était homme à tailler de la besogne à Julien Poydras. Aussitôt qu'il eut reçu un renfort de la Havane, il partit de la Nouvelle-Orléans à la tête d'un corps d'armée encore plus nombreux que celui de la dernière campagne. Malgré la tempête qui l'assailit en mer, et jeta à la côte une de ses chaloupes de guerre, il aborda au rivage de la Mobile, et le fort Charlotte tomba en son pouvoir. Pensacola lui manquait, mais elle était pourvue de forces supérieures aux siennes. Gal-

vez va chercher des secours à la Havane. Au retour, dans une tempête affreuse, quelques bâtimens de transport coulèrent bas, les autres furent dispersés. Il retourna à la Havane. En février, on le vit sortir de ce port, à la tête d'une expédition de quatorze cents hommes, aussi bien armés qu'approvisionnés, et montant un vaisseau, deux frégates et plusieurs bâtimens de transport. Irazabal commandait la flotille. Neuf jours après il prenait terre à l'île de Sainte-Rose, où il construisit un fort. Espelelta avec les forces de Mobile, et Miro avec celles de la Nouvelle-Orléans, le rejoignirent bientôt. Irazabal refusait de passer la barre de la baie de Pensacola avec sa flotille. Galvez l'ordonna au capitaine Rousseau, à la tête d'un brick, d'une goëlette et d'une barque canonnière de la Louisiane, et prit passage lui-même à bord du brick. La barre fut franchie aux acclamations de l'armée et sous le feu des batteries anglaises. Les bâtimens d'Irazabal, le sien excepté, suivirent un si bel exemple.

En évacuant Pensacola, les Anglais se retirèrent dans le fort Georges, mais avertirent Galvez que s'il y cherchait un asile, ils la brûleraient sur-le-champ. On assiégea le fort. Campbell, pourvu de bonnes batteries, se défendit quelque temps avec vaillance; mais ses magasins à poudre ayant sauté, une grande partie des murs du fort s'écroulèrent. Il demanda à capituler. Toute la Floride et huit cents hommes de troupes furent le prix de cette victoire.

1782. Un autre ouragan qui se déclina, causa de grands ravages. Ensuite le Mississipi versa au Delta une si grande masse d'eau, qu'on n'en avait jamais vu de semblable. Aux Attakapas, aux Opelousas, les terres hautes à l'abri de



l'inondation étaient couvertes de grands troupeaux de chevreuils, que la crainte des eaux y retenait.

Les services de Galvez furent amplement récompensés; la prise de Bâton-Rouge et de Natchez lui valut le grade de brigadier-général; celle de Mobile lui fit obtenir celui de maréchal-de-camp; la conquête de la Floride l'éleva au rang de capitaine-général de la Louisiane et de la Floride occidentale, avec le brevet de lieutenant-général des armées du roi, et la croix de l'ordre de Charles III. La Louisiane se trouva ainsi érigée en capitainerie-générale. La Nouvelle-Orléans devint le siège d'une coadjutorerie de l'évêché de Santiago de Cuba, en faveur du père Cérillo, sacré évêque *in partibus* de Tricala.

Galvez, partant pour Hispaniola, où il allait prendre le commandement des forces espagnoles, qui, conjointement avec celles de France, devaient surprendre la Jamaïque, remit les rênes de son gouvernement à Estevan Miro, colonel des armées royales.

Les conquêtes de Galvez arrêtaient la contrebande qui enrichissait la Louisiane.

En compensation, le roi d'Espagne, à la sollicitation du jeune héros, accorda aux colons de grands avantages commerciaux, comme pour les récompenser de leurs services imminents pendant la guerre. On étendait leur commerce dans toutes les villes de France; on faisait de la Nouvelle-Orléans un entrepôt de marchandises espagnoles pour les autres provinces américaines de sa majesté catholique.

1783. La paix entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, qui assura aux Etats-Unis leur indépendance, arrêta Galvez dans sa carrière belli-

queuse. Les possessions de l'Espagne s'étendirent à l'est du Mississipi, jusqu'au trente-unième degré de latitude septentrionale, qui devint la ligne de démarcation entre elle et les Etats-Unis.

1785. Galvez fut promu à la capitainerie-générale de l'île de Cuba, et conserva celle de la Louisiane et de la Floride occidentale, dont même il ne se démit pas, lorsque, quelque temps après, le roi le nomma vice-roi du Mexique, à la place de son père don Mathias de Galvez, qui venait de mourir.

Au départ du nouveau vice-roi pour la Nouvelle-Espagne, Miro fut nommé gouverneur des deux provinces. La population de la Basse-Louisiane, (l'état actuel), était de 27,439 âmes; celle de la Nouvelle-Orléans, d'environ 5,000 habitants. Elle avait plus que doublé en seize ans, depuis la prise de possession par l'Espagne. Elle fut encore augmentée par l'arrivée d'un grand nombre de familles canadiennes, qui se fixèrent à la Terre-aux-Bœufs, les autres sur les bords de La Fourche, quelques autres aux Attakapas et aux Opelousas.

Un prêtre, revêtu du titre de commissaire du Saint-Office, voulut établir l'inquisition à la Louisiane, en dépit même de la volonté de Miro. Ce gouverneur le fit enlever un beau matin, et jeter dans un bâtiment qui partait le même jour pour l'Espagne.

Les négociants de la Jamaïque, dont le commerce de contrebande avait cessé avec les habitants, qui leur devaient beaucoup, vinrent réclamer et exiger même le remboursement de leurs avances. Miro s'interposa amicalement en faveur des débiteurs, qui demandaient un plus long terme, ce qui fut obtenu, paya pour les honnêtes gens pauvres, que leurs créanciers pressaient.

trop, mais força tous les riches à éteindre leurs dettes.

1786. Miro proclama son *Bando de buen gobierno*, espèce de manifeste dans lequel un gouverneur espagnol expose les principes qui règlent son administration. Il recommandait à ses gouvernés l'observation du dimanche, la fermeture des cabarets et des boutiques pendant l'office divin; défendait sévèrement le concubinage parmi toutes les classes, l'oisiveté chez les nègres et les gens de couleur libres, et à leurs femmes; les bijoux et les plumes; un simple mouchoir devait leur couvrir la tête. Il prohibait le jeu, le duel, le port des armes cachées, les rassemblements et les danses d'esclaves. Aucun habitant ne pouvait s'absenter sans passeport, ni sans avoir fourni sécurité pour le paiement de ses dettes. Plusieurs autres réglemens, tous aussi sages les uns que les autres, et dont quelques-uns sont encore en force, furent publiés dans ce manifeste.

1787, Pendant que Steuben tentait vainement l'établissement d'une colonie militaire sur le Mississippi, et que des émigrants du Kentucky et de la Caroline septentrionale fondaient la Nouvelle-Madrid, qu'ils asséyaient sur un volcan, Guardoqui, ministre d'Espagne auprès des Etats-Unis, faisait tous ses efforts pour arrêter la contrebande entre Philadelphie et la Nouvelle-Orléans, parce qu'on n'avait pas acheté son consentement. Miro, qui l'avait toléré, fermait également les yeux sur le commerce illicite qui se faisait par le Mississippi entre le Kentucky et la Louisiane. La crainte entraînait peut-être dans sa manière d'agir. La navigation du Mississippi,

fermée aux Etats-Unis, ne laissait aucun débouché aux denrées des peuples de l'Ouest, que le désespoir pouvait pousser à un coup de main contre la Nouvelle-Orléans.

1788. A ces craintes vaines succéda un grand effroi : la chapelle d'un Espagnol, prenant feu le vendredi-saint, répandit l'incendie dans toute la ville; neuf cents maisons et une quantité immense de marchandises de valeur devinrent la proie des flammes. L'île de Saint-Domingue montra la part qu'elle prenait à ce désastre, en expédiant à la Nouvelle-Orléans une frégate chargée de matériaux de construction. La Louisiane gagna à cette perte : Miro ouvrit le commerce de la Nouvelle-Orléans aux Etats-Unis, qui apportèrent au marché leurs abondantes denrées. Giardoqui se désista d'un système d'opposition qui lui valait beaucoup d'ennemis, et le roi d'Espagne approuva toutes les mesures du gouvernement louisianais.

1791. L'insurrection des nègres de Saint-Domingue jeta dans la Nouvelle-Orléans la première compagnie de comédiens français qu'on y eût vue. Les colons de cette île venaient en foule chercher un asile tranquille et sûr en Louisiane, où leurs connaissances agricoles et leurs esclaves furent d'un grand secours aux habitants dans la culture de la canne à sucre. Plusieurs d'entre eux, dénués de tout, ouvrirent des écoles publiques françaises. On en avait besoin; il n'y avait encore que deux ou trois mauvaises écoles espagnoles.

Le baron de Carondelet remplaça Miro, nommé maréchal-de-camp et rappelé en Espagne. Les Américains le rejetèrent, aussi bien que les Louisianais.

Le manifeste *Bando de buen gobierno* du nouveau gouverneur divisa la Nouvelle-Orléans en quatre districts, à la tête de chacun desquels fut placé un commissaire de police (*alcalde de barrio*), qui remplissait les fonctions de juge-de-peace. Carondelet recommanda au *cabildo* l'éclairage de la ville; mais ses revenus n'y pouvant suffire, n'étant encore que de 7,000 piastres, on fut obligé d'imposer une taxe d'une piastre et 12½ cents sur chaque cheminée. Sa sollicitude s'étendit même sur les esclaves, en faveur desquels il publia plusieurs réglemens.

S'il prohiba l'introduction des nègres des colonies françaises et anglaises, dans la crainte d'une insurrection pareille à celle de Saint-Domingue, il encouragea, par ordre de la cour de Madrid, la traite des nègres d'Afrique; les navires qui y étaient engagés, ainsi que leurs cargaisons, étaient exempts des droits de douane.

1793. Le commerce était florissant et rapide entre la Louisiane et les Etats-Unis. Plusieurs maisons de commerce s'établirent à la Nouvelle-Orléans. La population croissante de cette ville, le grand nombre d'étrangers qui accouraient de toutes parts, surtout les idées libérales qui s'y propageaient rapidement depuis la révolution française, portèrent Carondelet à l'entourer de fortifications. Deux forts s'élevèrent sur le fleuve, l'un au-dessus, l'autre au-dessous de la ville; trois redoutes, sur les derrières et sur la même ligne, une à chaque angle et la troisième au milieu, se rattachaient ensemble avec les deux forts par des fossés profonds; au milieu de chaque côté latéral de la ville était établie une batterie entourée de fortes palissades.

Il fit en outre construire le fort Saint-Philippe

sur le Mississipi, avec un autre plus petit en face, pour défendre les approches de la Nouvelle-Orléans.

La milice fut organisée dans toute la province, qui présentait une masse armée de cinq à six mille hommes, dont trois mille étaient toujours prêts à marcher. La Nouvelle-Orléans seule armait huit cents volontaires.

1794. • La Louisiane et la Floride occidentale furent érigés en diocèse; l'évêque don Louis de Pinalvert établit son siège à la Nouvelle-Orléans.

Les mesures de défense de Carondelet avaient été prises principalement contre Genêt, ambassadeur de la république française à Philadelphie, qui concertait un plan d'attaque contre la Nouvelle-Orléans. C'était un jeune homme d'une éducation brillante, mais d'un caractère intrépide, impétueux, rempli d'un libéralisme outré, et qui correspondait entièrement à celui des hommes qui gouvernaient la France à cette époque. Flatté d'une réception brillante partout où il avait paru, il s'avisa d'agir aux Etats-Unis comme un représentant de la Convention à la cour d'un petit prince. Autoriser des armemens, instituer une juridiction d'amirauté consulaire, conférer aux consuls français le pouvoir de prononcer la confiscation des prises faites sur les Anglais, et d'en ordonner la vente, porter l'audace jusqu'à accuser Washington de violer la constitution, tels furent les actes de ce bouillant jeune homme. Il avait trouvé en Caroline, en Virginie, en Maryland et en Pennsylvanie, un grand nombre d'Américains qui avaient accepté de lui des brevets d'officiers. Ces officiers levaient facilement des soldats dans les régions occidentales, dont les habitants ne rêvaient que

la conquête de la Louisiane, ce débouché naturel de leurs produits. Deux expéditions de ce genre devaient simultanément attaquer la Louisiane et la Floride.

Pour contrebalancer ces plans, Carondelet envoya un de ses émissaires, Power, un soi-disant naturaliste anglais, soulever les habitants de l'Ohio, du Kentucky et du Tennessee, et les engager à se ranger sous les lois de l'Espagne, qui seule pouvait leur accorder la navigation du Mississippi. Il leur offrait, pour les seconder, de l'argent, des munitions et des armes.

Ces intrigues n'empêchaient pas Carondelet de s'occuper d'améliorations intérieures. Il fit creuser le canal qui porte encore son nom, ouvrage d'autant plus utile à cette époque, qu'il était destiné au dessèchement des marécages de la ville, aussi bien qu'à l'établissement d'une communication facile entre la Nouvelle-Orléans, Mobile et Pensacola.

Un favori de la fortune, Almonaster, secondait puissamment les vues du baron; il fit construire à ses frais la cathédrale de Saint-Louis, à la Nouvelle-Orléans, la Maison de Ville, l'édifice qui sert aujourd'hui de palais de justice, ainsi qu'un hôpital qu'il dota.

L'établissement de la première sucrerie date de cette époque.

En 1766, une tentative infructueuse avait été faite pour convertir en sucre le jus de la canne. En 1785, un espagnol de la Terre-aux-Bœufs, nommé Solès, ayant fait venir un moulin en bois de la Havane, parvint à faire de la mélasse. Mendez, devenu acquéreur de sa propriété, continua l'expérience de son prédécesseur, et réussit à faire du sucre. Il abandonna bientôt ce genre d'industrie peu lucratif, et se contenta d'envoyer

ses cannes au marché. La canne resta dans l'oubli jusqu'à l'arrivée des colons de Saint-Domingue. Ils déterminèrent facilement quelques Louisianais, entr'autres un nommé Boré, surnommé *Chevrette*, à s'adonner à la culture de la canne. L'indigo n'était plus productif, les sauterelles le ravageaient tous les ans. Mille obstacles semblaient s'opposer à l'établissement d'une culture nouvelle; le numéraire manquait; la main d'œuvre et les ustensiles étaient hors de prix. Un esclave coûtait douze et quinze cents piastres, et l'ouvrier sucrier exigeait dix ou quinze piastres par boucaud. Rien n'arrêta Boré: il fit une vaste plantation de cannes et établit à grands frais une sucrerie. Ses travaux eurent un plein succès, et lui donnèrent un profit de 12,000 piastres. La culture de la canne fit abandonner l'indigo. L'enthousiasme des planteurs louisianais fut tel, que cinq ou six ans après, on comptait soixante-quinze sucreries. En 1800, la récolte du sucre fut de quinze millions de livres.

1795. Carondelet s'occupait d'établir une police sévère dans la ville, lorsqu'il apprit avec joie que les Etats-Unis avaient fait avorter tous les plans de Genêt, dont les principaux agents étaient arrêtés. Washington, outragé par Genêt, demanda au gouvernement français le rappel de son ministre; le Congrès allait agiter la question de le priver des privilèges attachés à son caractère, lorsqu'il fut soudainement remplacé. Les mesures prises par le baron contre les gens à idées libérales étaient rigides: il défendait tout rassemblement de plus de huit personnes, faisait arrêter les voyageurs sans passeport et emprisonner ceux qui répandaient des nouvelles alarmantes. Il fit jeter six habitants dans les ca-



chots de la Havane, où ils languirent douze mois. En compensation, les émigrés français étaient reçus à bras ouverts; il concédait au marquis de Maison-Rouge 210,000 arpents de terre; au baron de Bastrop, 881,583 arpents; à Delassus, 10,000 arpents, sur les rives de l'Ouachita. Il accordait en outre aux émigrants français qui s'y établissaient une gratification de 100 piastres, et les faisait venir aux frais du gouvernement.

Les idées libérales semblèrent vouloir gagner la population esclave. Une conspiration éclata parmi les nègres de Julien Poydras, l'auteur du poëme de Galvez; on la découvrit à temps, et cinquante de ces misérables furent accrochés à des gibets le long de la rive du fleuve, depuis la Pointe-Coupée jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

Cette mesure violente calma les craintes de la province au dedans, tandis qu'un traité avec les Etats-Unis vint bannir toute appréhension d'une guerre étrangère. L'Espagne ouvrait à cette république la navigation du Mississipi, depuis ses sources jusqu'à son embouchure, et fixait à la Nouvelle-Orléans, pendant dix ans, l'entrepôt de leurs produits agricoles. Ces dispositions dérangèrent étrangement les desseins de Carondelet, qui nourrissait toujours l'espoir de séparer la vallée de l'Ohio du territoire de l'Union. Il pouvait être sûr que le peuple de cette contrée, parvenu au but de ses desirs, la libre navigation du grand fleuve, ne prêterait plus l'oreille à ses manœuvres insidieuses. Ce gouverneur voulait donc payer de la plus noire ingratitude les Etats-Unis, qui avaient mis tant de zèle à déconcerter les trames de Genêt contre la colonie du Mississipi.

Ce traité garantissait en outre aux Etats-Unis tout le territoire à l'est du Mississipi, jusqu'au trente-unième degré de latitude septentrionale.

Natchez et son territoire, le fort Pannure, ceux de Walnuthills et de Chickassawbluff, que Carondelet s'obstinait à garder, comme un acheminement à ses grands desseins, devaient être remis aux troupes de la république.

1796. Cependant Carondelet, persistant dans son système machiavélique, hasarda une nouvelle tentative auprès de Wilkinson, général en chef de l'armée américaine dans l'Ouest. Les troupes qu'il envoya aux forts qu'il devait livrer, alarmèrent au point les habitants de Natchez, portés en faveur des Américains, qu'ils s'insurgèrent ouvertement. En vain Gayoso de Lemos, commandant du fort, les rappela à leurs devoirs. Soutenus par Ellicot, à la tête de quelques troupes américaines, ils se constituèrent en un corps politique, indépendant de l'Espagne, et neutre, mais toujours gouverné par ses lois.

Gayoso dut céder à leur obstination, et Carondelet, ne pouvant faire mieux, en attendant la réponse de Wilkinson, qui devait régler sa conduite future, sanctionna à regret leurs mesures séditeuses. Peu de temps après, il fut appelé, par la cour de Madrid, à la présidence de l'audience royale de Quito, et partit de la Nouvelle-Orléans, où la fièvre jaune exerçait ses ravages.

**ESQUISSE QUATORZIEME.**

FIN DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL.

[*Six ans.*]

1797. Gayoso de Lemos, promu au gouvernement de la Louisiane et de la Floride occidentale, eut la douleur d'apprendre, de la bouche même de Power, l'émissaire de Carondelet, que Wilkinson n'avait voulu prêter l'oreille à aucune instigation de l'ancien gouverneur, dont tous les beaux projets tombèrent ainsi en ruines. Les Espagnols évacuèrent presque aussitôt les forts du territoire de Natchez, et les Américains en prirent possession.

1798. Cependant l'Angleterre ne pouvait pardonner à l'Espagne la part qu'elle avait prise à l'émancipation des Etats-Unis. Elle lui en voulait peut-être plus pour cette mesure hostile que pour la cession des deux Florides, qu'elle avait été obligée de lui faire. En 1796, elle avait envoyé dans la Floride orientale, où ses négociants conservaient le monopole du commerce, un homme audacieux, Bawles, qui, embrassant la vie sauvage, s'attacha tous les Indiens et les souleva contre les Espagnols. Carondelet attira à la Nouvelle-Orléans le sachem anglais, qui s'y présenta fièrement, couvert d'or, de pourpre et de plumes. On le fit jeter dans un cachot et embarquer pour l'Espagne. Bawles tomba entre les mains des Anglais, alors en guerre avec les Espagnols; il fut honoré à Londres d'une récep-

tion brillante; des grands du royaume et même des princes du sang lui fournirent tous les secours nécessaires en marchandises, armes et munitions. Il allait reparaître dans la Floride, plus puissant que jamais. Les brisants dangereux qui battent les côtes de ces parages empêchèrent les navires anglais d'approcher; l'intrépide Bawles aborda seul. Les Séminoles lui firent un bon accueil; mais quelque temps après, ils le livrèrent à Gayoso de Lemos, qui avait mis sa tête au prix de cinq mille piastres. Il fut envoyé à la Havane, où l'on croit qu'il mourut.

L'administration de Gayoso de Lemos fut aussi mauvaise qu'elle dura peu; il mourut lui-même insolvable. Cependant le commerce avec les États-Unis avait pris un tel essor, que ceux-ci jugèrent convenable d'envoyer un consul à la Nouvelle-Orléans.

1800. Le traité de paix de 1795, par lequel cette ville devait servir d'entrepôt pendant dix ans aux produits américains, était l'objet de fréquentes violations de la part des officiers espagnols, qui nourrissaient constamment l'espoir de réunir la vallée de l'Ohio à la Louisiane.

Une gêne dans le débouché des denrées de ce pays semblait être à Casa-Calvo, qui gouvernait la colonie du Mississipi, le seul moyen de parvenir à ce but. Il se trompa tellement, qu'il faillit attirer sur la Louisiane les masses armées du Kentucky et du Tennessee, qui voulaient marcher sans l'autorisation du Congrès. Celui-ci, cédant enfin à leurs justes représentations, ordonna la levée de douze nouveaux régiments; trois desquels, campés aux bouches de l'Ohio, n'attendaient que le signal du départ. Adams, président des États-Unis, désirait ardemment

cette conquête, pour illustrer son administration, il l'avait lui-même méditée. Si les Américains l'eussent réélu à la présidence, nul doute que la Louisiane n'eût été ajoutée trois ans plus tôt au vaste territoire de l'Union.

1801. Jefferson le remplaça, et l'acquisition de la vallée du Mississipi fut pour quelque temps ajournée.

Ce territoire immense, la clé des Etats-Unis, faillit cependant de leur échapper. L'homme qui tenait dans ses mains les destinées de l'Europe, Bonaparte, par le traité de Saint-Ildephonse, se fit céder la Louisiane. Son but était d'en prendre possession, d'en faire une colonie française; c'était une étoffe pour lui. Quelles masses de prospérités n'attendait pas la Louisiane d'un génie aussi puissant! La paix d'Amiens souriait à ses préparatifs. Laussat, préfet colonial, faisait voile pour son département; le général Victor devait bientôt le suivre à la tête d'un corps d'armée; L'Angleterre, qui mettait obstacle à tous les progrès de la France, fit avorter les projets du premier consul.

1803. Aussitôt qu'il eut connaissance de l'article secret du traité de Saint-Ildephonse, Jefferson, regardant la Louisiane comme l'anneau d'alliance entre les Etats de l'est et de l'ouest, fit ouvrir des négociations qui traînèrent en longueur, mais qui eurent enfin une issue heureuse. La vallée du Mississipi fut vendue aux Etats-Unis pour une somme de quinze millions de piastres. En cette occasion, Livingston, un des négociateurs de cette transaction importante, s'écria : " C'est d'aujourd'hui que les Etats-Unis " compteront au nombre des puissances du premier " rang, et que l'Amérique échappe aux mains

“ de l'Angleterre ! ” Bonaparte exprima la même pensée en disant : “ Cette cession de territoire affermit pour toujours la puissance des Etats-Unis, et je viens de donner à l'Angleterre une ennemie maritime qui tôt ou tard abaissera son orgueil. ” Ces paroles étaient prophétiques; c'est dans les plaines de la Louisiane même que l'Angleterre éprouva le plus d'humiliation.

L'opposition osa blâmer une transaction qui seule peut recommander son auteur à la postérité la plus reculée. Le cabinet de Saint-James en frémit; l'Espagne protesta solennellement, mais en vain, contre une négociation qu'elle appelait illégale, prétendant n'avoir cédé sa colonie à la république française qu'avec la restriction de ne jamais l'aliéner qu'en sa faveur.

Laussat débarqua au printemps à la Nouvelle-Orléans, où son arrivée fut le signal de réjouissances publiques. Le préfet colonial, dans une proclamation éloquente, fit concevoir aux habitants du Mississipi les espérances les plus flatteuses; ils y répondirent par un enthousiasme qui révélait en eux le désir de faire encore partie de la grande nation dont ils s'honoraient de descendre. Vain espoir ! un bruit sinistre leur apprit bientôt que Bonaparte les avait abandonnés.

En automne, Laussat prit solennellement possession du pays. Casa-Calvo et Salcedo, commissaires espagnols, lui remirent les clés de la Nouvelle-Orléans, dont le peuple vit, pendant vingt jours seulement, flotter le drapeau tricolore. Le gouvernement espagnol avait duré un peu plus de trente-quatre ans. Les Louisianais le regrettèrent, quand ils surent qu'ils allaient faire partie de l'Union américaine. Ils étaient loin de penser qu'elle leur réservât plus de prospérités qu'ils n'en devaient à l'Espagne.

## ESQUISSE QUINZIÈME.

MINORITE DE LA LOUISIANE.

[*Neuf ans.*]

1803. Le 20 décembre, Claiborne et le général Wilkinson, conjointement commissaires des Etats-Unis, firent leur entrée à la Nouvelle-Orléans, à la tête des troupes américaines. Laussat les mit en possession de la Louisiane, et le drapeau tricolore fit place à la bannière étoilée.

Un acte du Congrès divisa la Louisiane en deux parties inégales; l'une prit le nom de territoire d'Orléans, et s'étendit depuis le golfe du Mexique jusqu'au trente-troisième degré de latitude septentrionale; l'autre beaucoup plus vaste, fut annexée au territoire de l'Indiana. Ainsi le doux nom de Louisiane fut un moment effacé sur les cartes, pour reparaître plus tard avec tous les prestiges de la gloire et de l'opulence?

On organisa le gouvernement territorial, composé d'un gouverneur, nommé pour trois ans; ce fut Claiborne; d'un conseil législatif, formé de treize franc-tenanciers, et d'une cour suprême de trois juges, dont un seul pouvait porter un jugement. Le Président nomma au conseil législatif, six français d'origine et sept américains. Mais par la non-acceptation de quelques membres, qui furent remplacés par le gouverneur, le nombre de Louisianais se trouva réduit à cinq; chiffre bien minime, lorsque la population renfermait à peine un sixième des individus parlant anglais. Le gouvernement avait raison, s'il voulait donner aux

institutions du nouveau territoire le sceau de celles des autres états de la confédération. L'introduction des esclaves fut prohibée, excepté de ceux appartenant aux citoyens Américains qui venaient s'établir dans le territoire. Ces dispositions achevèrent d'aigrir les Louisianais, déjà peu portés en faveur du gouvernement des Etats-Unis. Ils se consultèrent, se formèrent en assemblées et choisirent trois mandataires chargés d'exposer au Congrès le sujet de leurs griefs. Ils se plaignaient de la nomination et surtout de la partialité d'un gouverneur étranger à leurs lois, leurs mœurs et leur langage; de l'introduction de la langue anglaise dans les tribunaux, et même du conseil législatif par Claiborne; de la juridiction sans appel du gouverneur, qui n'était pas même assisté d'un conseil, quand il rendait un jugement; du trop de pouvoir accordé à un seul homme à la cour suprême; de la prohibition des nègres pour eux, et surtout du morcellement de la Louisiane, qui de longtemps encore, ne pouvait être érigée en état.

1804. Ils ne demandaient au Congrès que trois choses: 1° la nomination du gouverneur parmi deux candidats de leur choix; 2° le changement du mode de juridiction à la cour suprême; 3° et l'importation des nègres permise à tous les habitants. Le Congrès, sourd à leurs réclamations, n'ordonna que quelques légères modifications dans la forme du gouvernement.

La rareté du numéraire qu'on n'importait plus du Mexique, entravait considérablement les affaires. Claiborne encouragea de tous ses efforts l'établissement de la banque de la Louisiane, comme le seul remède aux maux présents. Cette institution utile fut paralysée dès son berceau, par la défiance qu'elle inspira à des gens trompés



deux fois par un pareil système, sous les gouvernements français et espagnol. On observera que l'administration espagnole avait jeté sur la place un grand nombre de mandats de la trésorerie, *liberanzas*, qu'elle ne se pressait pas de retirer. Les Louisianais virent d'un aussi mauvais œil l'organisation de compagnies de volontaires, recommandées et protégées par le gouverneur. Tout ce qui sentait l'Américain, semblait encourir leur improbation.

Le conseil législatif en session, divisa le territoire en douze comtés, pourvu chacun d'une cour inférieure présidée par un seul juge. La Nouvelle-Orléans obtint le droit de cité; une université, une bibliothèque, des compagnies d'assurance et de navigation y furent établies. La première banque des Etats-Unis y fonda une succursale, (*Branch bank*.)

1805. Le nouveau gouvernement, tel que l'avait reformé le Congrès, d'après les remontrances des Louisianais, se composait ainsi: Un gouverneur nommé pour trois ans et un secrétaire d'état pour quatre, par le président, avec le concours du Sénat; un conseil législatif en fonction pendant cinq ans, composé de cinq membres, choisis par le président, parmi dix candidats présentés par la chambre des représentants du territoire; une chambre des représentants, dont les membres, au nombre de vingt-cinq, étaient élus pour deux ans, par le peuple.

Mais quelques dispositions pénales avaient été l'objet des travaux du conseil législatif. On décréta la peine de mort contre l'assassinat prémédité (*murder*); les travaux forcés à vie contre le viol, le crime contre nature, l'incendiaire de maisons ou édifices publics; le fouet au pilori

et les travaux forcés à temps contre le vol avec effraction et le vol simple. Les complices de ces crimes sont frappés de la même peine que le coupable, et les complices après le délit, passibles d'une amende et du fouet. Un vol d'esclave, de cheval ou de mulet, entraîne la peine du fouet et des travaux forcés à temps. L'homme coupable de larcin, et son complice, sont condamnés à la peine du fouet, à la restitution des objets enlevés, et, à leur défaut, aux travaux forcés pour deux ans au moins. Le vol de billets de banques, de loteries, ou autre effet obligatoire ou à recevoir, est sujet à la même peine. Celui qui donne asile au coupable de l'un de ces crimes, peut être condamné à l'amende et à la prison. Le recéleur est passible d'amende et d'emprisonnement aux travaux de force, de la restitution des objets volés, ou du paiement du double de leur valeur, à défaut de quoi il doit subir une année de plus de travaux de force. L'incendiaire d'une bâtisse qui ne sert pas de logement, ou ne tient pas à un corps de logis, peut être condamné aux dommages et aux travaux forcés à temps. Le faux monnoyeur et ses complices encourent une peine semblable; mais le faussaire et ses complices sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Le parjure et celui qui le fait commettre sont passibles de la peine des travaux forcés à temps, et de celle du pilori pendant deux heures, une fois chaque année de leur détention; ils sont en outre déclarés incapables de porter un témoignage, jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement par une cour de justice. Celui qui enlève ou falsifie un acte judiciaire, dans l'intention d'annuler un jugement; celui qui souscrit un cautionnement au nom et à l'insu d'un autre, est condamné à une amende de 3,000 piastres et aux

travaux forcés à temps. Celui qui altère ou dénature un acte public, ou le registre de ces actes, doit payer une amende de 2,000 piastres et faire deux ans de travaux forcés, et de plus, est déclaré inhabile à remplir aucune fonction publique. L'escroquerie est punie du fouet et des travaux de force; la bigamie, d'une amende de 500 piastres au plus, et d'un emprisonnement qui n'excède pas deux ans. L'homicide non prémédité (*manslaughter*), est condamné aux travaux forcés à temps et à une amende de 500 piastres. Celui qui arrache le nez, la langue, un œil ou l'oreille à un autre, en se battant avec lui, est passible, ainsi que ses complices ou instigateurs, d'une amende de 1,000 piastres et de sept années de travaux de force. Celui qui tire sur un autre avec une arme à feu, dans l'intention de tuer, voler ou violer, est sujet aux travaux forcés à temps, et doit fournir, pendant un an, caution de bonne conduite. Les duellistes, leurs complices, témoins ou instigateurs, sont punis d'une amende de 500 piastres au plus, et d'un emprisonnement qui n'excède pas deux ans. Celui qui délivre un condamné à mort, est passible de quatre années de travaux de force. Celui qui frappe ou blesse un officier dans l'exercice de ses fonctions, subit un emprisonnement de six mois et paie une amende qui n'excède pas 200 piastres. Quiconque s'échappe de prison avec effraction, quiconque exige un salaire pour découvrir un vol, quiconque compose sur un crime capital, quiconque accuse méchamment un innocent, est puni d'une amende et d'un emprisonnement à la discrétion de la Cour. Celui qui corrompt un juge, un officier public, le juge et l'officier public qui se laissent corrompre, ou qui se rendent coupables du crime d'oppression ou

d'extorsion dans l'exercice de leurs fonctions, sont sujets aux mêmes peines, qui sont encore appliquées à quiconque excite une émeute, renverse une levée, à quiconque se rend coupable de diffamation, à quiconque injurie, bat quelqu'un sans l'estropier.

L'accusé peut réclamer le droit d'être jugé par ses pairs, d'avoir un défenseur, de produire toute espèce de preuves à décharge, et de récuser douze jurés. Nul ne peut être traduit en justice pour aucun délit, les crimes capitaux exceptés, si l'acte d'accusation n'est trouvé fondé par le grand jury. Aucun crime n'assujettit le criminel à la confiscation des biens.

Est-ce à ce conseil qu'on doit la concession de deux chartes perpétuelles, celle de la compagnie d'assurance de la Nouvelle-Orléans, capital, 200,000 piastres; et celle de la compagnie de navigation d'Orléans, qui voulait, en 1835, creuser un canal au milieu de la belle rue du Canal, à la Nouvelle-Orléans; son capital est de 200,000 piastres. Elle a amélioré la navigation du bayou Saint-Jean et du canal Carondelet, où elle perçoit un péage, mais qui avait été primitivement creusé par le gouverneur espagnol dont il porte le nom.

1806. La première législature territoriale dura plus de cinq mois; elle créa pour chaque paroisse une cour dont le juge était, *ex officio*, juge de la cour des preuves, notaire, encanteur, juge-de-peace, shériff et greffier.

Le Code Noir, la loi contre le vagabondage, celles des apprentis et de la vente des boissons enivrantes émanèrent d'elle.

Il fut défendu de vendre des liqueurs enivrantes aux esclaves sans le consentement de leurs maîtres; aux soldats des Etats-Unis sans la permis-

sion des officiers, sous peine d'amende et de perte de la licence; et aux sauvages sous peine d'une amende de 200 piastres. La moitié de l'amende fut au profit de l'Etat, l'autre moitié au profit du dénonciateur.

La loi des apprentis porte que nul ne peut s'engager comme apprenti ou domestique sans le consentement de ses parents, son tuteur, ou à leur défaut, du maire ou du juge du lieu de sa résidence, à moins qu'il n'ait atteint sa vingt-et-unième année. Un mineur ne peut s'engager au-delà de sa minorité; un majeur pour plus de sept ans. Un maître ou une maîtresse n'ont pas le droit de maltraiter un apprenti, et ils sont tenus de lui faire donner une éducation primaire.

La loi considère comme vagabond celui qui, capable de travailler, vit dans la paresse et sans domicile; celui qui fréquente, les cabarets, les tripots, sans justifier de ses ressources pour vivre, ni certifier de ses bonnes vie et mœurs, par des personnes dignes de foi. Le vagabond est obligé de fournir caution de telle somme qu'il plaît au juge de lui imposer, pour garantie de bonne conduite; à défaut de laquelle il est passible d'un emprisonnement d'un mois aux travaux forcés. Celui que l'on trouve errant la nuit, logeant ou dormant dans les cabarets ou autres maisons suspectes, ou même en plein air, sans pouvoir justifier de lui-même; celui qu'on trouve muni d'une arme ou même d'un instrument tranchant, propre à commettre une effraction ou un meurtre, sont regardés comme suspects, et encourent la peine des travaux forcés à temps. Les femmes convaincues de vagabondage sont sujettes aux mêmes peines; et ceux qui donnent asile aux vagabonds, sont passibles d'une amende de 500 piastres au plus.

Quiconque demande l'aumône, est puni comme vagabond, s'il n'est muni d'une permission de deux juges-de-paix, attestant les infirmités du mendiant.

Le Code Noir garantit aux esclaves la libre jouissance du dimanche; mais il est permis de les faire travailler ce jour-là, en leur donnant quatre escalins. Les domestiques, postillons, hospitaliers, porteurs de légumes au marché, sont exclus de cette disposition.

Il alloue à chaque esclave, un baril de maïs par mois, une chopine de sel, ou une portion de terre pour la cultiver; il alloue une chemise et une culotte de toile pour l'été, une chemise de flanelle, un pantalon en laine et une capotte, ou *capot*, pour l'hiver. Les infirmes, les vieillards impotents, les aveugles doivent être entretenus et nourris aux dépens du maître, sous peine d'une amende de 25 piastres pour chaque contravention.

Le maître ne peut se décharger de la nourriture de ses esclaves, en leur laissant une journée pour travailler pour leur compte.

On doit donner aux esclaves une demi-heure pour le déjeuner et deux heures pour le dîner.

Les enfants au-dessous de dix ans ne peuvent être vendus séparément de leur mère.

Un maître ne peut louer ses esclaves à eux-mêmes, sous peine d'une amende de 25 piastres.

Les esclaves ne peuvent rien posséder, rien vendre, ni porter des armes, ni chasser, sans la permission de leur maître. Ils ne peuvent être ni parties, ni témoins, en matière civile ou criminelle.

Le maître est obligé de payer le vol de ses esclaves, à moins qu'ils ne soient marrons et déclarés comme tels.

Un esclave trouvé à cheval sans la permission

de son maître, peut être arrêté et puni de vingt-cinq coups de fouet, et renvoyé à son maître, qui est obligé de payer un escalin par mille, pour la conduite.

Tout individu qui arrête un nègre marron sur le chemin, a droit à trois piastres; dans le bois, à dix piastres, qui lui sont payées par le geôlier de la prison où il le conduit, ainsi que le millage, qui est de 50 sous par mille.

L'esclave qui n'est pas réclamé par son maître, au bout de deux ans à dater du premier avis, est vendu par le shériff de la paroisse, et la somme versée dans la caisse de l'Etat.

Nul ne peut donner un permis à un esclave, s'il ne lui appartient pas, sous peine d'une amende de 50 piastres.

Nul ne peut frapper un esclave employé au service de son maître, sous peine d'une amende de 10 piastres.

Mais tout individu qui trouve un esclave éloigné de l'habitation de son maître, peut l'arrêter, le punir, le tuer même, s'il fait résistance ou le frappe.

Celui qui blesse un esclave est tenu de payer au maître deux piastres pour chaque journée que l'esclave a perdue. Si l'esclave est estropié pour toujours, le coupable doit en payer la valeur au maître, et le nourrir lui-même le reste de sa vie.

Mais il est permis de faire feu sur un esclave marron, ainsi que sur celui qui refuse de s'arrêter.

Un individu blessé par un esclave marron qu'il poursuit, est indemnisé par l'Etat; s'il est tué, ses héritiers ont droit à l'indemnité.

Un propriétaire ayant des esclaves marrons, peut les chercher ou les faire chercher, par des personnes blanches, jusque dans les camps des

autres habitants, sans leur permission, excepté dans les maisons et autres lieux fermant à clé.

Un maître qui maltraite ses esclaves, leur refuse la nourriture et les vêtements nécessaires, peut être poursuivi sur la dénonciation d'une ou plusieurs personnes, devant un juge-de-paix, et condamné à 25 piastres pour chaque contravention. Le juge peut donner tels ordres qu'il jugera convenables au soulagement des esclaves; mais le maître inculpé a toujours le droit de prouver son innocence, en prêtant serment, à moins qu'il ne soit fourni contre lui des preuves positives.

Les gens de couleur libres qui manquent de respect aux blancs, veulent s'égaliser à eux, les insultent ou les frappent, sont punis d'un emprisonnement équivalent à l'offense.

Un esclave accusé de crimes, doit être jugé avant trois jours révolus depuis son arrestation, par un tribunal composé de trois ou cinq franc-tenanciers, qui ne soient ni propriétaires de l'esclave, ni même parents de son maître au quatrième degré. Ce tribunal est présidé par le juge de paroisse ou deux juges-de-paix.

Le juge et deux habitants peuvent porter une sentence de mort contre un esclave, ou même contre un homme de couleur libre, qui a droit au jugement par jury devant les tribunaux ordinaires.

L'Indien, l'homme de couleur, libre ou esclave, sont punis de mort, s'ils brûlent un édifice, une maison, un gerbier de grains; s'ils empoisonnent ou tuent quelqu'un; s'ils violent une femme blanche.

L'Indien ou l'homme de couleur libre qui enlève un esclave, est condamné à deux années de travaux forcés, s'il en paie la valeur; dans le cas contraire, la punition est double.



L'esclave qui blesse, avec préméditation, son maître, sa maîtresse ou leurs enfants, est puni de mort.

L'esclave qui frappe ou fait frapper un commandeur, libre ou esclave, reçoit vingt-cinq coups de fouet; s'il y a effusion de sang, la punition est double; s'il tue, il est puni de mort. Cette peine est également applicable à l'esclave qui se révolte ou excite une insurrection.

Un esclave mis à mort n'est pas tout à fait perdu pour son maître, qui reçoit de l'Etat une indemnisation de 500 piastres. En 1813, cette somme est réduite à 300 piastres.

Le maître qui fait évader son esclave, ou celui d'un autre, accusé de délit, est passible d'une amende de 200 piastres; si le crime est capital, l'amende est de 1,000 piastres.

L'esclave coupable d'avoir frappé un blanc pour la troisième fois est puni de mort.

Le maître qui tue malicieusement son esclave ou celui d'un autre, est jugé et condamné conformément aux lois du territoire.

Le maître qui punit brutalement son esclave, est passible d'une amende de 200 à 500 piastres.

Le maître entre les mains duquel un esclave a été trouvé mutilé ou horriblement maltraité, est responsable de ce crime, à moins qu'il ne s'en disculpe par un bon témoignage, ou seulement par son propre serment devant la cour où il est traduit.

Nul ne peut laisser son habitation à la charge d'un esclave, sous peine d'une amende de 50 piastres.

L'esclave qui découvre un complot ou une insurrection, reçoit sa liberté en récompense.

L'homme libre est récompensé par l'Etat.

Les limites de la Louisiane, mal dessinées,

amenèrent des négociations entre l'Espagne et les Etats-Unis. Les habitants du Mexique, voyant d'un œil inquiet les Anglo-Américains sur le Mississippi, poussèrent leurs excursions jusqu'aux portes de Natchitoches. Bientôt les deux nations appuyèrent leurs prétentions avec des baïonnettes. Wilkinson, à la tête de quelques troupes américaines, Cordero et Herrera, commandant chacun un corps d'Espagnols, allaient en venir aux mains sur la Sabine, lorsqu'on apprit tout à coup la nouvelle de la conspiration de Burr. Wilkinson conclut sur-le-champ un arrangement avec les Espagnols, par lequel la Sabine devait servir de limite entre les deux puissances, et se rendit à grands journées à la Nouvelle-Orléans, où l'alarme avait gagné tous les esprits.

On disait que la conspiration de Burr étendait ses ramifications depuis la Nouvelle-Orléans jusqu'à New-York, par les états de la vallée de l'Ohio; que sept à huit mille hommes y étaient engagés, la plupart gens sans aveu, ayant tout à gagner et rien à perdre. Leur but était de s'emparer de la capitale de la Louisiane, piller les banques, opérer une séparation des Etats de l'ouest d'avec ceux de l'Atlantique, et, en cas de non réussite, se jeter sur le Mexique, où ils avaient un fort parti, afin d'y proclamer l'indépendance. Les Anglais, ajoutait-on, devaient y coopérer de leurs forces navales, stationnées aux Antilles.

Aaron Burr, homme d'une ambition, d'une intrépidité, d'une énergie sans égales, avait joui d'une telle popularité, qu'il avait concouru à la présidence des Etats-Unis avec le célèbre Jefferson. Aucun d'eux ne réunit la majorité requise, et le Sénat ayant eu à décider, nomma Jefferson. Burr, piqué au vif, accepta cependant la vice-

présidence, qui lui revenait de droit. Quelque temps après, s'étant pris de querelle avec le général Hamilton, un des héros de la guerre de l'Indépendance, il le tua en duel, et toute sa popularité s'évanouit. Aux élections suivantes, il fut privé de la vice-présidence. L'amertume dont son cœur fut abreuvé dégénéra bientôt en haine contre sa patrie. Politique profond, il sut habilement choisir le théâtre de son entreprise audacieuse, se créer un parti, et surtout se l'attacher par des liens indissolubles. Grand diplomate, il noua dans le Mexique des trames qui devaient lui assurer des succès brillants ou une mort célèbre. Légiste subtil, il ne se compromît jamais assez dans ses préparatifs pour se placer sous le coup de la loi.

Saisissant le prétexte de l'établissement d'une colonie sur l'Ouachita, dans les concessions du baron de Bastrop, il préparait dans l'ombre la ruine de sa patrie. Le Kentucky, qui chercha vainement un motif pour le faire arrêter, souleva à la fin des sympathies en faveur du conspirateur. Le gouverneur du territoire du Mississipi, refusant à Wilkinson une levée d'hommes, excita l'indignation de la Nouvelle-Orléans, qui prit sur elle le soin de l'arrestation du nouveau Catilina. Tous les matelots marchands furent enrôlés au service des Etats-Unis; on ouvrit une souscription pourvoyant à tous les besoins, qui fut aussitôt remplie. Wilkinson recommanda vainement à la cour suprême l'arrestation de Bollman, agent de Burr, ainsi que la publication d'une proclamation contre Burr lui-même. On lui répondit d'agir à sa volonté. Aussitôt le général fit jeter Bollman en prison, en faveur duquel la cour suprême lança en vain un *writ d'habeas corpus*. En vain Workman, juge du

comté d'Orléans, demanda l'élargissement de Swartout, complice de Burr, détenu à bord d'une barque canonnière mouillée en face de la ville. Ogden, qui avait partagé le sort de ce prisonnier, fut seul mis en liberté. Le lendemain, Ogden fut arrêté de nouveau, avec le nommé Alexander, par les ordres de Wilkinson, qui refusa de les mettre en liberté sur un *writ* du juge Workman. Livingston demanda à Claiborne l'arrestation du général Wilkinson, demande appuyée de toute la logique du juge de comté.

Un autre incident vint compliquer les troubles : le général Adair, arrivé du Tennessee, ayant dit qu'il avait laissé Burr à Nashville, fut arrêté par un aide-de-camp de Wilkinson, à la tête d'un détachement de cent vingt hommes. En même temps Bradford, Kerr et le juge Workman furent incarcérés. Le général fit relâcher le premier; la cour de district des Etats-Unis obtint l'élargissement des deux autres. La législature siégeait; elle refusa à Claiborne la suspension du droit d'*habeas corpus*, qu'il demandait ardemment, blâma la conduite du général des Etats-Unis, et voulait qu'elle fût l'objet d'une enquête. Workman, irrité, ne pouvant se faire entendre de Claiborne, envoya sa démission.

Cependant Burr venait d'être arrêté à Natchez, et mis en liberté sous caution; il prit la fuite. Une proclamation lancée contre lui par le gouverneur, offrait deux mille piastres pour son arrestation. Il fut pris à Fort-Stoddard, peu de temps après envoyé à Richemond, en Virginie, et acquitté par le petit jury.

Le crime de haute trahison, dont il s'était rendu coupable, ayant été abandonné faute de preuves, l'accusation ne roula que sur l'organi-

sation d'une tentative contre une nation amie, qui tomba également.

Wilkinson, mis en accusation l'année suivante comme pensionnaire de l'Espagne et complice de Burr lui-même, trouva des ennemis, entre autres Clark, délégué au congrès du territoire d'Orléans, qui portèrent contre lui des témoignages semblables; mais il ne laissa pas d'être absous.

1807. Les lois suivantes furent promulguées cette année :

Celui qui recèle un esclave et le fait travailler, s'expose à payer deux piastres pour chaque jour d'absence de l'esclave de chez son maître.

Nul ne doit souffrir chez soi des rassemblements ou des danses d'esclaves.

Un esclave ne peut être affranchi qu'à l'âge de trente ans; il doit avoir une conduite honnête, être exempt de marronnage, de vol et de tout crime, pendant les quatre années qui précèdent son affranchissement. Il est dispensé de toutes ces conditions quand il a sauvé la vie à son maître, sa maîtresse, ou leurs enfants. On ne peut affranchir un esclave sur lequel un mineur a des droits, sous peine d'une amende de 100 piastres, pour le juge aussi bien que le maître.

En cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse ou de démence, le maître doit nourrir et entretenir l'affranchi.

La déclaration du maître pour l'affranchissement de l'esclave, doit être faite par devant le juge de paroisse.

Le mariage fut considéré comme un contrat civil; contrat dont la durée est celle de la vie de l'un des époux, mais qui peut être dissous par la loi.

Aucun mariage n'est valide, si les parties n'y ont donné un consentement libre; les personnes libres et les esclaves ne peuvent contracter mariage ensemble.

Les père et mère dont les enfants se marient sans leur consentement, ont le droit de poursuivre en dommages-intérêts le juge qui a donné la licence et le prêtre qui a célébré le mariage, et en outre de déshériter leurs enfans.

Nulle personne autorisée à marier, ne peut célébrer un mariage, si les parties ne lui produisent une licence du juge de paroisse, sous peine d'une amende de 5,000 piastres, et d'une détention de deux ans, si la cour le juge à propos.

Un prêtre d'une religion quelconque, un juge de paix, munis d'une licence, peuvent célébrer un mariage.

Il est permis aux Quakers et aux Mennonites de célébrer leurs mariages selon les rites de leurs religions respectives.

Le mari et la femme contractent par le mariage l'obligation de nourrir et élever leurs enfans. Les enfans doivent les aliments à leurs père et mère, et aux ascendans dans le besoin.

Les gendres et les belle-filles doivent les aliments à leurs beau-pères et belle-mères.

Le mari et la femme se doivent mutuellement secours, fidélité et assistance. La femme est obligée de suivre partout son mari, qui doit lui fournir selon ses moyens tout ce qui lui est nécessaire. La femme séparée de biens de son mari, ne peut, sans son consentement, aliéner ou hypothéquer ses biens; si le mari s'y refuse, l'autorisation du juge y supplée.

1808. L'avocat qui fomenté un procès, ou consent un agrément par lequel une portion de la

propriété en litige lui est accordée, est déclaré incapable de pratiquer dans aucune cour du territoire. Si un avocat laisse perdre une cause par son absence ou sa négligence, il est condamné à payer les frais du procès, ainsi que les dommages encourus par son client; s'il garde l'argent reçu pour son client, il est rayé du tableau de son ordre.

Les honoraires d'un avocat sont de seize piastres, pour chaque cause commencée et poursuivie dans les cours supérieures ou de circuit du territoire. Dans les cours de paroisse, ils ne sont que de cinq piastres pour chaque cause. En 1809, ils furent fixés à onze piastres indistinctement pour toutes les causes.

Cependant la bonne harmonie entre les Etats-Unis et l'Angleterre s'affaiblissait de jour en jour. Il fallait une guerre entre les deux nations, pour donner pleine décision à la grande querelle de l'Indépendance. Un concentration de forces à Halifax en Nouvelle-Ecosse, de la part de l'Angleterre, détermina le président de la république, à établir un camp dans les environs de la Nouvelle-Orléans, point de mire du gouvernement britannique.

1809. Wilkinson, chargé de sa formation, cantonna sept cents hommes sous les Chênes-Verts, au bord du fleuve et à la tête du chemin de la Terre-aux-Bœufs, onze milles au-dessous de la Nouvelle-Orléans. Les chaleurs d'avril et une nourriture échauffante, engendrèrent des maladies qui en enlevèrent près de la moitié. Wilkinson, que ses ennemis accusèrent de ce désastre, ainsi que de complicité avec Burr, et de connivence avec l'Espagne, fut traduit devant une cour martiale et acquitté pour la seconde fois.

Cette même année, environ 5,800 personnes de toutes couleurs, abandonnèrent l'île de Cuba, où elles s'étaient fixées après les désastres de Saint-Domingue, et s'établirent en Louisiane.

La législature décréta qu'un esclave importé d'un pays étranger à la Louisiane, serait vendu au profit de l'état; qu'un esclave coupable d'un crime capital dans un autre pays, et introduit dans celui-ci, serait condamné aux travaux forcés à perpétuité; et que l'importeur serait passible d'une amende de mille piastres par chaque nègre coupable qu'il aurait introduit.

1810. Il fut décrété cette année, que l'acquéreur d'un esclave coupable de crime dans un autre état, pourrait maintenir contre le vendeur une action rédhibitoire; et que, dans les causes civiles, les parties auraient le droit de récuser chacune trois jurés.

L'Espagne, en dépit du traité de Saint-Ildephonse, retenait encore deux parties essentielles de la Louisiane, le territoire de Bâton-Rouge et celui de la Mobile. Les habitants de ce premier territoire, presque tous Américains, s'insurgèrent, marchèrent sur le fort de Bâton-Rouge, dont ils se rendirent maîtres sans effusion de sang. Ensuite, s'assemblant en convention à Saint-Francisville, ils déclarèrent leur indépendance, firent une constitution, s'érigèrent en état et nommèrent leurs magistrats.

Madison en ayant eu connaissance, envoya des pouvoirs à Claiborne, qui prit possession du territoire au nom des Etats-Unis, et arbora leur drapeau à Saint-Francisville et Bâton-Rouge, aux acclamations des habitants. Ce territoire forme aujourd'hui les paroisses floridiennes de la Louisiane.



Une insurrection d'un autre genre éclata peu de temps après. Les nègres d'une habitation de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, se levant en masse, entraînèrent dans leur révolte les nègres du voisinage, et marchèrent sur la Nouvelle-Orléans, au nombre de cinq cents, tambour en tête et drapeaux déployés. Un seul individu, Trépagnier, les fit reculer. Une poignée de planteurs les défit, avant l'arrivée de la milice et de la troupe de ligne. Ils avaient incendié quatre ou cinq habitations. Seize de ces misérables expirèrent sur la potence, et leurs têtes, attachées au bout d'une perche, furent placées de distance en distance le long du fleuve.

Pour suppléer à la rareté du numéraire, la législature établit deux banques : celle d'Orléans, avec un capital de 500,000 piastres, et celle des Habitants, capital 600,000. La durée de leurs chartes devait être de quinze ans. La première fut prolongée, en 1823, jusqu'en 1847; la seconde fit faillite et n'existe plus.

Les maisons publiques furent mises sous la surveillance immédiate de la police de la ville; les jeux de hasard abolis, et ceux qui les tiennent, condamnés à une amende qui n'excède pas 1,000 piastres, et à défaut de paiement de cette somme, emprisonnés pendant six mois au plus.

Un homme de génie, Fulton, né en Pennsylvanie, avait inventé, ou plutôt perfectionné les bateaux à vapeur, la plus belle découverte du siècle, et celle qui a donné naissance aux chemins de fer. Fulton fit sa première expérience sur un petit bateau en cuivre sur la Seine, à Paris, en 1805. Jonathan Hulls avait fait connaître ce moyen de navigation aux Anglais, en 1737; l'abbé Arnal aux Français, en 1781, et Rumsey aux habitants de l'Union, en 1784. Mais on l'avait

abandonné. Fulton en fit une application plus étendue et plus active, et son entreprise fut couronnée du plus heureux succès.

Pour donner à ce grand homme une marque de sa reconnaissance, la législature lui accorda pour dix-huit ans, conjointement avec Livingston qui s'était également occupé d'une invention pareille, le privilège pour la navigation à la vapeur sur toutes les eaux du territoire.

Fulton mourut en 1815. On dit que sa vie fut abrégée par le chagrin qu'il eut de voir d'autres bateaux que les siens, construits d'après le même modèle, sur les rivières, où il devait avoir le privilège exclusif de cette entreprise.

1811. Un acte du Congrès, en date du 11 février, érigea le territoire d'Orléans en Etat, et rendit ses habitants aptes à rédiger une constitution. Cette constitution devait être républicaine, basée sur celle des Etats-Unis, reposer sur les principes de la tolérance, garantir aux citoyens le droit d'*habeas corpus*, et celui d'être jugés par leurs pairs. Elle devait en outre proscrire la langue française, et assurer aux Etats-Unis la libre possession des terres vacantes, exemptes de taxes et de toute rétribution quelconque. Peu de temps après, cette constitution fut consentie, telle que le Congrès l'avait exigée, par quarante-un mandataires du peuple, asssemblés en convention, et rendirent son nom à la Louisiane.

La constitution divise les pouvoirs du gouvernement en trois départements distincts : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir législatif se partage en deux branches : le Sénat et la Chambre des Représentants. Ces deux corps réunis forment l'assemblée générale.

Les sénateurs sont élus pour quatre ans; chaque district sénatorial en fournit un. Tous les deux ans, la moitié du Sénat se renouvelle. Un sénateur doit être âgé de vingt-sept ans; posséder une propriété de la valeur de mille piastres, dans le district qui le nomme; avoir résidé un an dans ce même district, et dans l'Etat, durant les quatre années qui ont précédé son élection.

Les représentants sont élus pour deux ans : leur nombre ne doit pas dépasser cinquante. La représentation également répartie, est déterminée d'après le nombre des électeurs. Un représentant doit avoir vingt-un ans au moins; être propriétaire d'un bien fonds de la valeur de cinq cents piastres; il n'est éligible qu'après avoir résidé les deux années antérieures à son élection, dans l'Etat, et un an dans la paroisse qui le choisit. La moitié de la chambre des représentants se renouvelle tous les ans.

Les membres de l'assemblée générale reçoivent un salaire de quatre piastres par séance; leur personne est inviolable tout le temps de la session, et ils ne sont nullement responsables de leurs opinions ou de leurs discours; mais ils ne sont éligibles à aucune place lucrative dans l'Etat pendant la durée de leur charge, ni pendant l'année qui la suit, excepté aux emplois qui dépendent des suffrages du peuple.

Aucun prêtre ou ministre d'une secte ou société religieuse quelconque, n'est apte à remplir une place à l'assemblée générale, ou à posséder un emploi lucratif ou de confiance dans l'Etat. Aucun collecteur de taxes d'état n'est éligible, s'il n'a obtenu une quittance de décharge de comptes.

Pour avoir force de loi, un bill doit être lu et discuté librement dans les deux chambres, pen-

dant trois fois, en trois jours différents, à moins que les quatre cinquièmes d'une chambre ne le dispense des réglemens ordinaires; il faut qu'il soit en outre soumis à la sanction du gouverneur, et s'il le rejette en le frappant de son *veto*, le bill, pris de nouveau en considération par les deux chambres séparées, et adopté par les deux tiers des membres élus de chacune d'elles, devient une loi, nonobstant le *veto* de l'exécutif.

Le pouvoir exécutif est confié à un magistrat suprême, intitulé gouverneur, âgé de trente-cinq ans au moins, élu pour quatre ans, et non éligible pour les quatre années qui suivent celles de son gouvernement. C'est le peuple qui le désigne, et l'assemblée législative qui le nomme. Il commande en chef la milice, les troupes de terre et de mer, excepté pendant la guerre, à moins qu'il n'y soit autorisé par l'assemblée générale. Il nomme, de l'avis et consentement du Sénat, à toutes les charges qui dépendent de l'Etat. Il peut convoquer l'assemblée générale en session extraordinaire, et désapprouver, d'après son droit de *veto*, les actes émanés de ce corps, qui doivent être soumis à sa sanction avant d'avoir force de loi. Il veille au maintien des lois, à l'organisation et la discipline de la milice. Il a le droit de remettre les amendes, les confiscations, d'accorder un sursis et même la grâce d'un condamné, si le Sénat y consent. Mais il peut être destitué pour prévarication ou inconduite, par les deux tiers des membres présents du Sénat, devant lequel il est traduit, en vertu d'un acte de destitution (*empeachment*) émané de la chambre des représentants.

Le pouvoir judiciaire est confié à une cour suprême et à des cours inférieures. La cour suprême doit se composer de trois ou de cinq juges;

elle n'a qu'une juridiction d'appel, s'étendant à tous les cas civils dont la somme en litige s'élève au-dessus de 300 piastres; elle tient ses séances à la Nouvelle-Orléans pour le district oriental, et aux Opelousas pour le district occidental. Ces juges ont un salaire annuel de 5,000 piastres chacun. Ils sont inamovibles; mais ils peuvent être destitués pour prévarication, à la demande des trois quarts des membres des deux chambres, ainsi que les juges des cours inférieures, qui, les uns comme les autres, doivent veiller au maintien du bon ordre dans tout l'Etat.

## ESQUISSE SEIZIEME.

### LA LOUISIANE LIBRE ET VICTORIEUSE.

[*Quatre ans.*]

1812. En sanctionnant les actes de la convention, le Congrès annexa à l'état de la Louisiane le territoire au nord de l'Iberville, jusqu'à la rivière aux Perles et au trente-unième degré de latitude, lequel n'avait pas été compris dans les limites décrites par la convention, où il n'avait envoyé aucun mandataire. La convention avait décrété que quatorze sénateurs, égaux en nombre aux districts sénatoriaux, formeraient seuls la chambre haute; l'annexion de ce territoire donna trois nouveaux membres, qui, nonobstant ce décret, siègent au sénat de la Louisiane.

Elle était à peine constituée, qu'un bateau à vapeur, le premier qu'on eût vu sur le Mississippi, vint en moins de onze jours de Pittsburgh à la Nouvelle-Orléans, comme pour rendre hommage

au nouvel Etat. Ce spectacle, nouveau alors, est bien commun aujourd'hui, 1840, où plus de seize cents bateaux à vapeur parcourent les eaux de la Louisiane !

La première assemblée législative se réunit en juin, neuf jours après la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Angleterre. Des actes de piraterie sans nombre, le pavillon étoilé insulté, l'affreux système de la presse, qui retenait sur les vaisseaux anglais plus de huit mille matelots américains, telles furent les causes qui portèrent la jeune Amérique à jeter le gant à son ancienne métropole, aux cris de : " Liberté des mers ! "

Claiborne et le général Villeré, fils de la victime d'O'Reilly, étaient les candidats du peuple au gouvernement; la législature nomma Claiborne qui avait réuni le plus de suffrages; Claiborne, dont l'administration impartiale et paternelle avait concilié tous les partis.

La législature composa la cour suprême de trois juges, autorisa le gouverneur à faire marcher la milice dans les limites de l'Etat seulement, en cas d'invasion, insurrection, ou danger imminent; mais ne lui permit pas de la retenir plus de trois mois sous les drapeaux, excepté en temps de guerre, où son service pouvait être prolongé de soixante jours. La milice en activité de service devait recevoir la paie du soldat et s'assujettir à la discipline militaire.

Déjà Harrison, en 1811, avait battu, à Tippecanoe, les Indiens, cette avant-garde britannique. Le Canada avait été envahi, puis évacué par Hull, gouverneur de l'Ohio, qui s'était vu forcer à capituler à Détroit, en Michigan. La Louisiane encore tranquille, ne fut troublée un moment que par un affreux ouragan, le plus fort qui ait ravagé le pays. Il renversa dans la Nouvelle-Or-

léans un grand nombre de maisons et une halle entière.

La marine des Etats--Unis, que les Anglais s'étaient flattés de pouvoir chasser de toutes les mers, se mit alors en évidence. Si un Hull essuya un premier échec sur terre, ce fut un Hull qui sur mer gagna la première victoire. Le frère du gouverneur de l'Ohio, capitaine de la frégate la *Constitution*, s'empara en vingt minutes de la frégate anglaise la *Guerrière*. Bainbridge, Decatur, Porter et Jones, se couvrirent de gloire en enlevant des vaisseaux aux Anglais.

1813. Wilkinson, en Louisiane depuis l'année précédente, revêtu d'un commandement militaire, reçut l'ordre du président de s'emparer du fort de Chartres de Mobile, encore au pouvoir des Espagnols. De concert avec le commodore Shaw, il enleva en passant l'île Dauphine, et prit un bâtiment chargé de ravitailler le fort. Le commandant espagnol, sans provisions, fut obligé de se rendre. Une partie de l'artillerie du fort Charlotte, qui était nombreuse, servit à l'armement du petit fort Boyer, que Wilkinson construisit à la pointe de la baie de la Mobile.

Après de nouveaux échecs dans le Canada, où le général Harrison reprit enfin l'offensive, la fortune des armes se déclara en faveur des républicains. Le jeune et héroïque Perry captura, sur le lac Erié, une flotille britannique; les Anglais et les Indiens furent écrasés par Harrison sur la Thames, en Canada, où le fameux chef indien Tecumseh trouva la mort. On parvint encore à se rendre maître de la navigation du lac Ontario.

D'un autre côté, les forces navales de l'Angleterre, sous les ordres de Hardy, concentrées

dans la Chesapeake, portèrent le fer et le feu sur les côtes atlantiques. Une autre flotille anglaise parut sur le lac Champlain, suivie bientôt d'une armée de quatorze mille combattants. Les Américains se fortifièrent de leurs dangers. Les états du New-England, dont le commerce souffrait, étaient restés simples spectateurs de cette lutte; ils mirent alors dans la balance leurs milices bien aguerries. L'incendie de la ville de Washington souleva avec tant de force l'indignation américaine contre les Vandales insulaires, qu'ils furent repoussés avec perte à Baltimore et à Plattsburgh.

1814. Alors les forces britanniques se dirigèrent vers le sud, où elles anticipaient les plus brillants succès. Le plan des envahisseurs fut bientôt exécuté. Jackson, vainqueur des Creeks, ou Muscogais, à Tallushatché, Talledega et *Horse-Shoe-Bend*, maître de Pensacola presque sans coup férir, où les Espagnols avaient admis les Anglais, reçut immédiatement l'ordre de se rendre à la Nouvelle-Orléans.

Tous les préparatifs d'une longue défense se faisaient dans cette capitale, dont les forces n'étaient encore que de sept cents hommes de troupes de ligne, mille miliciens mal armés, et cent cinquante matelots ou canonniers de marine; mais on attendait deux mille cinq cents *riflemen* du Tennessee, commandés par Coffee et Carroll. Thomas descendait également le fleuve à la tête de deux mille Kentuckiens.

Cependant la flotte britannique, aux ordres de l'amiral Cochrane, était sur les eaux de la Louisiane, cherchant un lieu de débarquement. Un forban audacieux, Lafitte, occupait la baie de Barrataria; les Anglais ne dédaignèrent pas son alliance et cherchèrent à se l'attacher par les



promesses les plus séduisantes. Le gouvernement de la Louisiane avait mis sa tête à prix. Lafitte repoussa les offres de l'Angleterre, en donna connaissance à Claiborne, implorant son pardon, et briguant l'honneur de servir la cause de la liberté. Le gouverneur et le général Villeré voulaient accepter des offres si généreuses; la législature, qui siégeait, s'y opposa fortement, sans doute pour ne pas confier sa cause sacrée en des mains si viles; elle ordonna même au commodore Patterson de chasser le pirate, qui n'attendit pas son arrivée. On ne trouva à Barrataria que des canons abandonnés et des cabanes désertes qui furent livrées aux flammes.

Ces choses se passaient avant l'arrivée du général Jackson. Le premier soin de ce commandant en chef, après avoir visité tous les lieux attaquables, fut d'envoyer Jones, à la tête d'une flotille, d'une goëlette de guerre et de cinq chaloupes canonnières, reconnaître l'ennemi, et surtout défendre les Rigolets, la principale passe entre le Pontchartrain et le lac Borgne. L'ennemi parut, attaqua Jones, qui fut blessé, ainsi que Parker, qui lui avait succédé au commandement, et se rendit maître de la flotille, dont la perte laissa la Nouvelle-Orléans à découvert.

Dans ces circonstances, Jackson demanda la suspension du writ de l'*habeas corpus* à la législature, qui le refusa. Il obtint de Claiborne la convocation de la milice en masse. Tous les citoyens s'enrôlèrent avec joie pour repousser de fourbes envahisseurs. La loi martiale fut proclamée; la législature autorisa le général en chef à appeler sous ses drapeaux la bande de Lafitte, à qui le pardon fut promis. Mais ce que le commandant désirait surtout, c'était l'ajournement

de l'assemblée générale, qui, selon lui, paralysait tous ses plans; il ne put l'obtenir.

L'arrivée des troupes du Tennessee et du Kentucky vint augmenter la confiance. La Nouvelle-Orléans put alors compter plus de six mille défenseurs effectifs. Il faisait froid; ces milices étaient mal vêtues. L'assemblée mit à la disposition d'un comité 8,000 piastres pour les besoins pressants de l'armée; elle requit des habitants toutes les étoffes et les couvertures en laine qui se trouvaient dans la ville. Les négociants et les marchands, se mettant à contribution eux-mêmes, livrèrent plusieurs caisses de souliers, de chapeaux, et un grand nombre de matelas; les habitants de quelques paroisses envoyèrent 4,000 piastres. Les dames se firent un devoir, un plaisir, de mettre la main aux vêtements de leurs défenseurs; elles préparèrent pour les blessés de la charpie, des médicaments, des chambres confortables. Les enfants eux-mêmes firent les cartouches et coulèrent les balles. Jamais l'enthousiasme n'avait été si unanime et si grand dans une cité composée de peuples hétérogènes, mais dont la plus forte partie était française d'origine ou de naissance.

Le 23 décembre, à minuit, neuf soldats de milice, stationnés à un village de pêcheurs abandonné, sur le bayou Mazent, près du lac Borgne, aperçurent cinq berges pleines de soldats, avec du canon, qui venaient à eux. Ils se cachèrent en vain, on les fit prisonniers; un seul parvint à s'échapper, et mit trois jours pour se rendre en ville à travers la ciprière. Des pêcheurs espagnols avaient indiqué ce chemin à l'ennemi. Trois mille Anglais, sous les ordres du général Kean, débouchant par le bayou Mazent, le bayou Bienvenu, qui s'y jette, et le canal Villeré, qui aboutit à ce

dernier, cernèrent la maison de ce général, où était postée une compagnie de milice qu'ils firent prisonnière. Le jeune major Villeré, qui la commandait, s'esquiva par une fenêtre, sous le feu de plusieurs coups de pistolets dont il ne fut pas atteint, et parvint à gagner la Nouvelle-Orléans.

Jackson n'eut connaissance de la descente des Anglais qu'à deux heures après-midi. A leur rencontre furent envoyés un détachement de marins et un corps d'artillerie armé de deux pièces de campagne. A quatre heures, les volontaires du Tennessee, les riflemen d'Orléans, les dragons du Mississipi, avaient pris position à deux milles, au-dessous de la ville. Ils furent bientôt suivis du 44<sup>me</sup>. de ligne, d'un bataillon de la milice urbaine et de quelques compagnies d'hommes de couleur. Claiborne, à la tête de deux régimens de milice et d'une compagnie de cavalerie, couvrait la ville, posté sur le chemin de Gentilly.

Pendant les Anglais, campés sur l'habitation Villeré, près du fleuve, voyant un bâtiment jeter l'ancre à une portée de fusil, s'approchèrent de la levée pour l'examiner plus à leur aise. Ils prenaient pour un bâtiment marchand la goëlette la *Caroline*, de la marine des Etats-Unis, sous les ordres du commodore Patterson. Ils ne tardèrent pas à être persuadés du contraire, lorsqu'elle eut vomie un feu qui leur tua plus de cent hommes. En vain cherchèrent-ils à l'éloigner à coups de fusil et de fusées à la Congrève. Secondée du sloup la *Louisiane*, elle s'acquitta si bien de sa mission, qu'elle les délogea de leur camp.

Pendant que l'avant-garde américaine débusquait un avant-poste ennemi sur le chemin en face de la plantation Lacoste, le 7<sup>me</sup>. et le 44<sup>me</sup>. de ligne, les soldats de marine se rangèrent en

Bataille avec deux pièces de canon. Le combat s'engagea. L'ennemi, cherchant à prendre en flanc notre aile gauche, faisait perdre du terrain au 44me., lorsque arrivèrent deux bataillons de milice et quelques Indiens, contre lesquels les Anglais dirigèrent tous leurs coups; mais le feu des Américains était si bien nourri, que les envahisseurs battirent subitement en retraite, à la faveur de l'obscurité, augmentée par la fumée et le brouillard. Les Tennessiens voulaient charger l'ennemi en queue, de concert avec une compagnie de riflemen louisianais, qui pénétra dans son camp, où elle fit plusieurs prisonniers. Malheureusement, rencontrant sur ses pas un corps d'Anglais trois fois plus fort, qui se retirait, elle le prit pour des Américains, et fut toute enlevée. Ceux du Tennessee, adossés au fleuve, continuèrent un feu terrible, qui ne cessa qu'à neuf heures et demie.

Deux heures après, une vive fusillade se fit entendre dans la direction de la plantation Jumonville, au-dessous de la plantation Villéré. C'était la division louisianaise de Morgan, qui, campée sur la rive droite du Mississipi, demanda à grands cris à passer sur la rive opposée, pour prendre part au combat, dont elle voyait le feu. Le général, cédant à ses instances, n'eut que le temps d'échanger quelques coups de fusil avec un détachement anglais, dont il fut bientôt séparé par les ténèbres de la nuit.

Telle fut l'issue du combat du 23 décembre, où les Anglais, au nombre de cinq mille, perdirent plus de quatre cents hommes; tandis que les Américains, qui n'avaient que deux mille combattants, ne comptèrent que cent quarante hommes tués ou blessés, et soixante-quinze prisonniers.

Une compagnie de Louisianais, commandée par Saint-Gême, se retranchant, cette même nuit, sur le canal Rodriguez, deux milles au-dessus du lieu du combat, donna l'idée à Jackson, le lendemain, d'y établir sa ligne de défense. Il ne laissa en face de l'ennemi que deux compagnies de cavalerie. Le canal fut élargi, creusé; on éleva au bord un fort parapet en terre, coupé d'embrasures de distance en distance, dont le revêtement et les courtines étaient faits avec des balles de coton; dix-huit pièces de canon et un obus y furent braqués. Un arpent et demi plus bas, on fit une saignée à la levée, par laquelle le fleuve, s'épanchant avec rapidité, changea bientôt la plaine en une nappe d'eau de trente pouces de profondeur.

Cette précaution fut nuisible : l'eau du fleuve augmentant celle du bayou, par où les Anglais étaient entrés, leur facilita les moyens de débarquer toute leur artillerie. Ils s'en servirent le 27 avec tant d'avantage, qu'ils brûlèrent la *Caroline*, dont l'équipage parvint à se sauver. Le sloup de guerre la *Louisiane*, le seul bâtiment qui restât aux Américains, eût subi le même sort, si l'on n'eût pris la précaution de l'éloigner.

Le lendemain au point du jour, l'ennemi dirigea contre le sloup de guerre et la ligne de défense, deux attaques simultanées, qui furent repoussées avec vigueur et lui firent perdre deux ou trois cents soldats. Jackson n'eut que dix-sept hommes tués ou blessés.

Le général en chef, dans ces entrefaites, reçut la visite de trois membres de l'assemblée législative, qui lui demandèrent quelle serait sa conduite s'il était forcé de battre en retraite. On avait entendu dire que Jackson, en cas de revers, voulait incendier la Nouvelle-Orléans, comme les

Russes avaient fait de Moscou, pour ne laisser aux ennemis ni vivres ni refuge. — “ Si je savais, ” répondit celui-ci, que mes cheveux connussent “ ma pensée, je les brûlerais sur-le-champ. Dans “ tous les cas, allez dire à l’honorable corps dont “ vous faites partie, que la session sera bien “ chaude si je viens à abandonner la ville. ”

Ces paroles disaient assez que, dans une défaite, la conduite de Jackson serait celle de Rostopschine.

Bientôt la nouvelle faussement répandue que les membres de l’assemblée générale parlaient de livrer la Louisiane aux Anglais, faillit d’entraîner des conséquences fâcheuses. Le général en chef, instruit par le colonel Declouet d’un complot qui n’avait jamais existé, ordonna à Claiborne de s’enquérir du fait, et, s’il était vrai, de faire sauter l’assemblée. Le gouverneur crut prendre des mesures préventives en faisant fermer le lieu de ses séances : les membres qui se présentèrent pour entrer trouvèrent à la porte des soldats qui leur croisèrent la baïonnette. On s’en plaignit au général en chef, qui fit cesser un ordre de choses si hostile et si préjudiciable à la cause de la liberté.

1815. Cependant les Anglais s’étaient préparés à une nouvelle attaque; ils avaient élevé, en face de notre ligne, des retranchements dont le revêtement des embrasures se formaient de boucants de sucre. Le 1er. janvier, à neuf heures du matin, comme l’épaisseur du brouillard se fut dissipée, trois batteries, l’une au bord de l’eau, l’autre au milieu de la plaine, une autre auprès de la forêt, armées de trente pièces de gros calibre, commencèrent contre la ligne américaine un feu terrible, accompagné d’un grand nombre de

fusées à la Congrève. Les républicains y répondirent avec tant de bonheur, qu'au bout d'une heure sept canons ennemis furent démontés. Quatre heures après, les Anglais abandonnèrent la batterie du bois; à trois heures du soir les deux autres se turent.

Mais le choc qui devait décider cette grande querelle se préparait insensiblement. Packenham, général en chef de l'armée britannique, et cousin de Wellington, parvenu à faire débarquer tout son monde (douze à quinze mille combattants) hâtait de tout son pouvoir le coup qui devait terminer sa carrière.

Le 8 janvier, au point du jour, deux fusées éclatant à la fois, l'une à l'aile gauche, l'autre à la droite, donnèrent le signal de la charge. L'armée anglaise entière s'ébranla avec tant de rapidité, au bruit d'une canonnade épouvantable et d'une pluie de fusées à la Congrève, que les avant-postes américains n'eurent que le temps de se replier. Le brouillard favorisait la marche des ennemis; on les aperçut enfin à peu de distance de la ligne, en colonnes serrées, sur une profondeur de soixante à quatre-vingts hommes, marchant d'un pas ferme et rapide, l'arme au bras, et portant des fascines et des échelles. Ils se partageaient en deux divisions, commandées par Gibbs et Kean, aux ordres de Packenham, l'une se dirigeant contre le centre de la ligne américaine, l'autre contre la redoute de la Levée, qu'on n'avait pas eu le temps d'achever. Mais les Américains les attendaient; des soldats de marine, les forbans de Lafitte, des réfugiés français, tous excellents artilleurs, étaient à leurs pièces. L'intervalle entre chaque embrasure se remplissait de riflemen louisianais, tennesseiens et kentuckiens, gens déterminés et tireurs ha-

biles, qui ne manquaient jamais le but. Disposés sur plusieurs rangs, les derniers devaient charger les armes et les passer aux autres, afin que le feu n'éprouvât aucun ralentissement. Sur les ailes et les derrières se déployait la cavalerie, prête à s'élancer sur les vaincus. Jackson, qui pouvait à peine contenir leur impatience, attendit que l'ennemi fût à bout portant; alors il donna le signal, auquel ses soldats répondirent par trois acclamations bruyantes, suivies d'un feu roulant de toute la ligne. Les balles, les boulets, la mitraille, tombant sur les envahisseurs comme la grêle, arrêterent un moment leur audace. Ils continuèrent cependant d'avancer, sans tirer un seul coup, au milieu du feu terrible qui les dévorait. Quelques-uns étaient parvenus au bord du fossé, lorsque, foudroyés par nos braves, ils se replièrent en désordre. Deux fois Packenham les ramena à la charge; la première, son cheval fut tué sous lui, la seconde, il reçut le coup mortel. Un moment après, Gibbs et Kean, blessés, furent emportés du champ de bataille. Ce fut le signal d'une retraite précipitée. Le général Lambert, accourant avec la réserve, voulut en vain les arrêter; ils l'entraînèrent à plus de six arpents du lieu du combat, où ils se reformèrent de nouveau et revinrent à la charge. Le feu des Américains, qui n'avait pas cessé, et qui marquait sa trace dans leurs rangs, comme l'ouragan dans la forêt, les força tout-à-fait à lâcher pied. Ils se retirèrent, laissant la place couverte de mourants et de morts.

Un seul corps de douze cents hommes, l'aile gauche de Kean, faillit de s'emparer de la redoute du fleuve. Le colonel Regnier, qui le commandait, malgré le feu du sloup de guerre et celui de la ligne, pénétra dans les retranchemens,



à la tête de ses gens. Un coup de feu le renversa mort sur une pièce de canon. Ce colonel Regnier était un émigré français; ses soldats se retirèrent plus vite qu'ils n'étaient venus.

Cette attaque de Packenham contre les Américains fut secondée par celle de Thornton contre la division Morgan, sur la rive droite du fleuve. Les troupes du premier s'élevaient à quinze cents hommes aguerris et bien armés; celles du second, à sept cents, et elles n'avaient la plupart que des piques et des fusils de chasse; les munitions de guerre même leur manquaient. L'avant-garde, enfoncée par les Anglais, se reforma derrière un moulin, et repoussa d'abord l'ennemi, qui revint à la charge. En ce moment, Morgan leur ordonna de battre en retraite. Thornton, avançant toujours, dirigea ses coups contre les Kentuckiens, qui lâchèrent pied, et emportèrent avec eux les autres bataillons. Mais leur retraite s'effectua en bon ordre.

A l'aspect de la déconfiture de l'armée de Packenham, Thornton s'arrêta et opéra bientôt sa retraite.

Telle fut l'issue de la fameuse bataille de la Plaine-Chalmette, que les Américains nomment bataille de la Nouvelle-Orléans. Elle coûta aux Anglais deux mille morts, sans compter les blessés et les prisonniers, et quatorze pièces de canon, et aux Américains, treize hommes, sept tués et six blessés. Elle n'avait duré que deux heures.

Les hommes qui se distinguèrent dans cette campagne mémorable furent les généraux Villeré, Carroll, Coffee, Garrigues-Flaujac, le colonel Delaronde, le commodore Patterson, les majors Lacoste, Plauché, Hinds, le capitaine Saint-Gême, les lieutenants Jones, Parker, Mazent; les braves Lafitte, Bluche, Dominique; le

colonel Savary, homme de couleur; et une foule de Louisianais, Tennesseis, Kentuckiens et Français qu'il serait trop long de mentionner.

On peut avancer que la grande querelle de l'Indépendance s'est décidée dans cette bataille mémorable, si, comme l'a dit Jefferson, la première guerre avec l'Angleterre n'a été que la "guerre de la Liberté."

Lambert, qui prit le commandement de l'armée expéditionnaire, sollicita de Jackson, pour enlever les blessés et enterrer les morts, une suspension d'armes de vingt-quatre heures, qui lui fut accordée. Le 18 au soir, les Anglais quittèrent le sol louisianais, qu'ils foulaient depuis près d'un mois, laissant au pouvoir des Américains un grand nombre de boulets et dix-huit blessés, dont deux officiers. Un des chirurgiens, chargés de les soigner, remit au général en chef une lettre de Lambert, dans laquelle il implorait sa protection pour les hommes qu'il laissait derrière lui, en l'assurant que toute tentative hostile contre la Nouvelle-Orléans était pour le moment ajournée.

Le même jour, l'escadre qui assiégeait le fort Saint-Philippe depuis le 9, mit également à la voile. Deux bombardes, un brick, une goëlette et un sloup de guerre, armés de canons et de mortiers de gros calibre, n'avaient pu s'emparer d'un fort défendu par quelques faibles pièces d'artillerie.

Jackson est le héros de cette guerre, comme Washington est le héros de la première guerre. Quelle distance entre ces deux hommes, qui sont parvenus aux mêmes honneurs et presque à la même célébrité! Ils ont bien tous deux une haute probité, une loyauté chevaleresque, le même génie

militaire et le même héroïsme; mais Washington possède ce courage calme qui fixe la victoire, Jackson ce courage téméraire qui la ravit. La temporisation prudente du premier, les combinaisons sages de ses manœuvres, triomphèrent de tous les obstacles et sauvèrent les Etats-Unis; en pareille circonstance, l'ardeur bouillante du second eût peut-être compromis l'avenir de la république, ou ne l'eût sauvée qu'à la manière des Scythes, en ravageant le pays. La fermeté, l'amour de la paix sont le partage de l'un; l'obstination, l'amour de la guerre et de la contradiction, celui de l'autre. Celui-ci a les passions violentes, celui-là pleines de modération; mais ils portent tous deux le même dévouement à la chose publique. Jackson, doué d'une grande sagacité sur le champ de bataille, en manque au cabinet; Washington en montre dans toutes les circonstances. Le premier connaît le peuple à fond; le second possède toutes les connaissances. L'un et l'autre ont su se faire également chérir de leurs soldats. Si l'un ne met en usage que les mesures de vigueur, l'autre n'emploie que les moyens les plus sages et les plus conciliants. Washington en impose par sa grandeur d'âme, Jackson par son inflexibilité. Le premier, avant d'agir, consulte l'opinion publique; le second ne suit que son opinion, et, quoique erronée, il l'impose aux masses. L'un fonde des institutions utiles, l'autre les renverse, au risque de ruiner son pays. Celui-ci, quand il lui plaît, foule aux pieds les droits et les libertés du peuple; celui-là sait toujours les respecter et les défendre. Le vainqueur de Cornwallis concilie les partis, apaise les troubles, se fait des amis; l'exterminateur de Pakenham aigrit les partis, jette des semences de troubles et se crée des ennemis. L'un mérite l'estime, de

toutes les nations par la sagesse de son gouvernement; l'autre les provoque, au risque d'allumer la guerre étrangère. Cependant l'un et l'autre ont été les élus et les idoles du peuple, tant les routes différentes conduisent au même but; on peut les regarder comme le type des qualités les plus opposées entre elles.

Jackson était venu à la Louisiane imbu de préventions contre tout ce qui ne parlait pas sa langue, ainsi que contre tous les officiers du gouvernement. Les gens qui l'entouraient et qu'il fréquenta l'entretenaient dans ces idées dangereuses. La Louisiane était remplie de Français dont peu s'étaient fait naturaliser citoyens américains. Le chevalier de Touzac, consul de France à la Nouvelle-Orléans, ne pouvant lui-même se mettre à leur tête pour repousser un ennemi avec qui sa nation était en paix, fit tous ses efforts pour engager ses compatriotes à prendre les armes. La guerre, une des vocations des Français, ne les trouva pas rebelles; tous s'enrôlèrent avec joie, laissant la plupart leurs familles dans le besoin, qui furent secourues par l'assemblée législative.

La guerre terminée, ils demandèrent à Jackson un congé qu'il leur refusa. Cependant la paix était faite avec l'Angleterre, depuis le 24 décembre, l'amiral Cochrane en avait donné avis au général en chef américain. Une gazette de Charleston avait répandu, le 22 février, cette heureuse nouvelle dans la Louisiane; mais aucune dépêche officielle n'en était encore parvenue à Jackson. Alors, se prévalant de leurs droits, les Français obtinrent de leur consul un certificat de leur qualité d'étrangers, sur lequel on leur accorda enfin l'objet de leur demande. A la fin

un si grand nombre se présenta, muni de ces pièces officielles, que le général en chef, pour y remédier, crut n'avoir rien de mieux à faire que d'exiler au-delà de Bâton-Rouge les congédiés, ainsi que le consul, qui s'était montré si facile à accorder des certificats. Il s'emporta même jusqu'à accuser ce dernier de connivence avec l'ennemi. La plupart de ces gens étaient pauvres et chargés de familles qui avaient vendu pour subsister leurs meubles les plus nécessaires. Quelle existence auraient-ils traînée à Bâton-Rouge, village sans ressources pour leur industrie. C'était les vouer à une mort certaine. En vain des personnes influentes firent-elles valoir toutes ces raisons auprès du général en chef; en vain lui représentèrent-elles les services qu'ils avaient rendus, ainsi que ceux qu'ils pouvaient encore rendre; en vain lui firent-elles concevoir qu'ils étaient les meilleurs artilleurs de l'armée, et que c'était à eux peut-être qu'il devait les lauriers dont son front était orné. Jackson fut inexorable. Pourtant il avait dit en les voyant combattre : " Je donnerais mon bras droit pour parler la langue de ces braves gens." Mais le vainqueur des Indiens, était entouré d'hommes dont il ne pouvait attendre aucun conseil salutaire.

Quand on eut appris que le traité de paix, arrivé à Washington le 14 février, n'attendait plus que la sanction du Sénat, on espéra, mais en vain, que le général victorieux se relâcherait de son système despotique. Alors Louailler parut sur la scène; c'était un Français naturalisé, un des représentants influents de l'assemblée législative; homme instruit, d'une grande fermeté, membre du comité des finances, chargé de subvenir aux besoins de l'armée. Le premier il avait fait la motion à la législature de rester en session

permanente tout le temps de la guerre, et de ne point suspendre le droit de l'*habeas corpus*. Dans un écrit véhément, mais juste, inséré dans le *Courrier de la Louisiane* du 3 mars, il osa exposer et mettre au grand jour les erreurs du général en chef, ainsi que sa conduite arbitraire. Jackson, emporté de sa nature, trouva encore dans son entourage des gens qui le portèrent à la violence. Le juge de la Cour de District des Etats-Unis, Hall, signa en faveur du membre de la législature un writ d'*habeas corpus*. Jackson fit incarcérer le juge! Ensuite, il fit traduire Louailler devant une cour martiale et porta contre lui sept chefs d'accusation : 1° révolte; 2° provocation à la révolte; 3° mauvaise conduite; 4° espionnage; 5° désobéissance aux ordres supérieurs; 6° libelle; 7° manière indigne d'un militaire et contraire à la proclamation de la loi martiale. Le général Gaines présidait cette cour; elle acquitta Louailler. Jackson irrité, protesta dans les formes, mais en vain, contre un jugement qui cadrait si peu avec ses idées virulentes.

Aussitôt la paix proclamée et la milice licenciée, le général fit conduire le juge Hall hors des limites de la ville, avec défense d'y rentrer avant la ratification du traité, ou l'éloignement de l'escadre anglaise. Le peuple qui avait vu avec peine l'arrestation du juge des Etats-Unis, témoigna son indignation à l'égard de cette dernière mesure; aussi accueillit-il son retour avec les acclamations les plus vives. Il se rappelait sa conduite énergique à l'égard du général Wilkinson, huit ans auparavant, et se plaisait à reconnaître en lui un magistrat impartial, intègre et ferme. Jackson avait agi avec prudence en faisant arrêter le seul homme capable de neutraliser ses mesures despotiques. Quand le juge Hall eut cité à

son tribunal le général, qui avait foulé aux pieds l'autorité judiciaire et violé les droits de l'assemblée législative, le peuple applaudit à cet acte de justice. Jackson comparut, dédaigna de se justifier, et fut condamné à une amende de mille piastres, qu'il paya sur-le-champ. Le juge avait des offenses personnelles à venger, il refusa de faire emprisonner l'homme qui venait de sauver la patrie, et le peuple applaudit encore plus à cet acte de clémence. Les partisans du général, les forbans de Lafitte, le firent entrer dans une voiture publique, au sortir du tribunal, et le traînèrent en triomphe jusqu'à la bourse, où il leur adressa cette courte harangue : " Je me suis efforcé dans cette campagne, dit-il en concluant, de faire triompher notre constitution et nos lois; aujourd'hui je viens de prouver le respect que je leur porte, lorsque j'aurais pu m'y refuser sans en courir aucun blâme. Mais je considère qu'un bon citoyen doit toujours obéissance à la loi, quelque injuste qu'elle puisse être; c'est pourquoi je me suis soumis à la sentence que vous avez tous entendu prononcer. Souvenez-vous de l'exemple que je vous donne, d'une soumission aveugle au pouvoir judiciaire."

Le Congrès rendit à la Louisiane la justice qui lui était due; il considéra les services qu'elle avait rendus à la cause commune, le patriotisme chaleureux, le zèle ardent, le courage indomptable dont ses habitants avaient fait preuve. Il considéra les privations, les souffrances, les travaux, les dangers auxquels ils s'étaient soumis de grand cœur. Il apprécia cette générosité avec laquelle ils coururent au-devant de tous les besoins de l'armée, et au secours des blessés, amis ou ennemis. Il applaudit à la sollicitude paternelle de l'assemblée législative, qui demeura en perma-

nence tout le temps de la guerre, afin de mieux assurer le triomphe de la liberté, et décréta que la Louisiane avait bien mérité de la patrie.

## ESQUISSE DIX-SEPTIEME.

### PROGRES DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

[*Dix-sept ans.*]

1816. L'époque où le général Villeré, homme aussi recommandable par son impartialité que par ses vertus civiques et domestiques, fut élu au gouvernement, est celle où la seconde banque des Etats-Unis fut autorisée par le Congrès, et où la prospérité de la Louisiane commença à prendre tant d'accroissement.

Antérieurement à cette date, les directeurs de banques, tous négociants ou spéculateurs, s'étaient livrés, comme nous l'avons vu plus tard, à des entreprises gigantesques; quelques-uns avaient réussi, mais le plus grand nombre éprouva des pertes considérables. Pour couvrir les déficits et prévenir les banqueroutes ("ce gouffre, " comme dit Mirabeau, où l'on précipite des vic- " times vivantes, et qui ne se referme pas même " après les avoir dévorées,") on avait fait de fortes émissions de papier-monnaie; il tomba dans un tel discrédit, que lorsque la première banque des Etats-Unis, établie sous les auspices de Washington, demanda, en 1811, le renouvellement de sa charte, le Congrès le refusa.

Plusieurs années s'écoulèrent; autant d'années de crise, de tribulation, de banqueroutes. La



Louisiane, dont l'industrie sucrière était dans un état de prospérité, fut presque invulnérable à ses atteintes. Elle n'avait encore que trois banques, dont l'une était la succursale de celle des Etats-Unis, spéculait peu, faisait valoir ses capitaux avec prudence, et surtout ne se livrait pas aux importations. Que de chemin elle eût pu faire en ne déviant pas d'une route si sûre ! Dans cette circonstance critique, on sentit la nécessité d'une puissance régulatrice, capable de rétablir la confiance et de rappeler les banques locales à leurs devoirs. La seconde banque des Etats-Unis fut donc instituée sous la présidence de Madison.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1817, elle commença ses opérations financières, et fournit aux institutions bancaires des autres Etats les moyens de reprendre leurs paiemens en espèces, qu'elles avaient suspendus depuis le commencement de la guerre.

L'agriculture acquit par elle de nouvelles forces : les planteurs des autres Etats, attirés par la fertilité du sol, arrivèrent en foule en Louisiane avec de nombreux esclaves. Ils donnèrent aux terres une valeur qui augmenta tous les jours. Le sucre commandant un prix lucratif, en peu de temps des plantations sucrières s'élevèrent partout au milieu des forêts, comme sur les bords du fleuve, semblables à autant de villages. Le sucre était la denrée principale, la récolte par excellence de la Louisiane. Le coton, article secondaire, n'était pas encore parvenu au prix où on le vit depuis. Les capitaux des sucreries représentèrent en peu de temps le chiffre de quarante millions de piastres. La Nouvelle-Orléans, cet emporium du sud, vit son enceinte se couvrir de maisons de commerce et de riches magasins, son port se remplir de bâtimens et de bateaux à vapeur, ses terrains acquérir une valeur extraor-

dinaire. Bientôt elle ne fut plus assez vaste pour donner asile à tous ses habitants; il fallut l'agrandir.

Les délits, qui augmentaient en raison de la population, portèrent l'assemblée à adopter plusieurs dispositions pénales :

Les capitaines de navires ou autres embarcations qui recèlent à leur bord des esclaves fugitifs, ainsi que les propriétaires qui transportent ailleurs des esclaves grevés d'hypothèques, sont condamnés aux travaux forcés à temps.

1817. Le débiteur insolvable peut éviter l'emprisonnement en faisant abandon de biens en faveur de ses créanciers; mais le failli frauduleux est déclaré incapable d'occuper une place d'honneur ou de profit dans l'Etat.

La femme libre, si elle n'est marchande, ne peut être emprisonnée pour dettes, tandis qu'elle peut l'être pour délits.

Celui qui arrache un œil à quelqu'un, le faussaire, l'infanticide, l'incendiaire, l'incestueux, le complice ou conseiller de ces crimes, sont sujets aux travaux forcés. En 1805, la loi avait pourvu à quelques-uns de ces crimes.

Celui qui introduit dans l'Etat des esclaves convaincus de crimes, ainsi que celui qui les achète sciemment, encourt l'amende et perd ces esclaves.

L'homme de couleur libre convaincu de crimes dans un autre Etat ne peut s'établir dans celui-ci, sous peine d'emprisonnement à la discrétion de la Cour, qui le chasse en outre du pays; en cas de récidive, il est vendu comme esclave.

1818. Les crimes de vol sans effraction, de faux, d'homicide non prémédité (*manslaughter*),

de recélage, sont condamnés aux travaux forcés (*Voyez* 1805.)

La peine de mort est applicable au voleur à main armée, ses complices, ainsi qu'à celui qui tue un homme en duel; mais les duels n'en ont pas moins lieu impunément; les témoins eux-mêmes encourent des peines qui n'ont jamais été appliquées.

Les législateurs de tous les Etats ont porté contre le duel des lois plus ou moins sévères, qui n'ont jamais été mises en vigueur. Lorsque l'opinion sanctionne une coutume barbare, rien ne saurait la détruire; toute loi qui ne s'accorde pas avec les idées reçues et populaires, tombe naturellement d'elle-même : les duels ont lieu tous les jours dans tous les Etats, en dépit même des dispositions les plus dures. Des hommes respectables, des pères de famille tombent victimes de cette coutume inhumaine des anciennes nations germaniques. Le seul Etat qui fasse exception à la règle est celui de Connecticut, qui n'a vu qu'un seul duel. Le duel, lorsque mort s'ensuit, y est puni comme un meurtre; autrement, il ne craint que l'amende et la prison. Dans cette occasion, on dévia de la route ordinaire, sans doute parce que les délinquants n'avaient pas fait usage d'armes égales; ils s'étaient battus au couteau. On les eut pieds et poings liés dans une cave, où ils restèrent dix jours dans cette situation, au pain et à l'eau. Cette peine, aussi ridicule qu'infamante, mit fin à cette manière atroce de vider une querelle. Le ridicule vient à bout de tout.

L'amende et l'emprisonnement à la discrétion de la Cour sont décrétés contre ceux qui cherchent à corrompre un juge, qui obstruent un chemin public, qui tiennent des maisons de pros-

tution, qui se rendent complices d'un crime après qu'il a été commis.

Le gouverneur et le Sénat ont le pouvoir de commuer toutes les peines, excepté celle de mort contre un esclave.

La banque de l'Etat de la Louisiane, pourvue d'un capital de deux millions de piastres, est incorporée. C'est la première banque établie depuis l'érection de la Louisiane en Etat. Que n'a-t-elle été la dernière!

1819. On ajoute encore au Code Noir : Celui qui enlève un esclave est passible des travaux forcés; celui qui enlève un nègre libre, celui qui recèle un nègre marron, brise le collier ou la chaîne de fer d'un esclave, sont sujets à la détention et à l'amende.

Le maître qui soustrait au coup de la loi un esclave accusé de crime capital, est passible d'amende; celui qui donne à un esclave de faux papiers de liberté, encourt la peine des faussaires.

1820. Thomas B. Robertson, jurisconsulte intègre et savant, est élu gouverneur. La population de la Louisiane s'élevait déjà à 153,407 habitants, dont 53,041 adonnés à l'agriculture, 6,251 au commerce, 6,041 aux manufactures, et 69,060 esclaves. Elle avait plus que doublé en dix ans.

Malgré l'état prospère de l'agriculture, le commerce ne sortit de sa léthargie qu'à la fin de l'année écoulée. Alors seulement la confiance sembla renaître, tant elle est timide et prudente, quand elle a été une fois trompée. Tout le monde crut à la solidité du système financier, le nerf d'une nation; mais il avait fallu trois ans pour arriver à ce résultat. En 1822, une légère secousse

se fit sentir; en 1825, la crise qui pesa un moment sur l'Angleterre eut son contre-coup dans les Etats-Unis; mais la tempête ne fut pas longue. Depuis cette époque, l'agriculture et le commerce marchèrent à pas de géant; les spéculations audacieuses, les entreprises imprudentes reprirent leur essor; des fortunes de papier s'amoncelèrent; les banques se gonflèrent de chiffons, pour atteindre la crise épouvantable de 1837.

Cette même année fut instituée la légion de la Louisiane, l'un des plus beaux corps militaires des Etats-Unis.

1821. La loi frappa d'abolition les maisons de jeu, et remit en vigueur les dispositions de 1811, relatives aux jeux de hasard. Elle prononça l'amende et l'emprisonnement contre celui qui tue méchamment un animal domestique, ainsi que contre celui qui le blesse ou l'estropie avec intention.

1822. La Louisiane n'avait d'autres routes commodas que celles qui longent les deux rives du fleuve et quelques petits courants d'eau. On décréta la confection d'une route nationale, à partir de Madisonville jusqu'aux frontières de l'Etat, dans la direction de Nashville en Tennessee. Tous les propriétaires fonciers dont elle traverse les terres, ainsi que ceux dont les propriétés sont à cinquante milles de ladite route, durent concourir à son entretien.

1823. L'assemblée législative sembla se laisser entraîner au torrent des spéculations qui se faisaient tous les jours, lorsqu'elle autorisa l'établissement de six maisons de jeux à la Nouvelle-Orléans, moyennant une redevance annuelle de

cinq mille piastres chacune, au profit de l'hôpital de Charité et du collège d'Orléans. C'était pour l'Etat un revenu bien net, mais une grande brèche à la morale publique.

Le gouverneur et le Sénat furent enfin autorisés à commuer la peine d'un esclave condamné à mort et recommandé à la clémence de l'exécutif, pouvoir qu'on leur avait refusé en 1818.

Un froid violent se fit sentir tout à coup (16 février), après des chaleurs d'été : les bords du fleuve furent glacés, et l'on patina sur les marais. Tous les orangers furent détruits; perte d'autant plus grande qu'ils constituaient le revenu principal de plusieurs petits propriétaires. Des bateliers dans leurs embarcations, des nègres dans leurs cabanes, des bestiaux dans les forêts, périrent de froid.

1824. M. Henry Johnson, qui jouissait déjà d'une grande popularité, l'emporta sur le général Villeré, candidat pour la troisième fois, et fut élevé au gouvernement.

L'état florissant de l'industrie agricole et commerciale, les profits immenses qui se réalisaient, donnaient de jour en jour plus d'audace aux négociants et aux spéculateurs, qui voulurent encore travailler sur une plus grande échelle. Les fonds dont ils avaient besoin leur furent bientôt fournis par la création de la banque de la Louisiane, pourvue d'un capital de quatre millions. L'Etat s'y intéressa pour deux millions; mesure qu'aurait dû repousser une sage politique.

L'impression du code civil de la Louisiane, œuvre du célèbre jurisconsulte Edward Livingston, et celle du Code de procédure furent ordonnées, aux frais de l'Etat. Le premier a subi tant d'amendements depuis, que son auteur lereconnaitrait à peine.

Si la fièvre jaune commit d'affreux ravages sur les étrangers en 1822, elle ne fut pas moins terrible cet automne, où elle marqua au nombre de ses victimes plusieurs personnes acclimatées.

1825. C'est au commencement de cette année qu'on vit arriver à la Louisiane, l'hôte des Etats-Unis, l'ami, le compagnon d'armes de Washington, ce *Héros des Deux-Mondes*, qui fit le sacrifice de sa vie et de sa fortune pour la cause encore désespérée de la liberté américaine. Le général Lafayette débarqua sur la rive, où dix ans auparavant, le courage d'un peuple libre avait triomphé de la puissante Angleterre, et fut conduit en triomphe jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

1826. Il fut décrété par l'assemblée : Que l'avocat qui négligerait ou refuserait de payer à son client les sommes que celui-ci l'aurait chargé de collecter pour son compte, serait rayé du tableau de son ordre, et qu'aucun avocat en sa qualité respective ne pourrait se prévaloir des avantages accordés par la loi aux débiteurs insolubles :

Que les jurés en matières civiles et criminelles devraient être citoyens des Etats-Unis, libres, blancs, âgés de vingt-un ans révolus, sains d'esprit, et résidants depuis six mois dans le district ou la paroisse :

Que les officiers publics commissionnés, les membres et les commis de la législature en session, les maires et recorders, les avocats, les notaires, les ministres de l'Evangile, les commis de banques, les médecins, les apothicaires, les inspecteurs divers seraient exempts du service de juré.

En même temps fut créée une commission des

améliorations internes, composée de cinq membres, non salariés, nommés annuellement par le gouverneur, qui en fait lui-même partie et la préside de droit.

1827. Comme les négociants avaient leurs banques, les planteurs voulurent également avoir les leurs. L'association consolidée des planteurs de la Louisiane fut instituée sur un plan nouveau: son capital de deux millions, que l'on augmenta plus tard de cinq cent mille piastres fut assis sur des propriétés foncières, même sur des esclaves. Ce système tout hypothécaire favorisa plusieurs planteurs qui devinrent actionnaires, sans avoir rien déboursé; mais il en ruina un grand nombre. L'argent, obtenu avec facilité, se dépensait de même, sans inquiétude pour l'avenir. Il ne contribua pas peu à augmenter le commerce d'importation, qui a produit en partie le germe de la crise financière qui devait éclater dix ans plus tard.

Les divorces avaient été fréquents; la législature les autorisait sur de légers prétextes. Trente neuf divorces avaient été prononcés en quatorze ans, depuis que la Louisiane était Etat. L'an de grâce 1820 vit briser quatorze mariages. Cette législature y mit un frein. Elle décréta que le divorce ne serait permis qu'en cas d'adultère du mari ou de la femme, pour cause de mauvais traitement, de condamnation à une peine infamante, d'abandon pendant un laps de cinq ans. Elle décréta que la femme aurait droit à une pension alimentaire du tiers des revenus du mari, à moins qu'elle ne fût une mauvaise conduite, ou ne convolât à de secondes noces; mais que l'époux adultère ne pourrait jamais se marier avec sa complice, sous peine d'encourir la peine des bigames.



Elle témoigna d'une manière authentique la reconnaissance dont la Louisiane était pénétrée pour Jefferson, à la sagesse, à la prévoyance duquel, elle doit les bienfaits ineffables de la liberté civile et politique dont elle jouit, et le rang qu'elle occupe parmi les états de l'Union, en offrant à sa veuve une somme de dix mille piastres.

Elle abolit la peine du pilori et du fouet à l'égard des blancs.

On s'étonne de trouver dans un pays où vivent deux peuples différents, l'un libre et l'autre esclave, une peine commune à tous les deux. La mort ne fait pas de distinction, il est vrai; mais de quel œil verrait-on en Louisiane, un Européen et un Africain à la même chaîne? La potence existe pour les deux races; mais la potence élève le nègre qui va mourir, au rang du blanc, tandis que le fouet abaisse le blanc au niveau du nègre.

Une politique barbare ayant chassé tous les Espagnols du Mexique, les plus malheureux se réfugièrent à la Nouvelle-Orléans, où la fièvre jaune en fit mourir un grand nombre. En compensation, ils firent présent à la ville d'une maladie inconnue, appelée *Dinguet*, qui sans être mortelle, causait des douleurs aiguës dans tous les membres.

1828. Pierre Derbigny, orateur distingué et d'une érudition profonde, fut porté au gouvernement.

Les anciennes lois tenaient en tutelle les femmes majeures veuves ou non mariées. Une loi les rendit habiles à servir de caution et endosser pour des tiers, de la même manière que les hommes majeurs.

Une autre loi porta la peine de mort contre les incendiaires, et des peines sévères contre ceux

qui préparent des matières combustibles; dispositions qui ont peu servi à diminuer le nombre des incendies dans la ville.

1829. Ceux qui détruisent méchamment les ouvrages publics d'une corporation; ceux qui, marchant armés, blessent quelqu'un dans l'intention de le tuer; ceux qui font évader un criminel sous le poids d'une peine capitale, sont condamnés aux travaux forcés à temps. (*Voyez* 1805.)

Le général Jackson, le vainqueur des Anglais et des Indiens, l'élu du peuple, qui lui confirma le surnom de *Old-Hickory* que lui avaient donné les sauvages, succéda à Quincy Adams, et commença une présidence qui devait durer huit ans.

1830. Donaldsonville, devenu le siège du gouvernement, vit s'assembler la législature.

Des abolitionnistes audacieux parcouraient les campagnes, distribuant des pamphlets incendiaires et soulevant les Africains contre les blancs. Quelques-uns furent pris, d'autres tombèrent entre les mains du peuple, qui voulait les emplumer et les eût écrasés, pour peu qu'on l'eût laissé faire. C'était le premier essai de la loi de *Lynch* en Louisiane, que nous verrons plus tard mise en vigueur dans toute sa violence. La législature décréta la peine de mort contre ceux qui excitent les esclaves contre les blancs, par des écrits ou des discours tenus en chaire, au barreau, au théâtre, ainsi que contre ceux qui introduisent des pamphlets ayant la même tendance.

Ce n'était pas assez de défendre ces écrits, il fallait encore les rendre nuls entre les mains des

nègres. Elle décréta l'emprisonnement contre ceux qui enseignent ou font enseigner à lire à un esclave. Sans l'abolition, on n'eût jamais songé à faire une loi semblable.

Ensuite elle condamna à la peine du fouet l'esclave qui vend sans permission écrite de son maître, et à l'amende l'homme libre qui achète d'un esclave, ou lui vend des liqueurs spiritueuses sans permission.

Cette année fut incorporée la compagnie du chemin de fer de Pontchartrain, le cinquième établissement de ce genre dans les Etats-Unis.

Un hiver rigoureux, commençant en décembre, amena la gelée et la glace, et dura jusqu'en février, où s'opéra une éclipse de soleil visible à la Nouvelle-Orléans pendant quelques minutes. Les orangers furent encore tous détruits.

La population de la Louisiane s'élevait à 215,275 habitants de toutes couleurs, ayant augmenté en dix ans de deux cinquièmes.

1831. La mort déplorable de Pierre Derbigny, en 1829, causée par l'emportement des chevaux de sa voiture, avait laissée vacante la place de gouverneur, remplie temporairement par Jacques Dupré, en sa qualité de président du Sénat. Aucune loi ne pourvoyait à l'élection du premier magistrat avant le terme de quatre ans révolus. Cependant le chef temporaire ne chercha pas à se prévaloir de ses droits. M. Bienvenu Roman l'ayant emporté sur son concurrent M. Beauvais, aux élections de l'année précédente, prit, en janvier, les rênes du gouvernement, dont le siège avait été transféré de nouveau de Donaldsonville à la Nouvelle-Orléans, place moins centrale, mais plus à portée des affaires.

La milice et les volontaires furent pourvus,

aux frais de l'Etat, d'armes et d'équipements nécessaires; des chartes furent accordées à la banque du Canal, capital, quatre millions; à la banque de Cité, capital, deux millions; et à la compagnie du chemin de fer d'Ouest-Féliciana.

A la suite d'avalasses qui durèrent huit jours, se déchaîna un ouragan qui, rugissant de l'est, ensuite du sud, pendant vingt-quatre heures (16 et 17 août), refoula les flots de la mer sur les lacs et les bayous, poussa leurs eaux jusque dans la Nouvelle-Orléans, et inonda les campagnes voisines du Golfe. Le fleuve, bouleversé dans ses abîmes, lança sur les levées les bâtiments qui se trouvaient dans le port. Les dommages durent dépasser le chiffre de cent mille piastres; mais la perte des planteurs, dans plusieurs cantons, fut encore plus considérable.

La législature fit soumettre au Congrès un plan des bouches du Mississipi et de la côte adjacente, par M. B. Buisson, démontrant la facilité et l'utilité urgente de creuser un canal pour les bâtiments, partant d'un point au-dessous du fort Saint-Philippe, et aboutissant à l'île au Breton. En 1839, le Congrès fit exécuter aux passes des creusements que les eaux remplissent tous les jours de sable. Un canal ne serait pas plus utile. Les pratiques du fleuve s'accordent tous à dire qu'une passe se creuse en même temps que l'autre se comble, et qu'il y a toujours eu quatorze pieds d'eau à l'endroit le plus profond de la barre. Il y en a donc autant qu'à l'époque de la colonisation.

Bienville, en 1699, y trouva onze pieds d'eau; le chevalier Bossu, officier de marine, remontant le fleuve en 1770, sur un bâtiment qui tirait onze pieds, assure qu'il franchit la passe sans alléger.

1832. L'ancien hôpital, propriété de la ville, fut acheté par l'Etat pour en faire le siège de l'assemblée générale et de la cour suprême.

Un pénitencier fut établi à Bâton-Rouge, sur le plan de celui de Weathersfield en Connecticut. En 1828, la paroisse de Claiborne avait été instituée; celle de Livingston le fut cette année, et l'on incorpora quatre compagnies commerciales d'usine, d'assurance et de navigation.

La Louisiane, qui sentait tout le prix de l'existence d'une banque nationale, invita ses représentants au Congrès, par l'organe de l'assemblée à employer tous les moyens justes et honorables en leur pouvoir, afin d'obtenir l'établissement d'une institution semblable. Sa faible voix ne fut pas entendue du président de son choix. Au mois de juin, le Sénat du Congrès renouvella pour quinze ans, à partir du 8 mars 1836, la charte de la banque des Etats-Unis. Quelques jours après, la chambre des représentants adopta la même mesure à une majorité de 107 voix contre 85. Le 10 juillet, le président la frappa de son *veto*, en disant : Qu'il ne s'opposait pas en principe à une institution semblable; mais que la banque des Etats-Unis, telle qu'elle existait, était une arme dangereuse à la liberté des élections et à l'existence de la république.

“ C'est l'œuvre d'un grand homme, dirent les uns; aucune action de sa vie, aucune mesure de son administration si admirable, aucune preuve de son intégrité et de son patriotisme, dont l'ardeur et la pureté lui ont concilié l'estime de ses amis et le respect de ses adversaires, n'a pu égaler le dévouement au bien public, dont il vient de donner un si bel exemple. Jackson s'est montré aussi ferme que sur le champ de bataille. Si

nous admirons en lui l'intrépidité qui lui a fait exposer ses jours à la Nouvelle-Orléans, combien ne devons-nous pas admirer le courage moral qui lui fait braver le pouvoir de l'aristocratie d'argent, pour sauver la république."

"C'est un acte au-dessous du mépris, s'écrièrent les autres; c'est l'appel d'un chef de parti à l'ignorance, aux préjugés, aux passions aveugles et à la basse servilité de ses partisans. Son message est un tissu de faussetés grossières, de sophismes fallacieux, de faits présentés sous un faux jour et de doctrines dangereuses. Il ne se trouvera pas dans le cabinet un homme qui veuille s'associer à l'ignominie d'avoir rédigé et approuvé une pareille déclaration."

Ses partisans eux-mêmes ne pouvaient s'empêcher d'exprimer leur surprise. "La banque des Etats-Unis, pensaient-ils, est nécessaire à la circulation et au pays. C'est une institution sanctionnée par le Congrès. Jackson oppose donc son opinion personnelle à celle de la majorité du peuple."

Jackson fit bien de détruire une banque pleine d'abus. Tout le monde en convenait; mais il devait en établir une autre. L'arbre pourri coupé, un jeune, capable de porter de bons fruits, devait s'élever à sa place et couvrir de son ombrage touffu les jeunes plans qui ne cherchaient qu'à prendre trop d'accroissement, sans être fructueux. Mais le président voulait détruire les institutions qui ont fait la fortune de l'Amérique unie, de crainte qu'elles ne causassent sa ruine, et il porta la hache sur celle qui se trouvait à sa portée. S'il voulait remplacer le papier-monnaie par une monnaie métallique, il devait attendre que les métaux précieux fussent plus abondants, que la prospérité des Etats-Unis fût plus solide. C'était

donc de sa part une mesure prématurée, une mesure impolitique, qui mit à nu la dette de l'Union américaine, et détermina la crise qu'on vit éclater cinq ans plus tard avec tant de violence.

La Louisiane, dont il avait méconnu la voix, montra la part qu'elle prenait à sa politique en créant la banque de l'Union, capital, huit millions de piastres, assis sur des propriétés foncières, comme celui de l'association consolidée, et assuré en outre par la garantie de l'Etat.

Enfin le choléra asiatique, qui avait parcouru l'ancien continent et failli d'arracher la Pologne aux mains sanglantes de la Russie, prit passage sur un bâtiment anglais destiné pour le Canada. Il parut bientôt à la Louisiane, après avoir couvert les autres Etats de mourants et de morts. Le chiffre des victimes dans la Nouvelle-Orléans dut dépasser cinq mille. La fièvre jaune régnait en même temps, de concert avec toutes ses sœurs. Plusieurs malheureux furent enterrés vivants, d'autres furent jetés mourants dans des lieux réservés aux cadavres qu'on ne pouvait sur-le-champ enterrer. Quelques autres, atteints d'une maladie étrangère à l'épidémie épouvantable, expirèrent sous la violence des remèdes destinés aux colériques. Le vomissement noir épargne les nègres, le choléra-morbus les extermina. On cita dans les environs de la ville des plantations où soixante-dix à quatre-vingts esclaves avaient été enlevés en deux jours. Il reparut l'année suivante, mais il avait perdu de son intensité. Les tigres finissent par s'apprivoiser.

Jackson et le choléra se sont rencontrés aux Etats-Unis, exerçant en même temps leur puissance.

**ESQUISSE DIX-HUITIEME.****CRISE FINANCIERE.***[Huit ans.]*

1833. Le premier coup porté à l'agriculture de la Louisiane fut l'acte du Tarif, qui stipulait une réduction graduelle des droits sur les marchandises étrangères, de deux ans en deux ans, par dixièmes de la différence entre le chiffre actuel et le chiffre définitif. A partir du 1er. juillet 1842, les droits de douane ne devront pas dépasser vingt pour cent pour aucun article. Cette loi allait donc faire subir aux sucres étrangers une diminution sensible, et par contre-coup déprécier les sucres domestiques. Les premières années, on ne devait guère s'en apercevoir; les sucreries étaient à l'apogée de leur prospérité. Sur la foi du tarif de 1816, que l'on croyait permanent et qui fixait à trois sous la taxe sur les sucres étrangers, la récolte de cette denrée s'était augmentée, en 1828, de quinze mille boucauts de mille livres, à quarante-cinq mille boucauts. On comptait à cette époque plus de trois cents plantations sucrières, représentant un capital de trente-quatre millions de piastres. Vingt-un mille individus, douze mille bêtes de somme, des machines à vapeur, réunissant la force de près de seize cent cinquante chevaux, étaient employés à cette exploitation. En 1830, près de quatre cents nouveaux établissements se formèrent, dont le capital était de seize millions de piastres; ce qui porta à sept cents le nombre des sucreries,



représentées ensemble par un capital de cinquante millions. La Louisiane fournissait déjà la moitié du sucre consommé aux Etats-Unis, et promettait de faire le reste. Les planteurs sucriers constituaient la haute classe de la société; ils avaient deux banques où ils puisaient à pleines mains, et cette année en vit éclore une troisième, la banque des Citoyens, avec un capital de douze millions de piastres. Elle devait prendre une hypothèque sur les terres, les esclaves, les animaux d'un propriétaire, lui avancer pour vingt ans, en espèces, la moitié de la somme d'estimation, à raison de six pour cent par an d'intérêt, en lui faisant payer en outre, chaque année, un vingtième de la somme prêtée.

Les négociants, dont les affaires déjà colossales s'étendaient toujours, obtinrent la création de deux autres institutions financières, la banque du Commerce, capital trois millions, et la banque des Artisans et des Commerçants, capital deux millions.

L'abondance de papier-monnaie donna naissance à plusieurs compagnies spéculatrices; on incorpora quatre compagnies de chemins de fer. Bref, les institutions bancaires, commerciales ou autres, créées cette année, présentèrent le chiffre énorme de dix-huit millions neuf cent quatre-vingts mille piastres de capitaux. Jamais assemblée louisianaise ne s'était montrée plus libérale. Ne semble-t-il pas qu'elle ait voulu agir en dépit même de la marche politique de Jackson?

Par ce système d'agiotage, on parvint à asseoir sur les propriétés foncières une valeur exorbitante, illusoire. Déjà l'année précédente une terre avait été payée, par une compagnie bancaire, un demi million de piastres; on aurait pu l'avoir, quelque temps auparavant, pour cinquante à

soixante mille piastres ! Déjà des plans de ville avaient été tracés dans les environs de la Nouvelle-Orléans. Quelques acquéreurs de terrains ayant réalisé de forts bénéfices en les revendant, on vit les terres doubler, décupler, centupler.

C'est à cette législature qu'on doit l'abolition des loteries, ce chancre de la fortune. Elles ne furent abolies en France qu'en 1836. Les premières loteries avaient été établies en Italie, par des Juifs. Les empereurs romains, Louis XIV, de somptueuse mémoire, distribuaient des présents à leurs courtisans par la voie des loteries, manière adroite d'assoupir la jalousie et d'animer la gaîté.

Les législateurs de la Louisiane avaient jusqu'ici autorisé des levées d'argent, par le moyen des loteries, pour fonder des écoles, édifier des églises, construire des ponts, confectionner des routes, creuser des canaux, ou améliorer la navigation des rivières. Plusieurs individus même obtinrent le privilège d'une loterie pour disposer d'une propriété de valeur. Quel impôt sur le peuple ! Malgré cette loi si morale, des loteries se tiraient tous les jours impunément, offrant des capitaux immenses, et faisant briller aux yeux insensés une fortune irréalisable.

Cependant la guerre de Jackson contre la banque des Etats-Unis se poursuivait avec acharnement. Non content d'avoir paralysé l'acte qui renouvelait sa charte, il lui retira les fonds du gouvernement (environ dix millions de piastres) dont elle était dépositaire en vertu de sa charte, privilège qu'elle avait payé un million et demi. Il ne pouvait pas dire qu'elle n'offrait pas de suffisantes garanties, puisqu'elle possédait 79 mil-

lions, et n'en devait que 37. Il avança que ses fonds n'étaient mis par les actionnaires, presque tous étrangers, à la disposition du président de cette institution, que dans un but politique et pour influencer les élections. Ce contre-temps lui fit restreindre ses affaires, qui étaient libérales et étendues; elle escomptait à 6 pour cent par an. Les banques locales, par contre-coup, furent obligées de suivre son exemple. Le crédit, cette baguette magique qui a tout créé aux Etats-Unis, se trouva perdu sans ressources. On demanda pour du papier excellent 15, 18, 24 pour cent. Les banqueroutes commencèrent de la part des plus forts négociants, mais cependant ne se firent sentir qu'à de longs intervalles. Pour remédier au mal, ou plutôt pour l'empirer, les compagnies demandaient à grands cris des banques aux assemblées d'Etat. La Louisiane fut assez heureuse pour n'en voir naître aucune cette année; mais on les préparait dans l'ombre; plus tard elles parurent au grand jour.

1834. Les capitaux des institutions créées à cette session de la législature, ne présentèrent que le chiffre d'un million six cent vingt-cinq mille piastres.

Les accidents sur les bateaux à vapeur se reproduisaient tous les jours avec plus de violence. Les capitaines ou propriétaires de bateaux à vapeur se virent contraints de soumettre leurs bouilloires à l'examen d'un ingénieur nommé par l'Etat, sous peine d'amende, d'emprisonnement, de responsabilité des dommages envers les frêteurs, et de culpabilité d'homicide non prémédité, si quelqu'un venait à perdre la vie. Tous les Etats avaient adopté, ou prirent dans la suite des mesures semblables, sans que les explosions

n'eussent lieu de temps en temps. Depuis 1816 jusqu'en 1838, deux cent trente bateaux à vapeur avaient péri, dont cent cinq par explosion, entraînant dans leur perte près de dix-sept cents victimes. Dans l'explosion du *Ben-Sherrod*, cent trente personnes furent emportées; dans celle du *Montmouth*, trois cents; elles eurent lieu l'une et l'autre en 1837, sur le Mississipi.

Un exemple frappant de la loi de *Lynch* eut lieu à cette époque à la Nouvelle-Orléans, de cette loi barbare et impolitique, qui fit brûler vif à Saint-Louis un homme de couleur, pendre par douzaines à Vicksburg des voyageurs, des joueurs, des nègres, détruire à Baltimore une église, et brûler, aux portes de Boston, un couvent de religieuses :

L'émeute, à la Nouvelle-Orléans, se porta contre la maison d'une femme riche, à qui on reprochait trop de cruauté envers ses esclaves; mais le peuple devait-il se mêler de ce qui regarde la justice? La Louisiane manque-t-elle de lois? La populace se chargea du soin de cette vengeance, sans doute parce que le luxe de cette femme l'offusquait. A la tombée de la nuit, une foule innombrable de toutes couleurs encombrait déjà les deux rues où cette maison est située, et une attaque dans les règles commença sur-le-champ. Malheur à la propriétaire, si elle s'y fût trouvée enfermée! Elle avait pris la fuite pour échapper à la justice qui la poursuivait. La pierre, la bûche, la hache, firent voler les portes en éclats; la maison envahie devint le lieu d'une scène de dévastation difficile à décrire : tout fut détruit ou enlevé; on agrandit les fenêtres pour jeter dans la rue les meubles volumineux, on vida les caves, on brisa le carosse, on arracha le toit de la maison, et l'on arbora au

sommet des murs en ruine un tricolore formé de trois haillons.

Les dommages de cette nuit désastreuse s'élevèrent à plus de vingt mille piastres.

Quelque temps après, un blanc subit aux Attakapas, le supplice indécent réservé aux esclaves, de la même main qui avait dévasté, le même jour, la maison d'une femme de couleur. Plus tard, un condamné aux travaux forcés fut mutilé à Bâton-Rouge, comme Abailard, par des gens qui se disaient bien nés.

Et les autorités ont laissé consommer tous ces crimes, exemples pernicious de rébellion, de violation des lois divines et humaines, qui peuvent se reproduire souvent dans un pays où fourmillent des milliers de vagabonds, et mettre en danger les propriétés et la vie des citoyens.

Après de tels coups, qui peut se croire à l'abri de la fureur de l'émeute? Le Vésuve serait-il donc sous nos pieds? Les autorités ne devraient-elles pas être responsables des ravages qu'elles laissent commettre?

1835. Mr. Edward White fut élu gouverneur lorsque la prospérité de la Louisiane s'élançait jusqu'à atteindre le vide. La manie des spéculations s'était emparée cette fois de tous les esprits, toutes les têtes fermentaient, saisies de la fièvre de faire fortune. L'effervescence du peuple de Paris, causée par le système ruineux du fameux Law, sur les terres du Mississipi, n'avait jamais été plus violente. Il semble en vérité que ces terres soient faites pour créer de temps en temps un esprit de vertige. La Louisiane vit ce qu'elle n'aurait jamais osé espérer : une valeur exorbitante, folle, imposée à des terrains couverts d'eau; des plans de villes tracés au milieu de ciprières,

de prairies incendiées, et des acquéreurs prêts à s'en arracher les *îlets*. Quel temps! Si quelque favori de la fortune réussit à se créer un riant avenir, combien de malheureux pères de famille furent ruinés sans retour!

L'assemblée générale, pendant cette année-ci et la suivante, sembla porter le sceau de la onzième législature; elle se montra même plus facile à accorder des chartes aux compagnies bancaires; elle fut réellement possédée de la *bancomanie*, comme disait Jefferson. Dans ces deux années, elle enfanta sept banques, et engagea la foi de l'Etat en faveur de la banque des Citoyens, institution colossale, sanctionnée en 1833, qui paie son caissier dix mille piastres par an, et qui n'avait pu, faute de garantie, effectuer en Europe l'emprunt de ses douze millions de capital.

Les institutions monétaires établies à la première session de la douzième législature, furent les suivantes : la banque d'Atchafalaya, capital deux millions; la banque de la Bourse, capital deux millions; la banque de Carrollton, capital trois millions; la banque du Gaz, capital six millions.

A sa seconde session, elle créa la banque des Négociants, capital un million, autorisa la compagnie des Améliorations à faire la banque avec un capital de deux millions, accorda le même pouvoir à la compagnie du chemin de fer de Pontchartrain, avec une augmentation de capital d'un million, qui ne se servit pas de ce privilège, et donna les garanties de l'Etat à la banque des Citoyens.

A sa première session, elle avait incorporé la compagnie de Dessèchement de la Nouvelle-Orléans, avec un million de capital; ordonné des levées de volontaires pour secourir la Floride, exposée au scalpel des Séminoles; et décrété une

amende qui ne devait pas être moins de cinq mille piastres, ni excéder dix mille, et un emprisonnement qui ne devait pas durer moins d'un an, ni plus de cinq, contre ceux qui tiennent des jeux de hasard, ainsi que contre le propriétaire de la maison où ils sont ouverts.

Les officiers commissionnés de l'Etat, convaincus de s'être livrés à la passion du jeu, furent déclarés inhabiles à occuper leurs places.

Cette loi fit suivre au jeu une marche clandestine : de 1838 au commencement de 1840, dix-sept individus, pris en flagrant délit et condamnés à l'amende, durent payer ensemble la somme de 21,600 piastres.

1836. A sa seconde session, la législature divisa la Nouvelle-Orléans en trois municipalités distinctes, pourvue chacune d'un recorder et d'un conseil municipal, avec un seul maire pour toute la ville; appropria soixante-quinze mille piastres à l'équipement des volontaires envoyés contre les Indiens; condamna la banque de Carrollton, pour n'avoir pas confectionné son chemin de fer dans le délai fixé, à payer cent mille piastres, affectées aux améliorations; créa six compagnies de chemins de fer, et deux compagnies chargées de construire des théâtres.

Les institutions de la première session (1835) présentent en capitaux le chiffre de \$ 18,750,000

Les institutions de la seconde. . . 20,595,000

On battait monnaie en créant des banques; il était bien juste de creuser des gouffres pour engloutir ce papier-monnaie.

C'est ainsi que se développa un principe qui, abandonné à lui-même et non forcé dans ses ressorts, comme on le vit, eût assis la prospérité du pays sur de solides bases. Les administrateurs de

ce Potose de papier ne craignirent pas de faire des émissions cinq fois plus grandes que les fonds de leurs institutions. Qui pouvait les en empêcher? Le seul obstacle à leurs systèmes vicieux, la banque des Etats-Unis était détruite. Les succès éphémères des spéculateurs arrachèrent des capitaux à l'agriculture, et lancèrent de paisibles planteurs dans le tourbillon des affaires.

L'incendie de New-York, qui dévora pour vingt millions de piastres en marchandises, eut lieu en décembre cette année. L'époque où les importations ont excédé les exportations de plus de soixante-et-un millions de piastres, commence au 1er. octobre 1835, et finit le 30 septembre 1836. Cette perte si considérable ne pouvait donc avoir aucune influence sur elle, ainsi qu'on l'a voulu avancer, puisqu'elle n'avait pas eu lieu.

L'année suivante, où les marchandises incendiées durent être remplacées, les importations ne surpassèrent les exportations que d'un peu plus de vingt-trois millions.

Les grandes importations de 1836 ne peuvent avoir été causées que par la multiplicité des banques, et la facilité avec laquelle elles jetaient l'argent.

1837. Cependant une question majeure pour les Etats du Sud s'était agitée au Congrès : celle de l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia. Quelques représentants du Nord, en faveur de l'abolition, déclamaient à la tribune nationale, d'une manière virulente contre l'esclavage. Les défenseurs des institutions du Sud, y répondirent avec autant d'acrimonie. Les esprits s'échauffaient, la discorde agitait ses torches ardentes. Pour trancher la question, la délégation



du Sud sertit en masse du Congrès, protestant qu'elle n'y rentrerait plus, si l'on ne mettait fin aux calomnies atroces proférées contre les institutions sanctionnées par la Constitution. Cet argument impérieux produisit son effet; l'abolition fut anéantie, tout rentra dans l'ordre. L'assemblée de la Louisiane applaudit à cette conduite courageuse et hardie, mais juste aussi bien qu'urgente des représentants méridionaux.

Mais l'abolition va se relever peut-être avec plus de force. L'Angleterre personnifiée en elle, organise la ruine de notre constitution et de notre industrie. C'était à la sourdine qu'elle poussait à la ruine; aujourd'hui c'est ouvertement. Tandis que le second personnage du royaume, l'époux de la reine, préside aux assemblées de l'abolition, la compagnie des Indes donne à la culture du coton dans l'Indostan, une impulsion qui doit la mettre sur le pied le plus florissant. Un esprit de philanthropie n'a jamais présidé à la conduite politique du cabinet de St.-James. Pour nous prouver le contraire, qu'il améliore le sort des Irlandais catholiques; qu'il soit plus humain envers les malheureux Indous attachés à la glèbe comme les serfs, et menés avec toute la rigueur des petits despotes du moyen-âge; qu'il abolisse la peine du fouet sur ses vaisseaux, où ses matelots sont déchirés avec plus de barbarie que nos esclaves. Le siège de Copenhague, les pontons, la mort du *Grand Homme*, les chevelures payées aux sauvages, les prisonniers américains livrés au casse-tête, sont des faits que l'histoire a fortement burinés. La preuve que nos nègres sont mieux traités que ses matelots, ses Indous et ses Irlandais, c'est qu'ils se propagent avec une étonnante rapidité. En 1820, on en comptait aux Etats-Unis un peu plus d'un million et demi; en 1830, il y en

avait déjà deux millions passés. La Virginie, qui loin de se recruter ailleurs comme la Louisiane, en fournit même aux autres Etats, vit, en 10 ans, augmenter sa population noire de près de 45,000 individus. Voilà les faits que nous opposons aux arguments intéressés et vides de sens de l'abolition.

Nos frères du Nord, n'ouvriront-ils donc jamais les yeux sur leurs propres intérêts, sur le salut commun? Ne verront-ils jamais dans la main de l'abolition la torche qui doit incendier l'édifice de notre admirable constitution? Un seul moyen nous reste pour déjouer les complots d'un gouvernement perfide; mais il est violent comme le mal.

Les banques étaient passées de mode, on commençait à s'effrayer d'en avoir tant créées; mais on rêvait encore de chemins de fer; et cinq compagnies de cette nature furent incorporées, qui, avec les corporations chargées de construire des bains, des bourses, des hôtels, des théâtres, offrirent en capitaux le chiffre de 6,960,000 piastres.

On était devenu plus sage, mais il était temps.

[13 Mai.] Enfin éclata le coup qui se préparait depuis longtemps, et que l'administration, les spéculateurs, les négociants, les *émissionnaires* de billets avaient provoqué par leur audace imprudente. Quatorze banques de la Nouvelle-Orléans, de concert avec toutes les banques de l'Union américaine, suspendirent les paiements en espèces. L'Association Consolidée et la banque des Citoyens seules continuèrent à payer en argent. A cette nouvelle, l'agitation fut grande. Dans toute autre occasion, le peuple en fureur eût peut-être démoli ces institutions en faillite; mais il s'était aperçu que les torts n'étaient pas tous de leur côté. II

respecta la propriété individuelle et ne troubla pas la paix publique. Pour remplacer la petite monnaie, disparue tout à coup, les trois municipalités émisrent chacune des billets de la valeur d'un escalin, jusqu'à celle de quatre piastres. Des corporations, des individus même s'arrogèrent le même privilège; en peu de temps la Louisiane se vit inondée de chiffons.

Les banques de la Nouvelle-Orléans possèdent ensemble un capital nominal de 55,032,000 piastres, réduit par sa réalité à 39,943,832 piastres. En moins de quatre mois, elles prêtèrent près de onze millions et demi. Quatre maisons leur devaient un million chacune; vingt-neuf maisons, douze millions, et elles étaient sous protêt. Ces capitaux étaient représentés par des marais, des ciprières, des terrains inondés, et les banques n'avaient en portefeuille que des valeurs inutiles, de six mois à huit ans de terme (*Lawson. Slidel.*)

Le monopole des institutions monétaires fut porté si loin, qu'une banque entière fut exploitée par ses directeurs à leur profit exclusif, et son capital était de quatre millions. Un seul directeur absorbait le tiers de cette somme! Voilà ce qui se passait en Louisiane. Tous les autres Etats avaient suivi de près les mêmes errements.

“ Au lieu de banques, on n'avait donc créé “ que des corporations de coteries et des instrumens d'usure,” dit un homme judicieux, Mr. C. B. Dufau, dans ses *Réflexions sur le système monétaire*.

Mais combien peu de concert avait présidé aux transactions des banques! De janvier en décembre, neuf institutions diminuèrent leurs escomptes de 1,889,861 piastres; c'étaient les banques des Améliorations, des Artisans, de l'Association Consolidée, d'Atchafalaya, du Canal, de Carroll-

ton, de l'Etat, du Gaz et de la Louisiane. Cinq autres, celles de la Bourse, de la Cité, du Commerce, d'Orléans et de l'Union, les augmentèrent de 1,888,851 piastres. La banque des Citoyens seule porta son augmentation d'escompte à 2,404,178 piastres; mais elle payait en espèces.

Une facilité étonnante d'obtenir de l'argent donnait naissance à des spéculations inouïes. Le commerce avec l'Europe avait pris chaque jour un nouvel essor; on importait beaucoup plus qu'on n'exportait. Pour donner la mesure d'extension de ce système de crédit, qui quintuplait le prix des marchandises et faisait regarder les Etats-Unis comme l'*Eldorado* des importations, l'état suivant est aussi nécessaire que correct : En 1835, les importations, dans toute l'Union, avaient dépassé les exportations de plus de 28 millions de piastres; en 1836, elles les excédèrent de plus de 61 millions; mais en 1838, de 4,690,788 seulement; ce qui était encore exorbitant. Les dépenses ne devraient jamais dépasser les revenus.

En 1835, les droits de douane sur les importations à la Nouvelle-Orléans produisirent deux millions et demi de piastres; en 1839, ils ne donnèrent qu'un peu plus d'un million et demi.

Un luxe ruineux, effréné, fut la conséquence de ce désastreux système; l'Europe s'en alarma avec raison, et ne crut avoir rien de mieux à faire que de s'opposer à l'extension ultérieure du crédit des Etats-Unis, qui lui devaient déjà 60 millions de piastres, et ne possédaient en tout dans leurs coffres que 73 millions en numéraire. La Louisiane, qui y était pour 20 millions, le commerce non compris, n'avait dans les caveaux de ses seize banques que 2,729,983 piastres en espèces; mais elle avait du temps pour payer, et l'argent

abondait dans les mains de ses capitalistes, qui n'osaient plus le livrer à la circulation. De tous côtés on demanda de l'argent. La banque d'Angleterre, pour activer la rentrée de ses fonds en métaux précieux, frappa de proscription, à Londres, le papier des plus riches maisons américaines.

D'un autre côté, le nouveau tarif était parvenu à déprécier le sucre en raison de la réduction des droits sur les sucres étrangers. On avait vu le temps où l'on abandonnait le coton pour la culture de la canne; le contraire était arrivé, on détruisait les sucreries pour planter du coton. Cent soixante-six plantations sucrières avaient cessé leurs travaux; le coton seul était destiné à sauver la Louisiane.

Déjà en 1834 elle avait produit 155,000 balles, équivalant à 62 millions de livres; 225,000 balles, ou 90 millions de livres furent récoltées cette année. Les bénéfices réalisés sur les cotons avaient rendu les spéculateurs téméraires, et les demandes actives en avaient porté le prix à 18 ou 20 sous la livre. Ils ne produisirent pas ce prix en Europe. Les pertes furent immenses; ce fut le signal des banqueroutes. On en vit de 15 à 16 millions de piastres, et elles entraînèrent des milliers de petites faillites. Qu'on juge de l'effet de ces coups de foudre répétés sur le colosse des affaires, qui n'était que de papier! Les ventes de terres furent arrêtées, les plans de villes détruits, mille fortunes éphémères renversées; les capitalistes usuriers seuls firent leur moisson : des billets solides furent escomptés à 24 et 30 pour cent d'intérêt annuel.

Ce fut sans doute pour améliorer la situation des choses, que l'administration, représentée par Van-Buren, depuis le 6 janvier, toujours achar-

née contre les banques et la prospérité du pays, qui leur est inhérent, comme sous Jackson, dont elle poursuivait le système, ordonna aux collecteurs de la Douane, aux registers des terres publiques, aux maîtres de postes et à tous les agents du fisc, de ne prendre que de l'argent ou de l'or. Cette mesure acheva de retirer des mains du peuple ces métaux précieux, pour les entasser dans la caisse publique, ou les confier à des dépositaires infidèles.

1838. La législature, dont le peuple avait demandé la convocation extraordinaire ne s'assembla qu'en janvier, comme de coutume. Elle décréta plusieurs ordonnances concernant la milice, qu'elle assujettit à des revues annuelles, sous peine d'amende, et forma trois nouvelles paroisses : celles de Cado, Caldwell et Madison. Mais les institutions fondées par elle, comprise la compagnie du chemin de fer de Bath, capital 150,000 piastres, ne figurèrent en capitaux que par le chiffre de 2,725,000 piastres.

C'était encore beaucoup pour le temps. La crise pesait de toute sa force sur la Louisiane dont les banques ne payaient qu'en papier. La confiance était détruite, le commerce anéanti. Pour remédier au mal, un projet présenté par Mr. Albert Hoa, fut adopté par la chambre haute de l'Etat. Il créait un bureau de circulation, chargé d'examiner les banques, soumises à plusieurs restrictions; mais elles avaient le privilège d'émettre des billets à terme (*post-notes*), payables en 1840. La chambre des représentants amenda ce bill de manière que le Sénat, le reconnaissant à peine, finit par le rejeter.

Après l'ajournement de la législature, eut lieu la convention des banques, qui adopta du projet

anéanti tout ce qui lui parut de plus avantageux, c'est-à-dire les billets à terme, dont chaque institution banquière dut faire une émission en raison du montant de sa circulation. Elle décida néanmoins que ces effets à payer seraient considérés échus, lorsqu'on reprendrait les paiements en espèces.

1839. Quand l'assemblée eut ouvert la première session de la quatorzième législature, les banques payaient en espèces depuis le 25 décembre de l'année écoulée. M. Edward White, en remettant le timon des affaires à M. Bienvenu Roman, élu gouverneur pour la seconde fois, recommanda dans son dernier message à l'assemblée, l'adoption de mesures sages et modérées, qui, loin de porter atteinte au crédit des banques, fit disparaître aux yeux du public l'irrégularité d'une conduite que des circonstances imprévues avaient impérieusement commandée. Elle se fit donc un devoir de délier les institutions monétaires de leur forfaiture, et les réintégra dans leurs pouvoirs et privilèges qu'elle pouvait leur retirer. Elle les obligea en même temps de régler et payer en or ou en argent les balances dues par chacune, tous les lundis matin, et de faire publier, le premier lundi de chaque mois, dans un journal de la Nouvelle-Orléans, un tableau du montant de leur circulation, des dépôts et des espèces contenus dans leurs voûtes.

Bien des gens blâmèrent la clémence de l'assemblée législative. Ils avaient vu avec effroi le pouvoir que s'étaient arrogé les banques, d'augmenter et diminuer leur circulation selon leur bon plaisir et leur avidité; de doubler pendant un temps la valeur des propriétés et des produits, afin de la réduire de moitié quelque temps après,

lorsque leur but de spéculation avait été atteint; mesures ruineuses qui mettaient en défaut l'habileté du négociant le plus consommé et détruisaient les combinaisons les mieux conçues. La constitution des Etats-Unis accorde au Congrès seul le droit de battre monnaie et de régler la circulation; et cependant les Etats établissaient des institutions, qui émettaient, en guise d'argent, un papier qui prenait sa place, et finissait par le chasser du pays. Ainsi fut entièrement étouffé l'esprit de la constitution; un papier déprécié devint le représentatif de la circulation, et l'argent ne fut plus qu'un article de commerce dont on fixa le prix à volonté.

Cependant, dans l'état actuel des affaires, la liquidation des banques eût été le pire de tous les remèdes; tout le monde y était intéressé, l'Etat lui-même leur servait de garantie. Une banqueroute générale en eût été l'inévitable conséquence, et notre crédit avec l'Europe eût été à jamais anéanti. La seule chose facile, c'était de leur imposer un frein à la main de la législature.

M. le gouverneur Roman approuva un grand nombre de lois dont nous mentionnerons plus loin les plus notoires; mais il renvoya à la chambre, en les frappant de son *veto*, les garanties de l'Etat, pour un million et demi de piastres, accordées en faveur des compagnies des trois chemins de fer de Clinton et Port-Hudson, d'Atchafalaya, de Baton-Rouge et Clinton, et de celle du canal de Barrataria et La Fourche.

" La Louisiane, disait-il, a émis ou doit émettre 23,735,000 piastres de garanties; aucun état n'a autant usé de son crédit, la Pennsylvanie exceptée, qui s'est engagée pour 24,140,000 piastres. L'état de New-York, dont la population est si nombreuse et les ressources si vastes,



“ ne s'est endetté que pour 10,450,000 piastres.  
“ L'expérience a prouvé que les bénéfices pro-  
“ duits par de telles améliorations sont presque  
“ toujours nuls, ou ne peuvent s'effectuer que  
“ longtemps après qu'ils ont été achevés.”

Ces raisons si fortes ne furent d'aucune valeur aux yeux de l'assemblée, qui persista dans son opinion, et donna validité de loi aux bills en litige.

Il n'en fut pas de même d'un autre bill relatif à la construction du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans à Nashville, et à la banque des Améliorations, en faveur desquels la législature avait accordé la garantie de l'Etat pour un million de piastres. Frappé du *veto*, on le protégea en vain; il fut rejeté.

En vain l'assemblée engagea la foi de l'Etat, en sécurité d'un emprunt qu'on devait négocier en Europe, de 900,000 piastres, dont 600,000 pour la première municipalité, et 300,000 pour la troisième, afin de leur faciliter les moyens de retirer le papier qu'elles avaient émis; il échoua complètement. La seconde municipalité seule, en faveur de laquelle s'étendait la même sécurité, pour la somme de 500,000 piastres, trouva les moyens de l'utiliser.

L'assemblée forma la paroisse de l'Union d'une partie de celle d'Ouachita, institua la cour de commerce de la Nouvelle-Orléans, présidée par un seul juge, réprima les paris sur les élections, qui étaient à la mode, en condamnant les délinquants à une amende égale à la somme ou au prix de la propriété engagée; décréta des peines contre ceux qui embarquent un esclave en qualité de matelot; accorda de nouveaux privilèges à la compagnie de Dessèchement, qui était parvenue à rendre cultivables des marais et des

éprières inondés; incorpora la compagnie Transatlantique à vapeur de la Louisiane, capital un million, susceptible d'être augmenté de cinq cent mille piastres, et elle s'ajourna en représentant au Congrès :

“ Que les revenus des Etats-Unis provenant des droits de douane, ventes de terres publiques, taxes et autres sources fiscales, appartenaient au peuple; que le gouvernement national devait donc se contenter de la monnaie à l'usage du peuple, c'est-à-dire, à défaut d'or et d'argent, des billets des banques solvables; que les banques solvables étaient des dépositaires des fonds publics plus sûrs que des individus; que les agences personnelles pour la transmission des revenus publics étaient incommodes, dangereuses, dispendieuses, tendant à augmenter la puissance de l'exécutif, en multipliant les officiers de son contrôle, et donnant au président un pouvoir trop grand sur les finances et les sources fiscales du gouvernement; que l'idée de mettre en usage un système de circulation métallique était impossible et contraire aux intérêts des Etats; que l'assemblée, désapprouvant cette mesure ruineuse, partageait l'opinion de Madison, qui regardait comme d'une utilité importante une monnaie courante de la même valeur dans tous les Etats, et pensait elle-même que le Congrès ne saurait trop se prévaloir du pouvoir que lui a donné la Constitution, de régulariser un système de circulation de cette nature; que Washington, Madison, d'autres patriotes et diplomates distingués, les congrès et les cours supérieures de judicature, ont sanctionné, reconnu, approuvé et confirmé la constitutionnalité d'une banque nationale; qu'une institution semblable, sagement administrée, sans blesser les droits des Etats, est le seul moyen

d'établir un système monétaire uniforme dans toute l'Amérique unie. ”

Ce manifeste législatif est la censure complète de l'administration de Jackson et de Van Buren, son successeur. Il repousse de toute la puissance de l'assemblée le bill de la sous-trésorerie, devenu aujourd'hui loi des Etats-Unis, et qui met à la disposition du président le trésor du gouvernement. — “ Il unit, disent les whigs, le pouvoir de l'or à la force de l'épée. ” — “ Il constitue, répondent les locofocos, la seule banque qu'une république doive reconnaître. ”

Cependant le commerce n'était rien moins que florissant, malgré la reprise des paiements en espèces par les banques, qui ne prêtaient plus et faisaient peu d'affaires d'escompte ou de change. Les récoltes de coton et de sucre offraient les espérances les plus flatteuses; mais les planteurs prévoyants semblaient craindre d'avance une dépréciation effrayante de leurs riches produits. Un moment cette première denrée parut reprendre une faveur marquante. On avait fait de grands envois en Europe, auxquels des banques prirent part. Les retours furent accablants, les pertes avaient été énormes.

Ce revers s'augmenta bientôt par la nouvelle de la suspension des banques de Philadelphie et de Baltimore. Les institutions financières de la Nouvelle-Orléans adoptèrent toutes, le 18 octobre, une semblable résolution, sans en excepter l'Association Consolidée ni la banque des Citoyens, comme lors de la première suspension.

Le peuple, déjà habitué à cet ordre de choses, vit d'un œil indifférent une mesure si peu en harmonie avec la prospérité et le crédit du pays. Bien plus, il en anticipa des résultats plus avan-

tagoux, et s'imagina que les banques deviendraient plus libérales dans leurs transactions, et que le commerce se relèverait. Espérance vaine! lorsque les récoltes furent faites, le coton et le sucre ne commandaient aucune valeur satisfaisante; les acheteurs étaient aussi rares que l'argent.

1840. A l'ouverture de la deuxième session de la quatorzième législature, le gouverneur exposa avec lucidité et précision, dans son message, les causes qui avaient déterminé la crise. S'il parla de la nouvelle suspension des banques, ce fut pour les recommander à la législature, qui, selon son expression, "avait le droit de faire commencer les poursuites nécessaires pour les mettre en liquidation."

"S'il en existe dans l'Union (disait-il) qui soient aussi solides que les nôtres, prises dans leur ensemble, il n'en est certainement pas qui puissent offrir, pour répondre de leurs dettes, un montant aussi considérable de numéraire. L'émission excessive de leur papier n'a pas été la cause de leur chute; car dans ce moment la différence entre la piastre et le papier-monnaie n'est que de trois pour cent, et le change sur Londres est de neuf pour cent, ce qui équivaut au pair."

Le comité législatif chargé d'examiner la situation des banques, corrobora bientôt l'opinion du gouverneur. Leur circulation, au 3 février, présentait le chiffre de. . . . . \$ 6,890,814

Leurs métaux précieux en caveaux, celui de. . . . . 3,386,640

Pour la seconde fois elles furent acquittées de leurs prévarications, et rien ne fut statué relatif

vement à une reprise de paiements en espèces, mesure que la majorité considéra comme prématurée.

Cependant les banques de la Nouvelle-Orléans avaient encore été administrées cette année d'une manière extraordinaire; plusieurs avaient suivi une marche diamétralement opposée à celles des autres. En mars, une lutte s'engagea entre celles qui voulaient reprendre les paiements en espèces le plus tôt possible et celles qui voulaient perpétuer la suspension. De janvier en avril, il y avait eu une diminution d'escomptes de 943,000 piastres, et une augmentation de circulation de 867,000 piastres. Six d'entre elles, les banques des Améliorations, des Artisans, d'Atchafalaya, de la Cité, du Canal et de l'Etat de la Louisiane, diminuèrent leurs escomptes de 623,700 piastres; le reste les augmenta de 1,566,000 piastres. Celles-ci augmentèrent leur circulation de 1,151,000 piastres; les autres la diminuèrent de 284,000 piastres. Depuis avril, il y eut plus d'uniformité dans leurs transactions; en mai, on remarqua une diminution décidée de circulation et d'escomptes. En novembre 1839, l'argent était au taux de 8 à 9 pour cent; de janvier en juin 1840, il varia de 2 à 3 jusqu'à 6½ pour cent.

Comment est-il possible au commerce de prospérer, lorsque les fonds publics éprouvent des fluctuations si violentes? Les affaires portent l'empreinte d'un cachet de spéculation au pouvoir des institutions financières, qui donnent aux marchandises une valeur imprévue et même inévitable.

Au commencement de juillet, la circulation avait été réduite de 332,552 piastres. Les dépôts et les espèces en caveau avaient également éprouvé une grande diminution. La différence

de l'actif et du passif des banques était comme de 1 à 4; elles devaient avoir en outre en portefeuille beaucoup de billets à la veille d'être échus, ainsi que beaucoup de fonds dans les villes du Nord, qui incessamment devaient leur rentrer. Rien ne pouvait même à cette époque les empêcher de reprendre les paiements en espèces.

On remarque parmi les actes de la législature de cette année, celui qui abolit l'emprisonnement pour dettes, et la loi qui accorde au juge d'une paroisse une juridiction *sans appel*, dans toutes les causes dont la somme en litige n'excède pas 300 piastres.

Relativement à la tranquillité politique, les perturbateurs d'une assemblée furent considérés comme ayant troublé le repos public, et purent être condamnés à une amende de 100 piastres et un emprisonnement de dix jours; en cas de récidive, la peine dut être double.

Les enlèvements fréquents d'esclaves, impunément commis, provoquèrent une loi qui rendit les propriétaires, les capitaines ou patrons de bâtiments et de toute embarcation quelconque, à bord desquels se trouve un esclave sans le consentement de son maître, solidaires, ensemble ou séparément, envers celui-ci de tous dommages et intérêts, et passibles en outre d'une amende de 500 piastres par tête d'esclave.

Dans son message à l'assemblée, le gouverneur recommandait surtout de ne faire aucune nouvelle allocation, à moins qu'elle ne fût indispensablement nécessaire. Les dépenses présumées de cette année devaient s'élever à 558,095 piastres, tandis que les recettes ne devaient présenter que la somme de 400,000 piastres; d'où résultait un déficit de 158,095 piastres. Dans le tableau

des dépenses, les écoles figuraient pour 108,750 piastres; les bibliothèques et la Société Médicale pour 3,000 piastres; le Pénitenciaire pour 30,000 piastres; les frais de poursuites criminelles pour 40,000 piastres; les intérêts de la dette pour 50,000 piastres; puis les frais du gouvernement. Cependant il parut urgent à la législature d'approprier 97,000 piastres, dont 26,900 aux écoles, 17,400 aux améliorations publiques, 25,000 à la construction d'un asile pour les lunatiques, 15,000 à l'Hôpital de Charité, 12,000 aux Orphelins, et mille aux bibliothèques.

Et le gouverneur dut emprunter aux banques pour payer l'intérêt des bons émis en faveur du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans à Nashville.

La paroisse de Calcasieu fut formée, ce qui porta à trente-huit le nombre des paroisses de la Louisiane, qui fut divisée en dix districts judiciaires.

Des chartes furent accordées à la compagnie du chemin de fer de Jefferson et Pontchartrain, capital cent mille piastres, et à la compagnie de Navigation et Manufacture à vapeur du Sud-Ouest, capital un million.

Deux compagnies de tuyaux à incendie, huit compagnies de pompiers, dont l'une pour Lafayette, furent organisées pour la Nouvelle-Orléans, où l'on en comptait déjà sept, qui n'avaient pu empêcher à la Bourse de Cité, rue St.-Louis, propriété de la banque des Améliorations, le plus beau, le plus somptueux édifice de la ville, d'être consumé par les flammes, le 12 février; perte immense qui présenta le chiffre de 600,000 piastres, dont 250,000 seulement étaient couvertes par les chambres d'assurances.

L'industrie sucrière, aux abois, implorait la sollicitude des législateurs. La récolte du sucre,

ainsi qu'on l'a déjà remarqué, n'avait jamais été plus abondante; mais cette denrée précieuse valait à peine trois ou quatre sous la livre. Peu de récoltes produisirent cinq sous. Cinquante-deux millions de piastres, capitaux des plantations sucrières, rapportaient à peine 2 et demi pour cent. L'assemblée chargea un comité de l'examen de cette industrie agricole, et en envoya le rapport au Congrès, en sollicitant le rétablissement de la taxe de 1816, sur les sucres étrangers.

La Louisiane possède en ce moment cinq cents vingt-cinq plantations sucrières en pleine activité, employant quarante mille travailleurs et une force mécanique de dix mille chevaux. On estime annuellement la récolte à 70,000 boucauts, équivalant à 70 millions de livres, et 350,000 gallons de mélasse; les dépenses à 50 piastres par travailleur. En quotant le sucre à 4 sous, et la mélasse à 16, on n'obtient qu'un intérêt de 2 quatre-vingt centièmes pour cent.

Un résultat si positif et si désespérant doit causer insensiblement la ruine des sucreries en Louisiane, à moins qu'une nouvelle taxe sur les sucres étrangers, établissant le prix de cette denrée à 6 sous, ne soit imposée par le Congrès. Il est impossible d'en produire à moins dans un climat où la culture de la canne est en dehors des lois de la nature.

Tous les intérêts réunis, et même les hommes désintéressés, qui connaissent les causes d'un ordre de choses si allarmant et si meurtrier à toutes les industries, semblaient désirer, *quand même*, un changement d'administration. On pensait ne pouvoir avoir rien de pire que les gouvernants actuels. La Louisiane, que son agriculture, son commerce, et encore plus sa position, lie à tous les Etats; la Nouvelle-Orléans, cette reine



du coton, attachée à l'Europe par des relations commerciales et financières les plus étendues, parurent se dépouiller de cet amour qu'elles portaient au parti jacksoniste, amour fondé sur les prestiges d'une victoire, et arborèrent l'étendard de la Cabane (*Log-Cabin.*) Les partisans de l'administration ne se découragèrent pas, leur bannière flotta aussi. Partout le peuple se formait en assemblées, sous ces diverses couleurs, afin d'entendre les orateurs qui plaidaient cette grande cause. Les hommes qui se distinguèrent par leur éloquence à la tribune de Harrison, furent MM. Mazureau, avocat-général de l'Etat, le plus grand jurisconsulte de la Louisiane, et Prentiss, avocat du Mississipi, l'un des premiers orateurs du Sud. Parmi les défenseurs de Van Buren figuraient MM. Soulé, dont l'élocution est si entraînante, et Grymes, aux heureuses improvisations.

En 1836, les cinq électeurs qui devaient représenter la Louisiane à l'élection du président, furent choisis dans le parti de l'administration; ils obtinrent 3,653 votes; les whigs n'en eurent que 3,383. Les cinq voix de la Louisiane furent donc pour Van Buren, comme elles l'avaient été pour Jackson, en deux fois différentes. Cette année, une réaction devait s'opérer. La Nouvelle-Orléans nomma, à une majorité écrasante, six représentants whigs à la législature. Les paroisses suivirent davantage les anciens errements; les lumières pénétrèrent plus facilement dans les villes. Cependant, sur trois représentants au Congrès, les locofocos, soutiens de Van Buren, n'en fournirent qu'un, et une majorité de trois ou quatre voix resta dans l'assemblée générale aux partisans de l'opposition, qui virent, en novembre, prendre dans leur sein les cinq électeurs présidentiels.

L'an quarante, pendant deux siècles, a été une époque de désastres et de calamités publiques. En 1740, un hiver rigoureux, au commencement de l'année, se fit sentir jusque dans les pays les plus chauds; le bétail, les grains, les légumes, le fourrage furent détruits; à la fin de l'année, il causa des inondations qui submergèrent des villes, des provinces entières. Cette même année la mort de Charles VI, empereur d'Allemagne, alluma une guerre qui embrasa toute l'Europe. Comme on avait prédit un bouleversement général pour cette époque, lorsqu'elle fut passée sans l'amener, on vit naître le proverbe : " Je m'en moque comme de l'an quarante."

Nous avons vu en 1840 la question d'Orient faillir de mettre la France aux prises avec tous ses ennemis; la guerre ravager l'Espagne, l'Algérie, la Syrie, la Circassie, la Tartarie, l'Indostan et la Charte; la discorde diviser le Mexique et les républiques de l'Amérique du Sud; la crise financière dans les Etats-Unis, renverser plusieurs fortunes et paralyser toutes les industries, et les limites du Maine et d'autres causes jeter des semences de haine entre l'Amérique et l'Angleterre.

Si les céréales ont manqué en France, si le midi de ce royaume a été submergé par le débordement des fleuves, les récoltes n'ont pas été abondantes en Louisiane, et le Mississippi a menacé d'ensevelir le Delta sous ses eaux. Il commença à monter à la mi-février; aux premiers jours de mars, il dépassait déjà la marque des plus hautes eaux. On ne se rappelait pas l'avoir jamais vu rouler des flots plus menaçants, excepté en 1782, où les Attakapas et les Opeloussas même furent en partie ensevelis sous les eaux. Il rasait de sept à huit pouces la crête des plus hautes levées. En plusieurs endroits, il les franchit et

s'épancha dans les campagnes, Les crevasses furent nombreuses; on en remarqua de plusieurs arpens, même de plusieurs milles de largeur. Les terres de La Fourche, celles de Concordia furent en partie submergées. La Rivière-Rouge, refoulée par le Mississipi, inonda ses riches plantations cotonnières. De tous côtés arrivèrent à la Nouvelle-Orléans, amenées par le courant, des denrées de toute espèce, qui se vendirent à vil prix. Le fleuve compensa amplement les dommages qu'il avait causés, Ses eaux s'étant retirées de deux pieds vers la mi-juillet, dissipèrent toutes les craintes; les planteurs ensemençèrent de nouveau leurs champs de coton dévastés, que l'inondation avait laissés couverts d'un limon fécondant.

## ESQUISSE DIX-NEUVIÈME.

### RECAPITULATION.

Le Mississipi, qui traverse la Louisiane pour en faire l'entrepôt de sa vallée immense, parcourt, de concert avec le Missouri, son plus grand tributaire, une étendue de quinze cents lieues; c'est le plus grand courant d'eau de l'univers. Hernandez de Soto le découvrit en 1537, et le nomma *Espiritu-Santo*. Joliet et Marquette le reconnurent en 1673, et le descendirent depuis le Wisconsin jusqu'à l'Arkansas. L'honneur de l'explorer depuis l'Illinois jusqu'au golfe du Mexique, était réservé à l'infortuné Lasalle, qui l'appela fleuve *Saint-Louis*. Mais les tribus indiennes ne le connaissaient que sous le nom de *Meschacébé*, dont les Européens ont fait *Mississipi*, qui signifie le *Père des grandes eaux*.

1699. La première colonie de la Louisiane est plantée par Iberville. Le premier gouverneur est Duvalle, son frère.

1718. Bienville, leur troisième frère, fonde la Nouvelle-Orléans.

1729. Les Natchez massacrent les Français établis sur leur territoire.

1736. Première émission de papier-monnaie, qui entrave considérablement les affaires et tombe bientôt en discrédit.

1751. Introduction de la canne à sucre par les Jésuites.

1754. L'immigration du Canada augmente la population de la Louisiane.

1769. Les Espagnols en prennent possession, et six colons respectables tombent victimes de leur dévouement à la patrie. La domination française avait duré 70 ans. La population de l'état actuel était à cette époque de 12,560 habitants.

1777. Galvez, troisième gouverneur espagnol, épouse secrètement la cause de l'indépendance américaine et prête soixante-quinze mille piastres aux colonies insurgées.

1779. Lorsque la guerre est déclarée par le cabinet de Madrid à celui de St. James, Galvez prend sur les Anglais Bâton-Rouge, Natchez et Pensacola. Par suite de ces victoires, la Louisiane est érigée en capitainerie générale.

1786. Miro, quatrième gouverneur, défend aux femmes de couleur l'usage des chapeaux, des plumes et des bijoux.

1788. Incendie de la Nouvelle-Orléans, un vendredi saint, où neuf cents maisons deviennent la proie des flammes.

1793. Carondelet, cinquième gouverneur espagnol, fait fortifier cette ville, et construire le fort St.-Philippe.

1794. Don André Almonaster fait construire à ses frais la cathédrale, la maison de ville et le palais de justice.

Publication du moniteur de la Louisiane, le premier journal imprimé dans la colonie. Etablissement de la première sucrerie par Boré.

En 1801, Bonaparte se fait céder la Louisiane, qu'il vend aux Américains en 1803, pour quinze millions de piastres. Les Espagnols l'avaient gardée trente-quatre ans. Sa population, dans les limites de l'Etat, présentait à cette époque le chiffre de 41,213 habitants.

Claiborne, nommé gouverneur par le président, pendant la minorité de la Louisiane, prend possession, en 1810, de Bâton-Rouge, Saint-Francisville, et de leur territoire, connu sous le nom de Florides, que les Espagnols retenaient encore en dépit des traités.

En 1811 la Louisiane est érigée en Etat, et l'année suivante Claiborne est élu gouverneur par les suffrages libres du peuple.

En 1812, ouragan qui ravage la Louisiane, et renverse, dans la Nlle-Orléans, plusieurs maisons.

En 1814, les forces britanniques envahissent la Louisiane.

Le 8 janvier 1815, quatorze mille Anglais, commandés par Packenham, sont défaits avec un grand carnage à deux lieues de la Nlle.-Orléans, par six mille miliciens sous les ordres de Jackson. Les vaincus perdent trois mille soldats, les vainqueurs treize hommes.

En 1816, Villeré est élu gouverneur. La seconde banque des Etats-Unis est autorisée par le Congrès.— Commencement de la prospérité de la Louisiane.

La banque de l'Etat de la Louisiane est établie en 1818; c'est la première depuis l'érection de

l'Etat. Celle d'Orléans avait été créée en 1811, pendant la minorité de la Louisiane.

En février 1823, l'hiver est si rigoureux que les marais sont glacés et les orangers détruits.

En 1824, M. Henry Johnson est nommé gouverneur.

En 1825, Lafayette visite la Nouvelle-Orléans. Sous cette administration, deux banques sont fondées : celles de la Louisiane et de l'Association Consolidée.

En 1828, Pierre Derbigny prend les rênes du gouvernement. L'année suivante il meurt, et M. Jacques Dupré remplit les fonctions de gouverneur. Jackson est élu président des Etats-Unis.

M. Bienvenu Roman, élu gouverneur en 1831, voit éclore six banques : celles du Canal et de la Cité en 1831; celle de l'Union en 1832; et celles des Artisans, des Citoyens et du Commerce en 1833.

En 1832, Jackson détruit la banque des Etats-Unis, et le choléra désole la Louisiane.

En 1833, le nouveau tarif est consenti; il détruit l'industrie sucrière. La Louisiane, à cette époque, possédait près de sept cents sucreries, et produisait la moitié du sucre consommé aux Etats-Unis. Cette même année les loteries furent abolies, et les spéculations sur les terres commencèrent.

En 1835, M. Edward White, élevé au gouvernement, sanctionne huit banques, comprise celle des Citoyens, à laquelle les garanties de l'Etat sont accordées; quatre en 1835, celles d'Atchafalaya, de la Bourse, de Carrollton et du Gaz; quatre en 1836, celles des Améliorations, des Citoyens, des Négociants et du Pontchartrain, qui ne s'établit pas.

En 1836, les jeux de hasard sont abolis.

En mai 1837, la crise financière commence; la plupart des banques des Etats-Unis suspendent leurs paiements en espèces.

En 1839, M. Bienvenu Roman est choisi gouverneur pour la seconde fois.

La fièvre jaune désole la Nouvelle-Orléans, dont elle a tant de fois décimé la population étrangère, surtout en 1767, en 1797, en 1802, en 1806, en 1810, en 1814, en 1818, en 1822, en 1824, en 1827, en 1831, en 1835 et en 1837.

En 1840, les eaux du fleuve, parvenues à une hauteur effrayante, menacent le pays d'une inondation générale.

La superficie de la Louisiane est de 49,000 milles carrés équivalant à 32 millions d'acres; mais un quart est inondé ou susceptible de l'être. Un autre quart est couvert de *ciprières* marécageuses, de *pinîères* scabreuses, dont le sol n'est bon à rien. Le reste consiste en savannes superbes, en lisière de terre, le long des courants d'eau, d'une fertilité extrême. Elle est plus vaste que l'Etat de New-York; presque aussi grande que l'Angleterre, et n'est inférieure en étendue qu'aux Etats de Virginie, Missouri, Illinois, Georgie, Floride et Alabama. Le gouvernement fédéral y possède 20,437,555 acres de terre, dont il a approprié 521,629 à l'usage des écoles; 46,080 à l'usage des colléges; autant pour l'état, et vendu 2,714,805.

Cinq fois plus vaste que le Maryland, en 1830, elle nourrissait la moitié moins de monde, n'ayant alors que 216 mille habitants. La population de l'Etat de New-York, à la même époque, était d'environ deux millions. Le recensement de 1840 donnera probablement à la Louisiane un chiffre de 350 mille âmes. Deux millions d'habitants y vivraient dans l'aisance.

Elle produit, année commune, 70 mille bou-

cauts de sucre, 350,000 gallons de mélasse. Une augmentation de taxe sur les sucres étrangers porterait bientôt le nombre des boucauts à 150,000.

La récolte annuelle de coton est de 200,000 balles de 400 livres. En 1811, on récolta 5,000 balles seulement; en 1834, 155,000. Aucun Etat, ceux d'Alabama et de Mississipi exceptés, n'a fait plus de progrès dans l'agriculture cotonnière, dont la récolte a augmenté en 23 ans de seize cents pour cent.

En 1769, il fut exporté de la Louisiane pour 250,000 piastres, dont cent mille en indigo; quatre-vingts mille en peaux, et soixante-dix mille en planches ou bois de charpente. En 1801, on importa pour 5,523,423 piastres et on exporta pour 3,331,984 piastres. Il y avait dans les exportations 8,400 boucauts de sucre à 5½ sous, et 750 balles de coton à 24 sous.

Du 1er. octobre 1834, au 30 septembre 1838, c'est à dire pendant quatre années, les exportations de la Nouvelle-Orléans ont excédé annuellement celles de New-York, de 7,669,701 piastres; mais les importations de New-York, dans le même laps de temps, ont surpassé annuellement celles de la Nouvelle-Orléans de 71,859,043 piastres. Il y a ceci de remarquable que les exportations de New-York diminuaient, en même temps que celles de la Nouvelle-Orléans augmentaient.

New-York est donc l'emporium des importations, et la Nouvelle-Orléans, le plus grand marché des exportations. Le commerce de celle-ci est, au résultat, un accroissement de fortune pour les Etats-Unis; le commerce de celle-là, une cause de ruine.

La Louisiane a coûté au gouvernement national pour ses fortifications 1,806,398 piastres; pour ses phares 182,152 piastres.



Elle armait en 1829, 13,034 fantassins, 266 cavaliers, 800 artilleurs et 900 tirailleurs (*riflemen*); total 15,000 hommes. En cas d'invasion, tous les citoyens valides sont soldats.

En 1836, les navires qui lui appartenaient jaugeaient 81,710 tonneaux. En 1834, elle possédait 115 bateaux à vapeur, jaugeant 46,292 tonneaux, autant que les États d'Ohio et de New-York ensemble. A la même époque, la France en avait 119, ses bâtiments à vapeur de guerre compris; l'Angleterre, plus de 480.

En 1837, neuf bâtiments à vapeur avaient été construits en Louisiane. Seize cents bateaux à vapeur et deux mille bâtiments fréquentent annuellement la Nouvelle-Orléans. En 1835, les marchandises étrangères importées dans cette ville produisirent à la douane deux millions et demi de piastres de droits d'entrée.

Dans les 525 plantations sucrières qui existent encore dans le pays, on compte près de 300 machines à vapeur.

La Louisiane a trois canaux publics, dix chemins de fer achevés ou commencés, onze projets, représentant ensemble un capital nominal ou effectif de 20,092,000 piastres.

Le premier chemin de fer aux Etats-Unis, fut établi en Massachussetts; le deuxième en Pennsylvanie; le troisième en Delaware; le quatrième en Maryland; le cinquième en Louisiane (celui de Pontchartrain.)

Les seize banques de la Nouvelle-Orléans et leurs quarante succursales, ou branches, établies dans les diverses paroisses, ont un capital nominal de 55,032,000 piastres; un capital effectif d'environ quarante millions; une circulation de 7,264,274 piastres; dans leurs caveaux 3,644,791 piastres en métaux précieux.

Il y a pour l'éducation des jeunes gens, outre plusieurs écoles primaires, trois grands collèges : ceux de Franklin, à Opeloussas; de Jefferson, à St-Jacques; et de la Louisiane, à Jackson; trente collèges ou académies, dont six pour les demoiselles; sans compter trois couvents de religieuses, l'un à St-Jacques, l'autre à Opeloussas, le troisième dans les environs de la Nouvelle-Orléans, ouverts à l'instruction des filles.

---



## CONCLUSION.

---

La Louisiane a changé trois fois de gouvernement, sans voir couler qu'une fois le sang de ses enfants. Elle a passé d'une nation à l'autre sans avoir été conquise. Au contraire sous ces trois drapeaux elle s'est montrée conquérante. D'abord sous Bienville, qui enleva Pensacola; puis sous Galvez, qui s'empara des Natchez et des deux Florides; ensuite sous le général Jackson, qui tailla en pièces une nombreuse armée.

Elle prospéra peu pendant la domination de la France, qui n'avait pas l'esprit colonisateur, excepté lorsque la compagnie des Indes lui fit faire quelques pas. L'Espagne, malgré l'impulsion qu'elle donna aux accroissements de la colonie du Mississipi, ne l'eût jamais mise sur un pied respectable.

Il fallait que la Louisiane fût libre, pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est pas sous un gouverneur français qu'elle eût vu d'un siècle établir des chemins de fer. Ce n'est pas un capitaine-général espagnol qui eût favorisé l'édification de ces monuments, orgueil de la Nouvelle-Orléans, objet de l'envie des autres cités américaines. Ce n'est pas un maréchal de l'empire, sous l'influence même de Napoléon, qui eût donné à la *Reine du Sud* les trésors qu'elle possède, le commerce qui la fait fleurir, et les cent mille âmes qui forment sa population. La liberté seule pouvait opérer ces merveilles.

Mais combien il lui reste encore de travaux à poursuivre! S'il n'existe pas dans le monde de pays où les améliorations soient plus faciles à achever qu'en Louisiane, il n'en est pas non plus où elles soient plus nécessaires. C'est un enfant à éduquer, un verger à planter, un livre blanc à remplir. Toutes les parties de l'Etat exigent quelque chose. Ici, il faudrait aplanir un tumulus, ou élever une digue; là combler une lagune, ou creuser un canal; plus loin porter l'eau sur une colline, ou dessécher une cyprière; et partout fonder des villes, ouvrir des ports, confectionner des chemins de fer, abattre des forêts, défricher des savanes, introduire des cultures nouvelles.

Les Louisianais actifs, entreprenants, portés vers les améliorations, ont exécuté de grands ouvrages avec leurs seules ressources; elles devraient toujours leur suffire. Mais ils avaient à faire beaucoup plus qu'ils n'avaient fait. Ils ne s'arrêtaient pas, leurs progrès étaient sensibles, et toutes les améliorations projetées se seraient opérées à la longue, à mesure que le pays se peuplait; mais il ne fallait rien brusquer. Le crédit qui les avait si bien servi, tant qu'ils n'en avaient pas mésusé, le crédit, cette fée toute-puissante, à qui les Etats-Unis doivent toute leur prospérité, était là, prêt à les secourir en cas de besoin. Quelques banques auraient pu s'établir, puisqu'on en voulait absolument, selon que les affaires s'étendaient, que les améliorations se poursuivaient; mais elles seraient passées inaperçues, parce qu'elles n'auraient pas cherché à tout envahir. L'Etat les aurait aussi instituées de manière à pouvoir toujours mettre un frein à leurs émissions impétueuses, et surtout n'aurait eu rien de commun avec elles. Dans ces circonstances, les spéculations avides ne se seraient pas élevées, le commerce

n'aurait pas franchi ses limites; les importations ruineuses ne se seraient pas enflées jusqu'à excéder le colosse des exportations, et la prospérité du pays aurait été assise sur un socle de diamant. Toutes les améliorations requises auraient été menées à bonne fin, sans que le peuple, qui ne peut s'en passer, eût senti le poids de leurs dépenses. Et si la crise avait eu lieu par des causes étrangères à nos affaires, nous l'aurions vu passer comme les flots de ce fleuve, qui menaçait de nous submerger, et qui cependant nous a respecté.

Les compagnies, qui voulaient tout exécuter, avaient trop entrepris pour beaucoup faire; et puis les fonds leur manquaient. On ne fait rien avec rien. Quand on emprunte sans être sûr de pouvoir rendre, on fait encore beaucoup moins. Comme les bandes armées de *condottieri*, au moyen âge, appelées également *compagnies franches*, aussi funestes à ceux qu'elles devaient défendre qu'à ceux qu'elles avaient à combattre, nos corporations n'ont songé qu'à leurs intérêts. Sans doute elles ont été utiles; on leur doit des améliorations, mais elles auraient dû se renfermer dans de justes bornes, et ne pas porter la ruine où elles pouvaient amener la prospérité. Elles croyaient se créer des ressources en établissant des institutions éphémères, en faisant de fortes émissions de papier-monnaie; elles se sont au contraire lié les bras. Elles ont demandé à l'Etat des garanties qu'il leur a accordées pour effectuer leurs emprunts, et l'Etat s'est trouvé associé à leur misère. Il se voit aujourd'hui dans l'impuissance de leur demander compte de leurs prévarications.

On a vu qu'en 1811 une crise financière semblable s'était fait sentir dans les Etats-Unis. La Louisiane, à l'aurore de sa liberté, fut d'autant

moins sensible à ses atteintes, que son industrie agricole était dans toute sa prospérité. Les planteurs sucriers ne voyaient pas comme aujourd'hui leurs produits dépréciés. C'est pourquoi cette leçon leur a été inutile. Espérons que celle-ci leur sera plus efficace; que les banques, moins faciles, ne sacrifieront plus l'intérêt public à l'intérêt privé; que les esprits spéculateurs ne dévieront plus des sentiers de la prudence; que l'administration elle-même sera moins utopique, moins empreinte d'un cachet de coterie et plus dévouée à la prospérité de la chose publique.

FIN.

## ERRATA.

---

Page 33, ligne 19, *au lieu de* : pouvait produire, *lisez* : pût produire.

Page 49, ligne 31, *au lieu de* : deux mille, *lisez* : deux cents.

Page 54, ligne 21, *au lieu de* : lié à un arbre, *lisez* : lié nu à un arbre.

Page 56, ligne 8, *au lieu de* : Nova-Scotla, *lisez* : Nova-Scotia.

Page 77, ligne 3, *au lieu de* : Amérains, *lisez* : Américains.

Page 79, ligne 11, *au lieu de* : Espelelta, *lisez* : Espeleta.

Page 82, ligne 7, *au lieu de* : observation, *lisez* : observance.

Page 83, dernière ligne, *au lieu de* : rejetterent, *lisez* : regretterent.

Page 85, ligne 11, *au lieu de* : Pinalvert, *lisez* : Penalvert.

Page 86, ligne 32, *au lieu de* : Soles, *lisez* : Solis.

Page 93, ligne 2, *au lieu de* : cession, *lisez* : accession.

Page 94, ligne 30, *au lieu de* : un sixième des individus, *lisez* : un sixième d'individus.

Page 94, ligne 31, *au lieu de* : donner, *lisez* : imprimer.

Page 95, ligne 14, *au lieu de* : du conseil, *lisez* : au conseil.

Page 96, ligne 21, *au lieu de* : pouvait, *lisez* : pourrait.

Page 99, ligne 15, *au lieu de* : Est-ce à ce conseil, *lisez* : C'est à ce conseil.

Page 104, dernière ligne, *au lieu de* : dessinées, *lisez* : déterminées.

Page 113, ligne 28, *au lieu de* : et, *lisez* : qui.

Page 117, ligne 33, *au lieu de* : forcer, *lisez* : forcé.

Page 117, avant-dernière ligne, *au lieu de* : ait, *lisez* : eût.

Page 128, ligne 15, *au lieu de* : leur, *lisez* : lui.

Page 156, ligne première, *au lieu de* : incendiées, *lisez* : inondées.

Page 173, ligne 6, *au lieu de* : les, *lisez* : leur.





# TABLE DES MATIÈRES

## DE L'HISTOIRE DE LA LOUISIANE.

	<i>Pages.</i>
PREFACE.	5
INTRODUCTION. — Colomb découvre l'Amérique	7
Améric Vespuce lui donne son nom	“
Sort malheureux des explorateurs: des premières colonies	10
ESQUISSE 1ère.—Tribus indiennes de la Louisiane	12
Leurs forces et leur manière de vivre.	13
Anecdotes sur les Mongoulachas, les Tanicas et les Chickasas	14
Les Français parviennent à cimenter la paix parmi les Indiens	16
ESQUISSE 2ème.—La fontaine de Jouvence en Floride	17
Expédition de Hernandez de Soto	“
Ses exploits et sa mort	18
Dernier combat entre les Espagnols et les Indiens	19
Le roi de Caliquine et ses sujets.	20
Expédition de Tristan de Luna	“
ESQUISSE 3ème.—Joliet et Marquette explorent le Mississipi	22
Lasalle le parcourt jusqu'à son embouchure	23
ESQUISSE 4ème.—Lasalle débarque au fond de la baie St. Bernard	25
Il veut se rendre par terre au Canada	26
Il est assassiné. Sort funeste de sa colonie.	27
ESQUISSE 5ème.—Iberville fonde la première colonie de la Louisiane, et pénètre dans le Mississipi	28
Sauvolle nommé gouverneur	29
Le Détour des Anglais	“
Les protestans veulent s'établir en Louisiane. Louis XIV s'y oppose	“
Fanatisme des Natchez. Bienville, 2ème. gouverneur.	30
La Louisiane séparée du Canada. De Muya, troisième gouverneur	32
Crozat devient concessionnaire de la Louisiane	33
Lamothe Cadillac, quatrième gouverneur	“
Dévotement des Natchez à leurs chefs.	35
Crozat remet sa charte.	36
ESQUISSE 6ème.—La compagnie d'Occident devient maîtresse de la Louisiane	“
Fondation de la Nouvelle-Orléans.	37
Bienville attaque Pensacola.	38
Origine de la Côte-des-Allemands. Ouragan	40
Lois bizarres. Perrier, cinquième gouverneur.	41
ESQUISSE 7ème.—Ligue des Indiens contre les Français	42
Les colons de Rosalie massacrés par les Natchez	43

	<i>Pages</i>
Les Chouachas égorgés . . . . .	44
Destruction des Natchez . . . . .	46
La compagnie d'Occident abandonne la Louisiane. .	"
Esquisse 8ème.—Audace des Chickasas. Terres concé- dées aux soldats congédiés . . . . .	48
Bienville, sixième gouverneur, porte la guerre aux Chickasas . . . . .	49
Le chevalier Dartaguetle brûlé par les sauvages. .	50
Soumission des Chickasas. . . . .	51
Esquisse 9ème.—Vandreuil, septième gouverneur. Pre- mière émission de papier-monnaie . . . . .	"
Un Indien se dévoue à la mort pour son fils. . . .	54
Anecdote sur un commandant de l'île au Chat. . .	"
Esquisse 10ème.—Chaîne de forts entre la Louisiane et le Canada. . . . .	55
Expédition de Braddock détruite . . . . .	"
Les Acadiens, chassés, arrivent en Louisiane. . . .	56
Exploits de Moncalm et de Wolf. . . . .	57
Québec se rend. Immigration des Canadiens. . . .	"
Crise financière en Louisiane. Les Jésuites chassés. .	58
Esquisse 11ème.—Une partie de la Louisiane cédée aux Anglais; émigration des Indiens de la Floride; dis- grâce et mort de Kerlereu, huitième gouverneur. . .	59
La Louisiane cédée à l'Espagne. . . . .	60
Arrivée de Ulloa; première apparition de la fièvre jaune.	61
Exaspération des Louisianais. . . . .	62
Départ de Ulloa. . . . .	63
Arrivée de O'Reilly . . . . .	64
Esquisse 12ème.—Arrestation de Lafrenière et de douze habitants notables . . . . .	66
Villéré assassiné. . . . .	67
Mort courageuse de cinq victimes. Allocution de Mar- quis. . . . .	69
Gouvernement de la Louisiane sous les Français. .	70
Gouvernement de la Louisiane sous les Espagnols .	"
Lois relatives aux terres concédées et vacantes . .	73
Émigration des Louisianais. . . . .	"
Unzaga, deuxième gouverneur espagnol. Notes sur O'Reilly. . . . .	74
Héroïsme de Mazent fils . . . . .	"
Contrebande entre les Louisianais et les Anglais. .	75
Ouragan. Phénomène des mûriers. Hiver rigoureux .	"
Esquisse 13ème.—Galvez, troisième gouverneur espa- gnol. Le commerce encouragé . . . . .	76
Colonies à la Terre-aux-Bœufs, à Galveston, à Valen- zuela, à La Fourche, à la Nouvelle-Ibérie. . . . .	77
Galvez s'empare de Baton-Rouge, Natchez et Mobile.	78
" " de Pensacola . . . . .	79
Grand débordement du Mississippi . . . . .	"

	<i>Pages</i>
La Louisiane et la Floride érigées en capitainerie générale	80
Miro, quatrième gouverneur espagnol, chasse un commissaire du Saint-Office, chargé d'établir l'inquisition dans la Louisiane	81
<i>Bando de buen gobierno</i> de Miro	82
Incendie de la Nouvelle-Orléans	83
Carondelet, cinquième gouverneur espagnol	“
La Nlle-Orléans fortifiée; le fort St-Philippe construit.	84
Don Louis de Penalvert, 1er évêque de la Nlle-Orléans	85
Genêt concerte la conquête de la Louisiane	“
Le canal Carondelet creusé; l'église St-Louis, la Maison de Ville, le Palais de Justice construits	86
Etablissement de la première sucrerie.	“
Les plans de Genêt déjoués par les Américains	87
Carondelet sévit contre les républicains, et favorise les émigrés français	88
La navigation du Mississipi ouverte aux Américains	“
Insurrection de Natchez	89
Esquisse 14ème.—Bawles en Floride	90
Mort de Gayoso de Lemos, sixième gouverneur.	91
Gasa-Calvo entrave la navigation du Mississipi et irrite les Américains	“
La Louisiane cédée à Bonaparte, qui la vend aux Américains	92
Laussat prend possession de la Louisiane	93
Esquisse 15ème.—Morcellement de la Louisiane. Claiborne, premier gouverneur américain	94
Mécontentement des Louisianais; établissement d'une banque	95
Code pénal	96
Code Noir	101
Négociation avec l'Espagne au sujet des limites.	104
Conspiration d'Aaron Burr.	105
Le général Wilkinson	106
Arrestation, jugement et acquittement de Burr	107
Lois relatives aux esclaves, au mariage et aux avocats.	109
Camp des Chênes-Verts	110
Le général Wilkinson traduit devant une cour martiale et acquitté	“
Immigration de l'île de Cuba	111
Autres lois relatives aux esclaves	“
Les habitants de Baton-Rouge s'insurgent, et Claiborne prend possession de leur territoire	“
Insurrection d'esclaves à Saint-Jean-Baptiste	112
Deux banques établies. Fulton	“
Mort de Fulton. La Louisiane érigée en état	113
Constitution	“
Esquisse 16ème.—Les Florides annexées à la Louisiane; premier bateau à vapeur à la Nouvelle-Orléans	116

	<i>Pages</i>
Les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre	117
Claiborne élu gouverneur par le peuple	"
Formation de la cour suprême	"
Les Indiens défaits à Tippecanoe; ouragan terrible	"
Triomphe de la marine américaine	118
Wilkinson s'empare de Mobile.	"
Victoire de la Thames et du lac Erie	"
"    de Plattsburgh et de Baltimore	119
Jackson, vainqueur des Creeks, arrive à la Nlle-Orléans	"
Les Anglais recherchent l'alliance de Laffite	"
La flotille américaine détruite par les Anglais	120
Proclamation de la loi martiale	"
Laffite appelé à la défense du pays	"
Arrivée des Tennesiens et des Kentuckiens	121
Générosité des habitants; dévouement des dames	"
Descente des Anglais par le bayou Mazent	"
Combat du 23 décembre	122
La goëlette américaine la <i>Caroline</i> brûlée	124
Jackson fait interdire aux membres de la législature le lieu de leurs séances	125
Combat du 1er janvier	"
Bataille de la Nouvelle-Orléans	126
Héros de cette campagne	128
Parallèle de Washington et de Jackson	129
Jackson persécute les Français	131
Louailler	132
Le juge Hall emprisonné; acquittement de Louailler	133
Jackson au tribunal du juge Hall	134
Le congrès décrète que la Louisiane a bien mérité de la patrie	"
Esquisse 17ème.—Le général Villeré, 2me gouverneur.	135
L'agriculture sucrière fait des progrès	136
Dispositions pénales	137
Loi contre le duel. Un duel en Connecticut	138
Banque de l'état de la Louisiane. Addition au Code Noir	139
Thomas B. Robertson, troisième gouverneur	"
Le commerce se ranime	"
Crises financières en 1822 et en 1825	140
Maisons de jeu abolies, puis rétablies	"
Hiver rigoureux. Mr. H. Johnson, 4ème gouverneur	141
Banque de la Louisiane	"
Lafayette en Louisiane	142
Lois relatives aux avocats et aux jurés	"
Association consolidée. Abolition du divorce	143
Abolition de la peine du fouet à l'égard des blancs	144
Pierre Derbigny, cinquième gouverneur	"
Jackson président des Etats-Unis	145
Loi contre les abolitionistes	"
Hiver rigoureux; éclipse de soleil	146

	<i>Pages</i>
Mort de Pierre Derbigny . . . . .	146
Mr. Bienvenu Roman, sixième gouverneur . . . . .	"
Ouragan. Passes du Mississipi . . . . .	147
Pénitencier. Jackson détruit la banque des E.-Unis . . . . .	148
Banque de l'Union. Choléra-morbus . . . . .	150
<b>Esquisse 18ème.—Nouveau tarif; prospérité et décadence</b>	
de l'industrie sucrière . . . . .	151
Nouvelles banques. Valeur illusoire des propriétés . . . . .	152
Abolition des loteries; guerre à la banque des Etats-	
Unis; le crédit ruiné . . . . .	153
Loi relative aux bateaux à vapeur; accidents . . . . .	154
La loi de Lynch à la Nouvelle-Orléans . . . . .	155
Mr. E. White, 6me gouvern. Apogée des spéculations. . . . .	156
Encore des banques . . . . .	157
Abolition des jeux de hasard . . . . .	158
Chiffre énorme des capitaux des institutions créées par	
la législature . . . . .	"
Incendie de New-York; abolition de l'esclavage agitée	
au congrès . . . . .	159
L'Angleterre et l'abolition . . . . .	160
Les banques suspendent les paiements en espèces . . . . .	161
Capitaux des banques de la Nouvelle-Orléans; mono-	
pole des directeurs . . . . .	162
Exportations et importations . . . . .	163
Dette des Etats-Unis et de la Louisiane . . . . .	"
Dépréciation du sucre; le coton en faveur; marche de	
l'administration . . . . .	164
Projet de Mr. A. Hoa; convention des banques . . . . .	165
Reprise des paiements en espèces; Mr. A. B. Roman,	
septième gouverneur . . . . .	166
Raisons du gouverneur en renvoyant plusieurs bills . . . . .	167
Garanties de l'Etat accordées en faveur des municipa-	
lités de la Nouvelle-Orléans . . . . .	168
Répression des paris sur les élections, et autres lois . . . . .	"
Manifeste législatif . . . . .	169
Le commerce abattu; dépréciation du coton . . . . .	170
Nouvelle suspension des banques . . . . .	"
Message du gouverneur . . . . .	171
Situation des banques . . . . .	"
Quelques actes de la législature . . . . .	173
Dépenses de 1840; nouvelles allocations . . . . .	"
Nombre de paroisses et de districts . . . . .	174
Compagnies de pompiers; incendie de la Bourse . . . . .	"
Rapport sur l'industrie sucrière . . . . .	"
L'an quarante pendant deux siècles . . . . .	177
Crue extraordinaire du Mississipi . . . . .	"
<b>Esquisse 19ème.—Récapitulation . . . . .</b>	<b>178</b>
<b>CONCLUSION . . . . .</b>	<b>187</b>

HS.

H.G.









**THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
REFERENCE DEPARTMENT**

**This book is under no circumstances to be  
taken from the Building**

Form 410

NOV. 18 1917



